

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

SECON UNE ESTIMATION DE WASHINGTON

La guerre irano-irakienne aurait fait de 175 000 à 500 000 morts

LIRE PAGE 5

3,80 F

Abonnement : 3 DA ; Maroc, 3,50 DA ; Tunisie, 300 m. ; Algérie, 1,80 DA ; Belgique, 16 sch. ; Suisse, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; États-Unis, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Israël, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 y. ; Liban, 3.500 L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 m.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 4287 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

MM. Bariani et Baylet s'opposent sur les conditions de réunification de la famille radicale

Après l'annonce de M. Michel Crépeau (le Monde du 19 juillet), ministre du Commerce et de l'Industrie et ancien président du M.R.G., qui voulait que « le centre gauche retrouve aussi vite que possible son identité politique », le débat sur la réunification de la famille radicale a été relancé. En réponse à M. Crépeau, M. Gabriel Péri, président d'honneur du parti radical, a réagi, quelques jours plus tard (le Monde du 5 août), que les deux courants pourraient former une entente unique de « faire sauter le nouveau socialisme ».

Cette réaffirmation de la famille radicale, M. Olivier Sura, député (U.D.F. rad.) de Calvados et candidat à la présidence du parti radical, la voit, en précisant que « la réunification radicale n'est pas une fin en soi, mais un moyen de réunifier la famille radicale ». Selon lui, un dégrat des ministères communistes du gouvernement ne peut faire que favoriser le « socialisme ».

Il appelle les radicaux à « être en mesure de cette réunification de la famille radicale », M. François Abadie, maire (M.R.G.) de Lorient, ne voit toutefois pas la nécessité d'élargir le parti communiste.

Ces deux dernières prises de position ne rejoignent pas l'adhésion de M. Didier Bariani, président du parti radical, qui a affirmé mardi 19 août au micro de R.M.C. : « Nous sommes profondément convaincus que le centre gauche ne peut pas dans l'opposition avec le socialisme, nous qui sommes les seuls à avoir une vision globale de la société, nous qui sommes les seuls à avoir une vision globale de la société ».

Au Brésil

Les cercueils blancs du Nord-Est

Paradoxe : les cercueils blancs du Nord-Est du Brésil, qui sont destinés à être utilisés pour les corps des victimes de la violence politique, sont eux-mêmes victimes de la violence politique. Dans le Nord-Est, les cercueils blancs sont utilisés pour les corps des victimes de la violence politique, mais ils sont eux-mêmes victimes de la violence politique. Dans le Nord-Est, les cercueils blancs sont utilisés pour les corps des victimes de la violence politique, mais ils sont eux-mêmes victimes de la violence politique.

L'U.R.S.S. et la démission de l'espace

M. Andropov a profité de la visite d'un groupe de sénateurs américains pour lancer ce qu'on appelle à Moscou « une nouvelle initiative de paix ». Les réceptifs jeudi 18 août à Krenin, il leur a en effet annoncé que l'Union soviétique avait décidé d'observer un moratoire unilatéral concernant la mise en orbite de toute arme anti-satellites et de respecter ce moratoire « aussi longtemps que les autres États, y compris les États-Unis, s'abstiendront de placer dans l'espace tous types d'armes anti-satellites ». Le numéro un soviétique a également proposé l'ouverture de négociations visant « à résoudre de manière radicale la question des armements anti-satellites, à s'entendre sur la liquidation des systèmes existants et sur la création de nouveaux systèmes ». Moscou, toujours selon M. Andropov, fera des propositions détaillées sur cette affaire, cet automne, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies.

PAKISTAN

L'opposition et la campagne de désobéissance civile

LIRE PAGE 5

TCHAD

La position du colonel Kadhafi rend difficile l'ouverture de négociations

Alors que le chef de l'État libyen nie toujours la présence de ses troupes dans le pays, Paris a désigné le général Poli pour commander le contingent français

Après avoir réaffirmé contre toute évidence l'absence d'avions, de chars, de soldats libyens au Tchad, le colonel Kadhafi s'est déclaré prêt, jeudi 18 août, à « rendre la main » à toute initiative de paix, ajoutant cependant qu'« on ne peut pas intervenir à court terme une solution de la question du Tchad ».

Outre le fait que le colonel Kadhafi serait plus crédible dans sa volonté de paix s'il n'était pas à l'origine du rebondissement du conflit, on voit mal ce qu'il pourrait offrir en dehors du retrait de ses troupes, dont il nie à priori la présence au Tchad.

Alors que depuis huit jours les armes se sont tus sur le terrain, tout le monde se dit prêt à négocier, mais encore faudrait-il savoir sur quoi, avec qui et comment négocier. Aujourd'hui coupé en deux, le Tchad ne saurait le demeurer longtemps au risque que soient attisées les convoitises et consécration une partition inacceptable pour la grande majorité des pays africains. Considéré de N'Djamena, une négociation, quelle qu'elle soit, implique donc le retrait inconditionnel des troupes libyennes de l'autre côté de la frontière internationale reconnue, c'est-à-dire au-delà de la bande d'Aouza. Logique avec lui-même, M. Hissène Habré ne veut donc négocier qu'avec le colonel Kadhafi. Or, que dit celui-ci, reprenant d'ailleurs un argument qui était encore il y a peu celui de Paris : « Il s'agit d'une guerre civile », donc la négociation doit se dérouler entre Tchadiens ! Mais une rencontre entre M. Hissène Habré et Goukouni Oueddei ne peut être envisagée. M. Hissène Habré considère son ancien rival comme un suppôt des Libyens, qui ne représente plus rien. M. Goukouni Oueddei déclare de son côté qu'il veut bien négocier avec les autorités de N'Djamena, mais jamais avec M. Hissène Habré.

L'O.U.A., dont le président, M. Menguistu, a été investi à

Brazzaville lundi par une dizaine de chefs d'État d'Afrique centrale d'une mission de conciliation et de recherche d'une solution pacifique, n'a toujours pas fait de propositions et n'a même pas, semble-t-il, commencé ses consultations. Réclamée par M. Hissène Habré, la réunion du comité ad hoc sur le Tchad n'a pas non plus été convoquée. La modération de la déclaration de Brazzaville semble en tout cas montrer que les initiatives du colonel Kadhafi ne sont plus aussi bien reçues de la part d'un certain nombre d'États africains, comme l'Angola, le Congo ou l'Éthiopie, qui n'y a pas si longtemps, auraient condamné avec énergie l'intervention française.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 4.)

POLOGNE

Les autorités lancent une offensive contre l'Église

Déçu par l'attitude du clergé le parti dénonce la « domination » et l'« intolérance » de la hiérarchie catholique

Le parti communiste polonais vient de déclarer une guerre ouverte à l'Église catholique, présentée comme l'ennemi idéologique majeur d'un et un dangereux fauteur de troubles, et à l'égard de laquelle il ne saurait plus être question de faire montre d'indulgence. C'est là un changement d'attitude : il y a quelques semaines encore, avant la visite du pape du 16 au 23 juin, la presse officielle chantait les louanges de la coopération fructueuse existant entre l'Église catholique et le pouvoir en vue d'une normalisation de la vie sociale et politique de la Pologne. Il est vrai qu'à ce moment là les dirigeants de Solidarité, pour ne pas gêner la visite du Saint-Père, avaient adopté un profil bas. Le syndicat indépendant Solidarité mis hors la loi, les autorités pensaient à la reconstruction d'une alliance du sabre et du goupillon, l'Église se

chargeant dans l'esprit du pouvoir de mettre au pas les syndicalistes exaltés.

Il n'en a rien été. Tout au long de sa visite, le pape a réaffirmé son soutien inconditionnel aux idéaux d'août 1980 et de Solidarité. À présent, Solidarité — des ouvriers, des chantiers navals Lénine de Gdansk, avec Lech Walesa, en tête à la direction clandestine animée par Zbigniew Bukaj — a lancé un ultimatum au gouvernement à l'approche du troisième anniversaire de la signature des accords de Gdansk, dont les syndicalistes veulent obtenir l'application.

Ainsi, l'Église et le président de Solidarité sont, ils à présent les cibles des autorités. Le réquisitoire contre l'Église est paru dans la dernière livraison de Zycie Partii (la vie du parti), revue bi-mensuelle du comité central du parti ouvrier unifié (communiste). L'Église est accusée de pratiques inquisitoriales, de terrorisme spirituel et d'intolérance agressive par un responsable idéologique d'une organisation départementale du parti.

(Lire la suite page 3.)

LA MISE EN ŒUVRE DE LA QUATRIÈME CHAÎNE DE TÉLÉVISION

L'agence Havas augmente son capital Europe 1 serait chargée de l'information

La préparation de la future quatrième chaîne de télévision — le projet « Canal plus » confié au groupe Havas — s'accroît après une période de flottement. Le choix du décodeur arrêté (le Monde du 10 août), Havas vient de prendre la décision de procéder à une augmentation de capital destinée à accroître sa capacité financière pour la mise en œuvre de la chaîne.

Les difficultés semblent s'apaiser avec les professionnels du cinéma, même si, en l'état actuel du projet, on s'oriente vers une

diffusion d'œuvres cinématographiques moins « fraîches » qu'on ne l'espérait au départ. Toutefois, aucun accord n'est encore intervenu. L'équipe de M. André Rousselet, P.-D. G. d'Havas, travaille d'autre part sur la constitution de la société, dans laquelle pourraient prendre place, outre l'agence, Hachette et Gaumont notamment. M. Rousselet a pu ainsi confirmer que l'échéance de fin 1984 allait pouvoir être tenue.

Chaîne payante consacrée principalement au cinéma et au sport,

« Canal plus » voudrait faire aussi une entrée remarquée dans le domaine de l'information audiovisuelle. L'agence Havas a recherché pour ce faire des partenaires dans le monde de la presse et de la radio. Sauf désaccord ultérieur, c'est Europe 1 qui est actuellement en piste. Europe 1, qui se donne aujourd'hui les moyens de diversifier ses activités et souhaite produire différents programmes pour les radios et les télévisions.

(Lire nos informations page 15.)

ARGENTINE

Le péronisme un mythe et un mystère toujours vivants

LIRE PAGE 3

LE SILENCE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE

Pourquoi parlent-ils ?

par CHRISTIAN ZIMMER

A tout enthousiasme fait suite la pondération ; à toute exaltation fait suite une retombée. Rien de plus banal. Depuis Freud, cette phase seconde, communément appelée « déception », est désignée par l'expression de « travail du deuil » : c'est le retour au réel, une fois close la phase de l'idéalisation.

Retour au réel : c'est donc aussi le moment même de l'air. La déception a parfois quelque chose de fondamental positif. Pas seulement, comme le dit Cioran, parce que, « de tout ce qui nous fait souffrir, rien, autant qu'elle, ne nous donne la sensation de toucher enfin au Vrai ».

Tout cela suffirait déjà à expliquer ce que l'on nomme « le silence des intellectuels de gauche » : l'enthousiasme et l'exaltation produisent naturellement la prodigalité verbale, tandis que la déception, comme l'action, incite à la discrétion, à l'économie de paroles, voire au mutisme absolu.

Si nous appliquons cela à la politique, et à la situation de la France depuis mai 1981, cela veut dire qu'au stade du projet a succédé celui de l'exécution, et que, si le premier avait besoin des intellectuels et de leurs discours, le second ne requiert plus leur collaboration que s'ils veulent bien renoncer plus ou moins à leur statut et se convertir en hommes d'action. Ce qui implique qu'ils se taisent, ou qu'ils tiennent un tout autre langage.

En fin de compte, la vraie question, plutôt que « Pourquoi le silence

des intellectuels de gauche ? », est peut-être celle-ci : « Qu'est-ce qui fait parler les intellectuels de gauche ? ». Il faut ici répondre à cette question qui précède « le travail du deuil ». L'intellectuel de gauche idéalise la réalité. Non point cependant dans le sens où il la voit plus belle qu'elle n'est — son discours est souvent un discours de colère, — mais dans celui où il croit sans cesse qu'elle peut être plus belle qu'elle n'est. En d'autres termes, il investit énormément dans l'Histoire : ce qui ne saurait manquer de le conduire à être déçu, la déception étant aussi intimement liée à l'existence du temps que l'Histoire elle-même. La droite, elle, ne demande rien à l'Histoire : c'est pour cela qu'elle ne connaît guère l'enthousiasme ni la désillusion. Mais c'est cela aussi qui devrait lui interdire de donner des leçons à la gauche : s'il n'y a pas de sens dans l'Histoire, comme elle le prétend, elle ne peut se flatter d'avoir raison contre qui que ce soit. Ou, pour dire la chose autrement : si cette même Histoire n'a pas de fin, comment certains événements pourraient-ils être jugés plus vrais, plus significatifs que d'autres, c'est-à-dire comme entretenant avec cette fin une relation plus étroite ?

Cette idéalisation de la réalité consiste donc, sur le plan politique, à penser qu'elle puisse, comme l'Histoire, posséder un sens. Que le pouvoir ne suffit pas à lui en donner un. Voilà le point capital : la pensée du

pouvoir met la gauche mal à l'aise, et surtout ses intellectuels, parce qu'elle est une pensée du réel seul, étrangère, du moins en théorie, à toute idéalisation. C'est avec la morale et non avec le pouvoir que la gauche et ses intellectuels ont un rapport naturel, comme l'a bien montré Colette Audry dans son livre *Les Militants et leurs morales* (1). Et François Fejtó le confirme : « le socialisme représente un pari de moralisation de la vie politique » (2).

Rapport à la morale, ou, si l'on préfère, à la vérité, ce qui revient au même. Ce qui ne signifie pas que la gauche espère devenir celle-ci, filer en partie : il s'agit simplement d'une démarche, d'une attitude. « Un film politique est un film qui dit la vérité », écrivait Jean-Louis Bory. Bien sûr, aucun film ne dit la vérité. Mais certains sont plus soucieux que d'autres de ce rapport moral avec la chose filmée et, par là même, avec le spectateur. La culture, finalement, relève peut-être, elle aussi, de la morale plus que de toute autre chose, plus que du savoir, notamment. C'est pour cette raison, sans doute, qu'elle a toujours tenu une place si importante dans les programmes de la gauche. Elle est un des éléments essentiels de ce contre-pouvoir moral que cette dernière et ses intellectuels rêvent d'opposer à tous les pouvoirs politiques.

(1) Coll. « Rose au poing », Flammarion, 1976.
(2) L'Héritage de Lénine, Casterman, p. 382.

RÉTROSPECTIVE A SAINT-TROPEZ

La quête de Roger de La Fresnaye

Cherchez dans les catalogues de nos musées nationaux une rétrospective La Fresnaye. Vous resterez sur votre faim : la première (et la dernière) remonte à 1950. En revanche, les expositions de galeries, en France et à l'étranger, sont nombreuses. La Fresnaye a toujours été un peintre confidentiel que certains aimaient et que beaucoup d'autres ignoraient. Un mythe s'est bâti autour de lui, peut-être parce que son exemple cadre bien avec ce que la peinture française a de plus permanent : la distinction, la mesure, la simplicité, le respect des maîtres du passé, le sens des valeurs — les valeurs sentimentales et ce qu'on appelle les valeurs picturales, c'est-à-dire un rapport juste des couleurs. Parce qu'il a exalté l'héroïsme avec sa *Jeanne d'Arc tenant sa bannière* et son *Catrouxier au combat*, chanté le sport, le modernisme des avions, les joies patriotiques du 14 juillet et aussi la vie humble, mais authentique, à la campagne du *Bouvier* et de la *Bergère aux moutons* pucelle au chapeau rond et à l'air gauche.

Il faut ajouter à cela le fait que son œuvre découle de sa vie et que celle-ci fut brève mais marquée par une longue agonie. Mort à quarante ans, en 1925, il donna le meilleur de lui-même entre vingt-cinq et trente ans, puis déclina doucement, miné par la maladie, une maladie également mythique en ces années, la phthisie, qu'il soigna au soleil de

Grasse dans l'isolement de sa chambre, loin de ses pairs qui menaient le bal de l'avant-garde parisienne.

La Fresnaye peignait en tout soixante-dix tableaux, dont la moitié figurent dans cette exposition de Saint-Tropez et montrent avec force le débutant doué qu'il fut, sachant ce qu'il cherchait lorsqu'il quitta l'académie Julian, puis l'École des beaux-arts pour aller à l'académie Ranson. Que cherchait-il ? Lui-même d'abord, il le dit dans l'*Autoportrait* de 1907 qui ouvre si bien l'exposition. Il n'a que vingt-deux ans et on remarque déjà cette maîtrise picturale légère dont la grisaille, plus tard, éclatera de couleurs claires dans la *Conquête de l'air*, mais cette fois en plans architecturaux où la perspective traditionnelle se perd dans les combinaisons abstraites du post-cubisme.

Cette « matière » de peinture est sûre de celle de Bonnard. Il en émane un charme, une certaine tristesse du jeune homme qui se regarde en interrogeant son image calme, en interrogeant la peinture dans ce qu'elle peut dire sur la réalité. C'est une composition faite d'obliques contrebalancées, la jambe penchée d'un côté, le tableau sur le chevalet de l'autre, qui aboutissent à l'équilibre et à la symétrie.

JACQUES MICHEL.
(Lire la suite page 13.)

PHARMACIE MEDECINE

100 rue de la République
92100 CLAMART

السلامة

Le Monde

idées

L'indésirable capitulation

par PAVEL TIGRID (*)

Prague 1968

Le 21 août 1968, les forces du pacte de Varsovie entraient en Tchécoslovaquie pour mettre fin au « printemps de Prague ». Antonin Liehm évoque ceux qui, au sein même du régime, ont empêché cette tentative d'humanisation du socialisme, et Pavel Tigrid met en évidence la « capitulation » des dirigeants tchécoslovaques. Gilbert Comte analyse, pour sa part, un manuel d'histoire écrit par des communistes français.

A l'occasion d'un anniversaire comme celui que nous célébrons, il serait bon — par simple honnêteté — de ne pas laisser de côté l'un des éléments touchant de près les événements d'août 1968, à savoir la capitulation.

En l'occurrence, il s'agit d'une capitulation sans épreuve de force préalable, d'un combat abandonné d'avance, d'une lutte qui n'a pas eu lieu. La philosophie de la capitulation se fonde sur un principe relativement simple : dès que l'adversaire aligne des forces tellement supérieures en nombre que la défaite paraît inéluctable, pour ne pas dire absolument certaine, il est à tous points de vue plus avantageux, plus justifié aussi sur le plan moral, de renoncer d'emblée à une lutte perdue d'avance. Quitte à attendre une occasion plus favorable ou, au contraire, à accepter la capitulation comme une base de négociation, voire comme une plate-forme à partir de laquelle on peut cohabiter avec l'adversaire, devenu, du fait de la capitulation, un vainqueur incontestable.

Au cours de notre siècle, les petits pays du centre et du sud-est européen, ou plus précisément leurs dirigeants du moment (librement choisis ou peu) avaient plusieurs fois opté pour une capitulation sans condition, tantôt face à l'écrasante supériorité des nazis, tantôt face à celle des Soviétiques. Les dirigeants successifs de la Tchécoslovaquie s'étaient, eux, inclinés devant les deux : devant Hitler en 1938 et devant les communistes (à deux reprises) : en février 1948 puis en août 1968.

Dans les deux premiers cas, le même chef d'Etat, Edouard Benes, voulait d'abord éviter un conflit armé apparemment voué à l'échec et, en février 1948, une guerre civile parallèlement perdue d'avance, puisque l'U.R.S.S. n'aurait jamais toléré une défaite des communistes tchèques, auteurs du coup de Prague. Dans le dernier des trois cas, Alexander Dub-

cek, chef du parti au pouvoir, avait lui aussi décidé de capituler sans coup férir devant la supériorité numérique des envahisseurs, car, outre celle-ci, tirant sur les « frères de classe », fussent-ils les agresseurs du pays, celle ne se fait pas.

D'innombrables arguments ont déjà été avancés pour expliquer, justifier ou excuser (excuser surtout, car les capitulations sont tout ce qu'on veut sauf glorieuses), une telle attitude, ainsi que la philosophie prétendument pragmatique dont elle se réclame. Des arguments passablement boiteux, et qui laissent un arrière-goût amer, au point qu'on s'empresse d'ajouter, d'une voix quelque peu crispée : oui, mais les autres, ceux qui avaient refusé de capituler et qui se sont battus, à quel prix leur a-t-il finalement servi ? Les Polonais, les Hongrois en 1956... Après leur geste, souvent grandiose, après un bain de sang inutile, ils ont été battus et, somme toute, ils en sont au même point (mal en point) que nous autres, qui avions d'avance baissé les bras.

Ce qui facilite grandement une telle argumentation (que je considère comme erronée) c'est le fait qu'il est malaisé d'évaluer le coût réel d'une capitulation. Autrement dit, le prix à payer pour ne pas tirer, pour ne pas avoir de tués, de blessés et de champs de ruines dans un combat qu'on avait déclaré d'avance non rentable.

Ce problème ne relève pas uniquement du domaine historique. De nos jours aussi, dans le monde qui se dit libre, on propage à grand renfort de persuasion le slogan « *Plutôt rouge que mort* ». Slogan éminemment capitulaire, qui ne tient aucun compte des expériences passées en matière de capitulation élevée d'avance au rang de programme. Slogan qui, en

outre, n'est pas pacifique du tout, mais plutôt générateur de conflits. Car s'il devait être finalement adopté et réalisé, la guerre ne serait pas évitée pour autant ; tout au contraire, elle risquerait sérieusement d'éclater.

En effet, le protectorat soviétique sur les pays qui auraient capitulé devant le chantage, consistant à agiter la vision apocalyptique d'un conflit nucléaire, provoquerait aussitôt une résistance armée (qui pourrait fort bien utiliser toutes sortes d'armes, même les nucléaires). Résistance qui ferait bouler de neige, pour devenir vite une lutte de libération nationale, à une échelle encore jamais vue, avec des armées secrètes, des mouvements clandestins et des maquis comptant non pas des milliers mais des millions de combattants. Et le slogan « *Plutôt rouge que mort* » se transformerait, du jour au lendemain, en un mot d'ordre infiniment plus porteur d'espoir : ni rouge ni mort, mais victorieux — parce que luttant de toute sa volonté, selon ses convictions et en vertu des seuls impératifs moraux.

Le pacifisme, qui, sous sa forme ouest-européenne, ne représente rien d'autre qu'une capitulation totale devant le chantage à l'apocalypse nucléaire, ne prospère qu'à une seule condition : celle de voir le monde tel qu'il n'est pas. Il opère, il doit opérer (comme le fait remarquer Paul Thibaud) avec « toutes les formes possibles d'utopie, de nostalgie, parfois de monstruosité politique ». Et de citer le sociologue allemand Sigrid Meuschel : « *La danger, indéniable, de l'ère nucléaire ne réside pas uniquement dans le pouvoir destructeur des armes qui menacent l'humanité, c'est aussi la menace que soit oubliée la contenu éthique du concept humanitaire* ». Lequel ne saurait en aucun cas se réduire à son seul aspect biologique — la survie pure et simple, à n'importe quel prix.

Quinze ans après...

par ANTONIN LIEHM (*)

Il y a deux ans déjà que, parlant avec un ami socialiste français qui avait beaucoup fait pour connaître en France l'expérience tchécoslovaque de « socialisme à visage humain », je lui dis en plaisantant : « *Et, ici, ce sera du capitalisme à visage humain ?* ». Il s'en offensa presque, et nous nous mîmes à parler d'autre chose.

Quinze ans après l'invasion soviétique qui mit brutalement fin à la tentative tchécoslovaque — dans un calme et un ordre surprenants — de réformer le régime sans le casser et sans sortir du système d'alliances, en essayant de tenir parfaitement compte des réalités géopolitiques et autres, je pense de nouveau à cet entretien. Je me demande si la remarque que j'avais faite il y a deux ans était tellement d'humour. Je pense à cette décision de l'équipe Dubcek de ne pas procéder, au moment de la victoire, à une épurée immédiate et totale des institutions, de gouverner par consensus plutôt que par coaction, de redonner des forces nouvelles à l'économie en tentant de trouver une formule de gestion centralisée mais en même temps autonome, de faire renaître un esprit d'innovation à tous les échelons.

Je pense à bien d'autres choses et surtout à ces nombreux intellectuels qui avaient tant fait pour l'avènement du changement et qui au moment de la victoire ne revirent plus que de se retirer de la place publique pour surveiller de loin les méfaits du pouvoir. Je pense à toutes les réformes législatives qui promettaient de ramener la Tchécoslovaquie dans l'ère moderne en comblant le retard pris sur les pays démocratiques d'Europe.

Mais je veux évoquer aussi cette alliance d'intérêts qui se forma aussitôt, ou presque, pour entraver cette entreprise. A l'intérieur, il y avait ceux qui y voyaient une menace non seulement pour leurs privilèges, mais surtout pour leur pouvoir établi durant les vingt dernières années. Que leur pouvoir ait été réel ou pas importe peu. Ce front englobait aussi bien des concierges que des policiers, des militaires et des directeurs d'entreprise des ministères et des secrétaires de partis (car à l'Est il y a toujours non seulement le parti, c'est-à-dire le P.C., mais aussi d'autres partis).

Au sein même de l'Etat, il y avait aussi ceux qui y voyaient une menace non seulement pour leurs privilèges, mais surtout pour leur pouvoir établi durant les vingt dernières années. Que leur pouvoir ait été réel ou pas importe peu. Ce front englobait aussi bien des concierges que des policiers, des militaires et des directeurs d'entreprise des ministères et des secrétaires de partis (car à l'Est il y a toujours non seulement le parti, c'est-à-dire le P.C., mais aussi d'autres partis).

En outre, n'est pas pacifique du tout, mais plutôt générateur de conflits. Car s'il devait être finalement adopté et réalisé, la guerre ne serait pas évitée pour autant ; tout au contraire, elle risquerait sérieusement d'éclater.

En effet, le protectorat soviétique sur les pays qui auraient capitulé devant le chantage, consistant à agiter la vision apocalyptique d'un conflit nucléaire, provoquerait aussitôt une résistance armée (qui pourrait fort bien utiliser toutes sortes d'armes, même les nucléaires). Résistance qui ferait bouler de neige, pour devenir vite une lutte de libération nationale, à une échelle encore jamais vue, avec des armées secrètes, des mouvements clandestins et des maquis comptant non pas des milliers mais des millions de combattants. Et le slogan « *Plutôt rouge que mort* » se transformerait, du jour au lendemain, en un mot d'ordre infiniment plus porteur d'espoir : ni rouge ni mort, mais victorieux — parce que luttant de toute sa volonté, selon ses convictions et en vertu des seuls impératifs moraux.

Le pacifisme, qui, sous sa forme ouest-européenne, ne représente rien d'autre qu'une capitulation totale devant le chantage à l'apocalypse nucléaire, ne prospère qu'à une seule condition : celle de voir le monde tel qu'il n'est pas. Il opère, il doit opérer (comme le fait remarquer Paul Thibaud) avec « toutes les formes possibles d'utopie, de nostalgie, parfois de monstruosité politique ». Et de citer le sociologue allemand Sigrid Meuschel : « *La danger, indéniable, de l'ère nucléaire ne réside pas uniquement dans le pouvoir destructeur des armes qui menacent l'humanité, c'est aussi la menace que soit oubliée la contenu éthique du concept humanitaire* ». Lequel ne saurait en aucun cas se réduire à son seul aspect biologique — la survie pure et simple, à n'importe quel prix.

Je pense aussi à tous ces Tchèques et Slovaques qui vivent la restauration depuis quinze ans et pour lesquels ce qu'on avait tenté, cette humanisation du régime, n'était pas assez radical et qui tournaient souvent en dérision cette formule de « socialisme à visage humain », la considérant comme un leurre. Et je ne puis m'empêcher d'évoquer une conversation parisienne d'il y a deux ans.

(*) L'un des protagonistes du printemps tchécoslovaque en 1968, Antonin Liehm, enseigne actuellement à Paris VIII.

LU

HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT : 1939-1982

Des communistes découvrent le vingtième siècle

DANS le système vigoureux de l'orthodoxie communiste, l'histoire contemporaine ne s'aborde jamais sans difficulté. Le marxisme explique trop les troubles, les crises, par l'inévitable lutte des classes, pour ne pas brouiller la compréhension. Ainsi, selon ses dogmes, l'opposition entre Russes et Américains obéit moins à l'énigme rivale des empires qu'à l'épreuve de force révolutionnaire d'un Etat ouvrier avec le capitalisme mondial. Mais qui donc prend encore l'U.R.S.S. pour une démocratie prolétarienne ? Les intellectuels du P.C.F. tombent dans ce genre d'embarras chaque fois qu'ils prétendent offrir une représentation objective du vingtième siècle.

Sous la direction de Serge Wolikoff, agrégé d'histoire et professeur au lycée Honoré-de-Balzac, à Paris, dix-huit intellectuels communistes acceptent de nouveau le risque, dans un ouvrage collectif, d'écouler suivant les nouveaux programmes scolaires des classes terminales, tels qu'ils débattent en septembre. Le respect de la vérité se heurte-t-il encore aux commandements de la foi ? Vingt-trois chapitres regroupés autour de cinq thèmes principaux donnent des réponses tout en nuance, et fort ingénues, selon le conformisme ou l'audace des auteurs.

Tout à tour, ils étudient l'évolution européenne de 1914 à 1939, le deuxième conflit mondial, les immenses changements politiques, économiques et techniques qu'il entraîna, puis ceux de la France de 1945 à 1982. Dans sa dernière partie, « Quatre destinées nationales », le livre s'attarde longuement sur les Etats-Unis, l'U.R.S.S., le Japon et la Chine. Son style, sa présentation sociale, le recommandent aux lycéens. Mais, en raison des libertés considérables qu'il prend avec certains tabous jusqu'alors intouchables au P.C.F., il intéresse un public beaucoup plus large, et mieux informé.

Dans la première partie, les pages consacrées aux origines, puis au développement de la seconde guerre mondiale n'émouvent pas par leur originalité. Entre hitlérisme, fascisme et franquisme, par exemple, la Vulgate ne distingue pas toujours les différences ni même les ruptures. Cet amalgame expéditif entraîne Germaine Weilland et Daniel Vigneux, auteurs du chapitre 3, à soutenir une thèse hasardeuse, lorsqu'ils prétendent que à part la Suisse et la Suède, toujours neutres, la Grande-Bretagne belligérante, le « *continent du continent* » européen passa entre 1940 et

1941 « sous le contrôle nazi ». Malgré des explications diplomatiques, les fluctuations avec le Troisième Reich, le pénible labeur lui échappa. Salazar et Franco gardèrent d'abord leur indépendance envers l'Axe, puis se rapprochèrent peu à peu des Anglo-Saxons.

L'antifascisme de Germaine Weilland et de Daniel Vigneux les amène à ne pas faire de différence entre Lisbonne, Madrid et Berlin. Domage ! L'exacitude se doit aux amis communs adversaires. Sinon, l'auteur s'est d'abord mélangé, et la confrontation des idées ne ressemble plus qu'à une médiocre empoignée. Jean-Paul Scot en donne justement une démonstration au chapitre 12.

Selon cet agrégé d'histoire, le « parti communiste français apparaît » à la Libération « comme le seul parti résistant ». L'auteur résume même une légende fondée sur les seules bien réelles des militants du P.C.F. et lui confère le titre de « parti des fusillés », comme si chaque Français abattu par l'Allemagne partageait ses principes. Les variations du parti communiste avant et après la rupture du pacte germano-soviétique, la tentative de faire reconnaître légalement l'humanité après l'armistice de 1940, n'autorisent guère à diminuer, par comparaison, le patriotisme des autres organisations nationales, ni à passer sous silence l'épopée des Forces françaises libres.

Soutenu par une érudition ardue, Jean-Paul Scot affirme encore que, en 1945, le P.C.F. consacra toute son énergie au redressement, quand « gaullistes et socialistes doutaient du relèvement rapide de la France et comptant surtout sur les crédits et les importations américaines ». A défaut de bonne foi, l'actualité participation communisme à un gouvernement commun de la gauche pourrait le convaincre de ne pas reprendre une calomnie qu'on espérait tombée en désuétude avec d'autres fantasmes de l'époque stalinienne.

Un bilan raisonnable

Aux hallucinations sur la guerre froide, François Giacomini, responsable du défilé chapitre sur l'U.R.S.S., préfère manifestement une approche plus sérieuse des réalités. A elles seules, les vingt pages qu'il présente, avec des citations empruntées aux discours de Khrouchchev sur l'art, au rapport secret de Nikita Khrouchchev, aussi bien qu'à Sakharov ou à des documents de l'époque brejné-

vière, mériteraient une étude spéciale. Entre les descriptions laudatives du système soviétique et son proche héraut, l'auteur s'efforce d'établir un bilan raisonnable.

Il énumère donc, sans plaisir mais contraint de le faire, l'ampleur et le drame des purges stalinienne, le « *vision manichéenne du monde* » reprise à Moscou après 1945, le despotisme policier, les coûteuses fantaisies de Staline, les gaspillages et les échecs économiques, la déastreuse affaire Lysenko, le chauvinisme ridicule, les erreurs personnelles de Khrouchchev dans la crise internationale provoquée en 1962 par l'installation de missiles russes à Cuba. Pour parler des millions de captifs détenus dans des camps, il ne recule même pas devant l'emploi du mot « *goulag* », si souvent écrit pour un communiste orthodoxe.

Les critiques ne s'arrêtent même pas avec ce qu'il nomme l'« *ère Brejnev* ». Dans un langage lourd, il admet qu'un certain nombre « de structures de modes de fonctionnement économiques, politiques, mis en place sous Staline », le désir « d'oublier » la période khrouchchéviennne, moralement inconfortable, présent toujours « dévalorisée » sur l'U.R.S.S., et la condamnation à une « *échecuse* » et « *hérésie* », quand ils n'entraînent pas des « *échecuses* » et « *gaspillages* ». L'auteur se refuse, à juste titre, à réduire l'activité intellectuelle au seul combat des dissidents. Mais il n'étudie pas les « *littes politiques* » harassantes... et d'issue incertaine » livrées pour une libre création, qui vont parfois « jusqu'à l'intellectuelisme en salle psychiatrique ou à l'auto-forcé ».

Avec les chapitres sur les Etats-Unis, le Japon et la France capitalistes, l'ouvrage revient à des thèmes plus conformes à la sécurité morale des apparatchiks. L'écocritisme de François Giacomini, l'optimisme de Lucien Sève dans ses remarques sur le mouvement des idées, le ton très libre de certains autres auteurs, relancent l'éternel débat sur les changements internes du P.C. Pour ne pas voir cette évolution, il faut un aveuglement au moins égal à celui du parti durant les pires époques de sa histoire. L'avenir dira si tant de concessions, tardives mais réelles, à la vérité, promettent un renouveau intellectuel, ou consacrent un complet désastre.

GILBERT COMTE.

* *Histoire du temps présent, 1939-1982*, Mémoires, Editions sociales, 254 p., 110 F (130 F après le 15 septembre).

LETTRES AU Monde

Les stages d'informatique existent bien

En réponse au témoignage de Mme Naomi Malan, qui disait avoir tenté en vain d'inscrire son fils à un stage d'informatique pour l'été avant de renoncer, suite au refus de « *labyrinthe administratif* » (le Monde du 12 août), nous avons reçu la lettre suivante de M. Daniel Gras, conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation nationale :

On peut d'abord se demander s'il s'agit là d'une affaire si significative qu'elle symbolise, comme l'indique le titre, « *le labyrinthe administratif* ». L'affluence rencontrée jusqu'ici dans ces ateliers, et qu'une enquête en cours nous permettra d'évaluer avec précision, tendrait à prouver que l'entrée n'en est pas si trouvable, et par là même, à ramener cette malencontreuse aventure à la dimension d'une expérience individuelle.

Mais à suivre la partie du trajet qui concerne l'inscription officielle, je comprends mieux que l'échec ait couronné le parcours de Mme Malan.

C'est en effet une voie peu commune que de s'adresser, pour une information précise sur ces ateliers, à un « *ami haut fonctionnaire* », qui, à en juger par sa réponse, doit exercer ses responsabilités dans un secteur bien différent.

Il aurait suffi de s'adresser, suivant une démarche simple et normale, au service d'information du ministère de l'éducation nationale qui aurait alors indiqué les possibilités offertes et donné les renseignements nécessaires.

On aurait pu également utiliser les services proposés par le radio nationale (France-Inter), où les représentants des ministères concernés, dont l'éducation nationale, ont, pendant une journée annuelle, au cours des bulletins d'information, répondu aux questions des auditeurs.

Si l'on devait en tirer une conclusion, ce serait, à mon sens, pour l'éducation nationale, une invitation à développer l'apprentissage des méthodes de recherche de l'information qui permettent d'éviter de tels errements, coûteux en temps et en énergie.

Jerry Lewis ne boit ni vin ni Coca-Cola

En réponse à la lettre d'un de nos lecteurs, qui rapportait les déclarations d'un grand restaurateur parisien selon lesquelles Jerry Lewis aurait mélangé deux bouteilles de Coca-Cola avec un vin français de grand cru (le Monde du 10 août), M. Pierre Kalfon, producteur du dernier film de l'acteur américain, après nous avoir indiqué que celui-ci, opéré du cœur en décembre 1982, ne boit ni vin ni Coca-Cola, nous a transmis le texte suivant, adressé par Jerry Lewis à France-Inter, qui avait diffusé ces déclarations :

Un grand restaurateur parisien (ceux des Français que je respecte le plus, avec les châteaux, les créateurs et les clowns) a osé m'accuser d'avoir mélangé un très grand vin à mon Coca-Cola habituel.

Cette information est fautive : je ne me permettra jamais de glacer le goût du Coca-Cola, en le coupant de n'importe quel autre produit, et vice-versa.

Je dirais même que, depuis mes ennemis de santé, je suis obligé de boire mon vin, pur, en cachette, et ne bois plus de Coca-Cola. C'est la raison pour laquelle, depuis six mois, après une opération du cœur, je suis en si bonne forme.

D'autre part, depuis le 11 juillet 1983, début du tournage à Paris, je ne suis pas allé au restaurant, pour dîner ou déjeuner ; le restaurateur intéressé est donc un plaisantin qui me concurrençait sur le plan de la farce, à moins qu'un de ses clients ait usurpé mon identité.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, Secrétaire de la publication
Associés directeurs : Hubert Beauvillier (1984-1986) Jacques Fauvet (1986-1982)
Imprimeur : Le Monde, 5, rue de la Harpe, 75001 PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 537.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

EUROPE

Tchécoslovaquie

Un appel de la Charte 77 au Parlement en faveur du retrait des troupes soviétiques

Le 17 août 1983, le Parlement tchécoslovaque a adopté une résolution importante. Elle appelle le gouvernement à retirer ses troupes du territoire tchécoslovaque. Cette résolution est le fruit d'un long processus de consultation des citoyens, initié par la Charte 77, un mouvement de résistance pacifique qui a émergé dans les années 1970. La résolution souligne que la présence des troupes soviétiques constitue une menace pour la souveraineté et l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Elle demande également que le gouvernement prenne des mesures pour garantir les droits fondamentaux de ses citoyens et pour promouvoir la démocratie.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par le Parlement, ce qui est une victoire majeure pour le mouvement de la Charte 77. Elle représente une étape importante dans la lutte pour la réforme du régime et la fin de l'occupation soviétique. Le gouvernement a réagi en déclarant que la résolution était une « provocation » et qu'elle ne reflétait pas l'opinion de la majorité de la population. Cependant, elle a été largement soutenue par les médias et les intellectuels, ce qui a accru sa portée politique.

La résolution appelle également à une réévaluation de la politique étrangère de la Tchécoslovaquie, en particulier en ce qui concerne ses relations avec l'Union soviétique. Elle insiste sur la nécessité de respecter les principes de la Charte des Nations Unies et de promouvoir la coopération internationale basée sur l'égalité et le respect des droits humains.

Pologne

Les autorités lancent une offensive contre l'Eglise

Les autorités polonaises ont lancé une offensive contre l'Eglise catholique, accusant celle-ci de collaboration avec le régime communiste. Cette campagne de dénigrement vise à saper le prestige de l'Eglise et à encourager une attitude plus critique envers le pouvoir en place. Les médias ont été utilisés pour diffuser des articles et des reportages qui mettent en lumière les liens supposés entre le clergé et les fonctionnaires du régime.

Cette offensive s'inscrit dans une stratégie plus large de répression contre les institutions traditionnelles qui ne sont pas entièrement alignées avec la ligne officielle du parti. L'Eglise catholique, qui jouit d'une grande influence en Pologne, est considérée comme un obstacle à la modernisation et à la centralisation du pouvoir. Les autorités cherchent à isoler l'Eglise de sa base populaire et à la présenter comme une force réactionnaire et obscurantiste.

En parallèle, des mesures ont été prises pour limiter le rôle de l'Eglise dans la vie sociale et culturelle. Les célébrations religieuses sont surveillées de près, et les prêtres qui s'opposent au régime risquent d'être sanctionnés. Cette campagne de dénigrement est une tentative de briser l'unité nationale et de promouvoir une vision plus cynique de l'histoire et de la société polonaises.

AFRIQUE

LA GUERRE AU TCHAD

EN DONNANT UNE GRANDE ENVERGURE A L'OPERATION « MANTA »

La France veut prouver à ses alliés africains qu'elle peut contribuer efficacement à leur sécurité

N'Djaména. — Quoi que décide le colonel Kadafi dans les jours ou les semaines qui viennent, les Français sont revenus au Tchad pour y rester. Ils veulent même prouver leur capacité à monter seuls une opération de grande envergure, quitte à affronter d'énormes problèmes de logistique. Telle est en tout cas l'impression que donne l'opération « Manta » déclenchée voilà à peine dix jours.

Il n'y a rien de commun entre ce qui se passe ici et certaines opérations de police du précédent septennat au sud du Sahara. A Kolwezi, en mai 1978, un bataillon de la légion étrangère avait réussi à difficilement à la cité minière du Shaba zairois pour libérer les employés européens et chasser les rebelles katangais qui les détenaient. Mais les Américains avaient assuré une partie des transports, des troupes belges avaient participé à la suite des opérations, des légionnaires n'étaient restés sur place que trois semaines et, surtout, les hommes du colonel Erulin étaient venus sans leur matériel.

Au Centrafrique, l'année suivante, l'opération « Barracuda », menée pour détruire un pirate saignant devenu gênant pour Paris, avait engagé des effectifs deux fois moins nombreux, même si elle a dé-

De notre envoyé spécial

bouché depuis sur le stationnement à Bangui et à Bouar d'un millier de soldats français. L'opération « Manta » a une tout autre portée. Depuis plusieurs jours, les gros-porteurs américains C-141 ne se posent plus à N'Djaména. En revanche, les DC-8 du Cotam et les Transall de l'armée de l'air française s'y succèdent sans arrêt. Cet aéroport aux installations rudimentaires, situé en bordure d'une ville à moitié ruinée par la guerre, fait l'effort d'un goullet d'étranglement. Les armes, les soldats et le matériel y arrivent trop vite. Faute de structures d'accueil, la « mise en place » du matériel et des hommes pose des problèmes quasi insurmontables.

Les principaux responsables de la réception de l'opération Manta sont sous-jacques : « J'arrive enfin à dormir deux ou trois heures par nuit », nous a dit l'un d'eux. En raison de l'engorgement, il a fallu utiliser les aéroports de Bangui et de Bouar, ainsi que ceux de Garoua au Cameroun et de Niamey au Niger. Les besoins en carburant de l'aéroport de N'Djaména ont été multipliés par trente depuis le début de l'opération. Il faut tout faire à la fois : assembler les pièces détachées d'hélicoptères, organiser les départs des instructeurs français sur le terrain, mettre en place des batteries de missiles Croale, aménager, au moins sommairement, des campements retrouvés dans un état épouvantable.

L'opération Manta se distingue également par sa nature. Fait nouveau, des instructeurs français partent vers le « caillou », en direction de Salal, de Bilatine et d'Arada, c'est-à-dire à proximité des premières lignes de défense tchadiennes. Ils vont y former sur le tas les « combattants » — ainsi appelle-t-on ici leurs fidèles de M. Hissène Habré. Les protections communes sera assurée par des missiles Croale et, en cas de nécessité, par la chasse française.

Une imperméabilité totale

Ce dispositif complet, dont l'imperméabilité entend être totale, se met en place dans des conditions difficiles et au prix d'un sérieux investissement financier. Quoi qu'il arrive, le Tchad est considéré de nouveau comme une clé de la défense de l'Afrique francophone. Ce choix-là, s'il se confirme, serait alors durable. En outre, le parapluie ainsi déployé débordait déjà sur des pays limitrophes qui pourraient en bénéficier au cas où ils le demanderaient.

Bien évidemment, le régime de M. Hissène Habré est le premier bénéficiaire de cette « instruction musclée ». Le noyau central de son armée, quelques milliers d'hommes au mieux, va être équipé et entraîné. Ces « combattants » ont pratiqué la guérilla ou les opérations de commandos pendant des années. Ils ne

portent ni uniforme, ni insignes. Leurs chefs n'ont ni grade, ni titre, leur efficacité va être renforcée. Le pari semble donc de doter le régime d'une armée plus forte, qu'elle qu'en soient les structures, l'armée française jouant avant tout un rôle dissuasif à l'égard de toute intervention étrangère caractérisée.

Le colonel Kadafi a sans doute enregistré le message français, mais les propos qu'il a tenus jeudi en Tunisie sont interprétés ici comme le souci de ne pas y répondre, de gagner du temps sans trop mettre à l'épreuve la volonté affichée par Paris et de tenter de voir si, à long terme, un éventuel pourrissement de la situation ne pourrait pas jouer en sa faveur. Le dirigeant libyen veut sans doute attendre de jauger quel sera le degré final de l'engagement français pour faire marche arrière ou relever le défi.

M. Mitterrand, en ce qui concerne le Tchad au moins, est sans doute plus pressé de prouver que la France est capable de mettre un frein aux ambitions de la Libye. De cette capacité semble dépendre avant tout la crédibilité du boudier que les Français sont en train de mettre en place. C'est désormais une épreuve d'endurance qui paraît se dessiner.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La position du chef d'Etat libyen rend difficile l'ouverture de négociations

(Suite de la première page.)

La question essentielle est de savoir ce que veut le colonel Kadafi. N'est-il pas poussé au maximum ses efforts pour pouvoir offrir le luxe d'une négociation qui consacrerait son annexion définitive de la bande d'Aouzou ? Il n'y a pas si longtemps, beaucoup de chefs d'Etat africains laissent entendre qu'il ne fallait pas se battre pour Aouzou, que la paix au Tchad valait bien la perte de cette bande de terrain. Aujourd'hui que le colonel Kadafi s'en sert comme d'une base avancée pour sa nouvelle campagne tchadienne, il n'est plus de même, et la question d'Aouzou revient en pleine actualité.

Dans cet imbroglio, que peut faire la France ? Après avoir clairement

Tunis. — Prenant la parole en public pour la première fois depuis le début des hostilités au Tchad, le jeudi 18 août à Monastir, au terme de sa visite en Tunisie, le colonel Kadafi n'a pas fait avancer d'un pas le problème et a même estimé qu'aucune solution n'était en vue dans l'immédiat.

Que ce soit pour ne pas gêner les contacts en cours avec Paris, qu'il a confirmés sans en dévoiler la teneur, ou parce qu'il tient compte de l'intensification de l'engagement français et veut éviter un affrontement direct, le « guide de la révolution libyenne » s'est borné, au cours d'une conférence de presse, à répéter les thèses que son pays développe depuis plus d'un mois.

Alignant avec un sourire ironique des contre-vérités flagrantes, le colonel Kadafi a notamment dit : pas d'avion, pas un char libyen, n'a pénétré en territoire tchadien ; la Libye n'a « aucun problème » avec M. Hissène Habré ; la France a été impliquée malgré elle dans le conflit par les Etats-Unis, et son « intervention » est en contradiction avec les accords de coopération militaire passés en 1976 avec le Tchad, puis celui-ci n'est l'objet d'aucune agression extérieure et est seulement le théâtre d'une « guerre civile ».

Selon lui c'est la présence des forces étrangères qui bloque la situation, et il faut que ces dernières quittent le pays afin que les Tchadiens

indiquent au colonel Kadafi qu'elle ne le laisserait pas s'emparer du Tchad, quel argument peut-elle faire valoir ? Elle peut certes jouer un rôle modérateur auprès de M. Hissène Habré, qui va être tenté, après la réorganisation de ses forces, de repartir à l'attaque. Par sa présence, qui pour l'instant gèle la situation militaire, elle ménage en tout cas du temps pour tenter de trouver une solution.

Une solution qui passe nécessairement par un arrêt des ambitions libyennes. Pour l'avoir enfin compris, M. Mitterrand risque d'être obligé de laisser très longtemps encore l'armée française dans le « caillou » tchadien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le général Poli : un spécialiste des questions africaines

Le ministre de la défense a annoncé, jeudi 18 août, la nomination du général de brigade Jean Poli pour commander, sous l'autorité du chef d'état-major des armées, le général Lacaze, l'ensemble des forces militaires françaises basées au Tchad. Le général Poli occupait jusqu'ici les fonctions d'adjoint opérationnel au commandant de la 11^e division parachutiste stationnée à Toulouse. Le colonel Messana, pour sa part, est toujours responsable de l'opération Manta.

Le général Jean Poli, auquel vient d'être confié le commandement de l'opération Manta à N'Djaména, a fait toute sa carrière dans les troupes d'infanterie de marine et est un spécialiste des questions africaines. Après Saint-Cyr (1960), il exerce un commandement en Algérie, de 1964 à 1968, avec le grade de lieutenant. Nommé au Togo après cette mission, il y demeure comme capitaine jusqu'en 1969. A la fin du conflit algérien, en 1962, il est nommé à Verdun (Meuse), puis, deux ans plus tard, à Madagascar où il est nommé commandant en second du 2^e régiment parachutiste d'infanterie de marine. Promu commandant en 1967, il suit les cours de l'école de guerre, de 1968 à 1970.

Après avoir exercé des commandements à Maisonneuve-Lafitte, puis à Lyon, en 1978, alors lieutenant-colonel, il repart pour l'Afrique, à Djibouti, où il va être, pendant deux ans, adjoint du gé-

De notre correspondant

puissent régler entre eux leur différend. S'ils font appel à la Libye — mais seulement dans ce cas — celle-ci pourra les aider à rechercher une solution, mais, et Hissène Habré veut vraiment discuter, c'est d'abord avec Goukouni Oueddei qu'il doit le faire.

Le colonel Kadafi a répété à plusieurs reprises que la France « n'a rien à faire au Tchad » et qu'on ne pouvait assimiler l'importance des forces qu'elle y a déployées à une mission d'« instruction ». Il a estimé qu'il fallait remonter « à l'époque coloniale en Asie ou en Afrique », pour trouver un exemple semblable d'une intervention française. Mais c'est cependant pour les Etats-Unis que le colonel libyen a eu les mots les plus durs. « L'intervention américaine », a-t-il répété, est aussi injustifiable qu'inqualifiable. Elle n'est qu'un prétexte pour s'implanter en Afrique et terroriser la Libye.

Le colonel Kadafi n'a pas rallié ses interlocuteurs tunisiens à ses thèses. Le communiqué commun publié à l'issue de sa visite ne consacre en effet qu'un court paragraphe au problème tchadien. Les deux pays expriment leur « préoccupation » et « appellent à la nécessité de réaliser la réconciliation nationale d'insurer la sécurité et la paix loin de toute intervention extérieure et conformément aux recommandations du bureau de l'O.U.A. ». Il n'a pas obtenu, comme il devait pourtant le souhaiter, sinon une condamnation du moins des regrets quant à la présence française au Tchad, ni une dénonciation de ce qu'il appelle les « menaces américaines » contre son pays, notamment dans le golfe du Syrte.

« Le colonel Kadafi, nous a longuement exposé ses vues sur le Tchad. Nous l'avons écouté attentivement, mais nous lui avons dit clairement et amicalement que nous n'adhérons pas à son raisonnement », nous a déclaré un membre du gouvernement tunisien.

La situation dans le monde arabe

Au cours de sa conférence de presse, le colonel libyen a aussi évoqué la situation actuelle dans le monde arabe, évitant à deux reprises de répondre à des questions relatives à son opposition à M. Yasser Arafat et à son soutien aux dissidents du

Fath. Pourtant, la veille, devant un groupe d'avocats tunisiens, il avait déclaré « ne plus vouloir traiter » avec le président de l'O.L.P. « Je ne le comprends plus depuis son départ de Beyrouth et je considère comme plusieurs dirigeants de l'O.L.P. », avait-il déclaré. Le communiqué commun tuniso-libyen, n'ayant pas moins le « soutien global » des deux pays « au peuple palestinien en lutte sous la direction de l'O.L.P., son unique représentant légitime ».

Le colonel Kadafi a aussi fait part de son intention de boycotter le prochain sommet arabe prévu pour le mois de novembre à Ryad, si la langue arabe — dont il a rencontré pendant son séjour le secrétaire général M. Cheddi Kibiti — ne prépare pas « sérieusement » de bonnes conditions pour sa tenue. « Nous ne pouvons admettre, a-t-il expliqué, que certains pays tels l'Irak et le Soudan contreviennent aux décisions arabes en entretenant, par l'Egypte interposée, des relations avec Israël ».

Autocritique

Avant de prendre congé des journalistes et sans qu'aucune question ne lui ait été posée, le colonel libyen a tenu également à se livrer à une sorte d'autocritique. Il a reconnu qu'il avait fait fausse route en pensant que seuls des « régimes révolutionnaires » pouvaient permettre la réalisation de l'unité arabe. Celle-ci, estime-t-il désormais, peut aussi voir le jour avec des régimes aux options différentes, mais de façon progressive, dans le cadre d'une coopération bilatérale et régionale, — et de citer comme exemple le renforcement des relations de coopération tuniso-libyennes et les progrès accomplis depuis quelque temps sur la voie de l'unité maghrébine. L'influence tunisienne semble ne pas être étrangère à cette nouvelle démarche. D'ailleurs, le communiqué commun insiste particulièrement sur la nécessité de renforcer davantage la complémentarité économique entre les deux pays « dans le cadre d'un Maghreb arabe homogène, solidaire et harmonieux, en tant qu'étape importante et essentielle vers la réalisation de l'unité arabe globale ». C'est dans le cadre de ce Maghreb uni que le colonel Kadafi a souhaité que soit trouvée une solution au problème du Sahara occidental.

MICHEL DEURÉ.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• L'AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'AFGHANISTAN en France, a démenti catégoriquement, jeudi 18 août, les informations concernant une « opération des bandes contre-révolutionnaires » récemment menée à Kaboul. (Le Monde du 18 août 1983). Dans un communiqué, elle a affirmé que « les informations concernant l'attaque de l'immeuble de la radio-télévision, la forteresse de Bala-Hissar et du quartier résidentiel du Mero-Rayon à Kaboul sont démenties de tout fondement ».

Cuba

• LE PIRATE DE L'AIR qui a détourné, jeudi 18 août, un appareil de la compagnie américaine Delta Airlines, entre Miami et Tampa, s'est rendu aux autorités cubaines après l'atterrissage à La Havane. L'avion devait reprendre l'air pour Miami. — (A.F.P.)

Iles Cook

• LE REPRÉSENTANT DE LA REINE D'ANGLETERRE aux Iles Cook, Sir Gavin Donne, a dissous, jeudi 18 août, l'assemblée de l'archipel, l'assemblée de l'archipel — dépendance britannique autonome associée à la Nouvelle-Zélande, — élu le 31 mars dernier, et annoncé la tenue d'un nouveau scrutin le 2 novembre prochain. Il a déclaré qu'il avait pris cette décision du fait que le premier ministre, Geoffrey Henry, était engagé dans une lutte pour le pouvoir avec son cousin et premier ministre adjoint, M. Tupui Henry.

Irak

• LE PRÉSIDENT IRAKIEN SADDAM HUSSEIN a démis de ses fonctions son ministre des finances, M. Thamer Resouki. Aucune explication officielle n'a été fournie par les autorités sur ce limogeage soudain qui a été

vraisemblablement provoqué par les graves problèmes financiers que connaît l'Irak en raison de sa guerre avec l'Iran. — (A.F.P.)

Liberia

• LE CHEF DE L'ÉTAT, M. SAMUEL DOE, devrait arriver en Israël le 22 août, pour une visite officielle de quatre jours, indiquent-on à Jérusalem, de source officielle, le 18 août. Le Liberia vient de décider de reprendre ses relations diplomatiques avec Israël (Le Monde du 16 août) ; il est, après le Zaïre, le deuxième pays africain à décider une telle mesure. La plupart des Etats d'Afrique noire avaient fermé leur ambassade en Israël au moment de la guerre du Kippour.

Nicaragua

• DEUX RESPONSABLES d'un plan visant à assassiner trois ministres sandinistes ont déclaré, jeudi 18 août, à Managua, que leur projet avait été préparé par un membre de la C.I.A., installé au Honduras. Selon eux, le plan prévoyait l'assassinat du ministre de la culture, le Père Ernesto Cardenal, et des ministres et vice-ministres des relations extérieures, respectivement le Père Miguel d'Escoto et M^{re} Nora Astorga. Le responsable de la C.I.A. impliqué se nommerait Mike Todd et serait en contact permanent avec le chef des forces armées honduraises, le général Alvarez, ont-ils ajouté. — (A.F.P.)

Pérou

• LE PRÉSIDENT FERNANDO BELAUNDE TERRY a accusé, le jeudi 18 août, l'organisation humanitaire Amnesty International d'être « orientée à gauche » et de dénaturer la réalité péruvienne. Amnesty International a affirmé, récemment, que des militaires ont torturé et tué des prisonniers, au cours des opérations contre le Sentier lumineux, dans la région d'Ayacucho. — (U.P.I.)

LES RÉACTIONS

« L'HUMANITÉ » : l'heure n'est pas aux démonstrations musclées

L'Humanité de vendredi 19 août revient, dans un éditorial de José Fort, sur la situation au Tchad. Sous le titre « Inquiétude persistante », le quotidien communiste souligne que le colonel Kadafi, interrogé jeudi 18 août sur TF 1 « a parlé de paix » et estime que « la pensée » de M. Mitterrand, telle qu'elle a été rapportée dans le Monde, « permet d'espérer ». José Fort écrit cependant : « Nous sommes inquiets, écrivains nous la semaine dernière en commentant le départ de la première unité française composée de trois cents hommes. Le déploiement de force auquel nous assistons accente cette inquiétude. Un piège est tendu au gouvernement de la France. Pour l'éviter, l'heure n'est pas aux démonstrations musclées mais plutôt à la recherche de la paix par le dialogue et la négociation ».

• M. Jacques Kosciuszko-Morizet, secrétaire national du R.P.R. pour les relations extérieures, a indiqué, jeudi 18 août, à R.M.C. que « la ligne suivie » par le gouvernement français dans la conduite de l'affaire tchadienne lui paraissait « juste ». Il a ajouté : « Il était du devoir de la France de marquer un point d'arrêt [à l'intervention libyenne au Tchad], et c'est ce qui a été fait. Nous avons, je crois, manifesté notre volonté de limiter et d'apaiser le conflit et il est inconcevable que nous ne pouvions pas tolérer que Kadafi aille plus loin ». M. Kosciuszko-Morizet a cependant « regretté » que M. François Mitterrand « n'ait pas informé les chefs de l'opposition » de l'intervention française au Tchad.

M. Weinberger s'est efforcé d'apaiser le « malentendu » franco-américain

Le « malentendu » franco-américain, dû aux « pressions » qu'aurait exercées Washington sur Paris pour que la France s'engage davantage au Tchad n'a pas été levé, mais on s'efforce visiblement des deux côtés de ne pas envenimer les choses et d'éviter la polémique. Les deux pays continuent pourtant à présenter des versions bien différentes de la façon dont a été décidée l'envoi au Soudan des avions de surveillance électronique AWACS.

Ces appareils ont été déployés « parce que les Français avaient fait savoir qu'ils en avaient besoin », et cette affaire a été discutée avec « de nombreux responsables militaires du ministère (français) de la défense », a indiqué jeudi 17 août le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger. Dans l'entrevue qu'il a accordée à notre collaborateur Eric Rouleau, M. Mitterrand avait cependant indiqué qu'il n'avait appris que par les journaux l'arrivée des AWACS au Soudan (Le Monde du 17 août).

Dans un souci d'apaisement, M. Weinberger a avancé une explication à cette apparente contradiction, mais celle-ci ne fera peut-être

pas plaisir à ses interlocuteurs français. « Il est possible que Paris ait le même problème que Washington. On dit « les Français » pour désigner beaucoup de voix différentes », a ajouté le secrétaire américain à la défense.

La Maison Blanche a tenu, de son côté, à démentir les propos attribués par le Washington Post à un responsable anonyme de l'administration Reagan et dont nous nous sommes fait l'écho dans le « Bulletin de l'étranger » du 19 août. Ce responsable accusait la France de se livrer à une « totale désinformation » à propos du Tchad. « Cela ne correspond pas à l'opinion du président Reagan », a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes. Un responsable du département d'Etat a en outre déclaré à Washington : « Nous avons, bien que cela soit difficile à croire d'après les titres des journaux, et contrairement à avoir, des consultations et des contacts étroits avec le gouvernement français et nous sommes tout à fait les décisions qu'il a prises pour renforcer les défenses du gouvernement tchadien ».

L'ETOILE DES NEIGES

Établissement agréé et conventionné S.S.
Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année
Scolarité dans l'établissement
• Maladies des voies respiratoires
• Asthme
Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.
65400 La Roche-des-Arnauds
Téléphone : (92) 57-32-37

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde présente une Sélection hebdomadaire
Ils y trouvent une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Publication

La France « n'a rien à faire au Tchad » a déclaré le colonel Kadafi

La libération des affrontements militaires au Tchad, sous l'égide de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), a été déclarée par le colonel Kadafi, chef d'Etat libyen, lors d'une conférence de presse à Tunis, le 18 août. Le colonel libyen a déclaré que la France « n'a rien à faire au Tchad » et qu'il ne comprenait plus depuis son départ de Beyrouth et le rôle de plusieurs dirigeants de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) à Karachi. Il a ajouté que la Libye ne pouvait pas accepter la présence de forces armées étrangères au Tchad, car cela serait une violation de la souveraineté du pays. Le colonel Kadafi a également déclaré que la France avait tenté de s'implanter en Afrique et de terroriser la Libye. Il a souligné que la Libye était une nation souveraine et qu'elle ne pouvait pas accepter l'intervention étrangère. Le colonel Kadafi a déclaré que la France avait tenté de s'implanter en Afrique et de terroriser la Libye. Il a souligné que la Libye était une nation souveraine et qu'elle ne pouvait pas accepter l'intervention étrangère.

Chine

Chine réaffirme qu'il souhaite développer ses relations avec Washington

La Chine réaffirme qu'elle souhaite développer ses relations avec Washington. Le ministre des Affaires étrangères chinois, Qiao Gueguo, a déclaré lors d'une conférence de presse à Pékin, le 18 août, que la Chine était prête à dialoguer avec les États-Unis sur une base d'égalité et de mutuelle confiance. Il a souligné que la Chine avait toujours été ouverte à l'échange et à la coopération avec tous les pays, y compris les États-Unis. Qiao Gueguo a déclaré que la Chine avait été victime de la guerre froide et qu'elle souhaitait maintenant établir des relations normales avec les États-Unis. Il a souligné que la Chine avait toujours été ouverte à l'échange et à la coopération avec tous les pays, y compris les États-Unis.

ROCHE-ORIENT

La guerre irano-irakienne serait fin

La guerre irano-irakienne serait fin. Une estimation de Washington indique que la guerre pourrait durer jusqu'à 1985. Les États-Unis ont estimé que la guerre irano-irakienne pourrait durer jusqu'à 1985, si les deux pays ne trouvent pas une solution diplomatique. Les États-Unis ont également estimé que la guerre pourrait coûter à la région jusqu'à 100 milliards de dollars. Les États-Unis ont souligné que la guerre irano-irakienne était une menace pour la stabilité du Moyen-Orient et qu'elle pouvait entraîner une escalade de la violence. Les États-Unis ont appelé les deux pays à cesser le feu et à négocier une solution pacifique.

ASIE

Océan Indien

Maurice

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 21 AOÛT

M. Paul Bérenger affronte « seul contre tous » la coalition dirigée par le premier ministre

Correspondance

Port-Louis. — « Votez mauve ! », « Votez bleu, blanc, rouge ! », ces deux slogans résonnent sur les petites routes de l'île Maurice, décorées de couleurs des deux camps en présence pour les élections générales du dimanche 21 août, les secondes en l'espace de quinze mois, destinées à choisir soixante-deux députés.

« Seul contre tous », le Mouvement mauricien (M.M.M.) de M. Paul Bérenger affronte la coalition des partis socialistes mauriciens (P.S.M.) de M. Harish Boodhoo. Tous les sièges étaient en jeu et le parti travailliste de Sir Seewoosagur Ramgoolam s'efforçait totalement après un règne de plus de vingt ans.

Les cartes ont été redistribuées depuis la rupture de mars et le passage à l'opposition de M. Paul Bérenger, le fondateur du M.M.M., suivi du gros de ses troupes. Le parti dissident, conduit par M. Jugnauth, a créé le nouveau parti, le Mouvement socialiste mauricien (M.S.M.), qui a absorbé le P.S.M. et s'est allié aux ennemis d'acier, le parti travailliste et le parti mauricien social-démocrate.

Sir Ramgoolam, qui célébra ses quatre-vingt-trois ans en septembre, a été choisi comme premier président de la future République de Maurice si l'Alliance gagne. On prévoit, en général, un résultat serré à l'issue d'une campagne au cours de laquelle on a lavé beaucoup de linge sale.

Les problèmes essentiels de l'île Maurice — son endettement qui atteint plus de 700 dollars par habitant et qui en fait « une colonie de

y dénonce M. Bérenger comme un protégé du grand capital, qui a viré à droite, alors que, autrefois, il était présenté comme un dangereux révolutionnaire. Mais, en même temps, M. Jugnauth affirme que le M.M.M. n'est pas une force de « totalitarisme et au parti unique » si on ne lui barre pas la route. Aux yeux du M.M.M., la faute impardonnable du premier ministre est d'avoir « trahi » en s'alliant avec ceux que le peuple avait chassé du pouvoir l'an dernier. En outre, pour M. Paul Bérenger, ses adversaires ne sont qu'un « ramassis d'incompétents » formant une coalition qui ne sera pas longue.

Les programmes des deux camps, qui comptent moins que les personnalités, sont très différents dans le style que sur le fond en matière économique. C'est en politique étrangère que les orientations divergent le plus nettement. Au nom du pragmatisme, M. Bérenger, futur ministre des affaires étrangères si l'Alliance gagne, ne cache ses objectifs : la priorité, dit-il, sera de négocier avec les États-Unis pour trouver des emplois aux Mauriciens à Diego Garcia, la principale base militaire américaine dans l'océan Indien.

Le M.M.M., attaché à un non-alignement intransigent, refuse ce genre de « complicité » avec les États-Unis au nom de ses principes et entend, au contraire, faire campagne pour le démantèlement de la base, la dénationalisation de l'océan Indien et pour réaffirmer sa souveraineté sur l'archipel des Chagos, dont fait partie l'atoll de Diego Garcia, loué par la Grande-Bretagne aux Américains.

Une des priorités pour M. Paul Bérenger sera de relancer l'action diplomatique en direction de la France et de l'Inde.

FRANÇOISE LAURENT.

Tolérance

Tirant profit de la diffusion à la télévision du feuilleton américain *Racines* sur l'odyssée des esclaves noirs aux États-Unis, un candidat de l'Alliance s'exprime dans un meeting :

« La lutte des colons et des esclaves se poursuit... Le M.M.M., qui avait auparavant réclamé la diffusion de ce feuilleton, a protesté contre sa sortie pendant la campagne électorale, estimant que celui-ci risquait d'être interprété comme une incitation à la haine raciale. »

Pourtant, la population a encore une fois fait preuve de tolérance et la campagne s'est déroulée sans grands incidents malgré la tension et les multiples meetings qui se tiennent tous les après-midi. L'Alliance

Pakistan

L'opposition au régime militaire a déclenché sa campagne de désobéissance civile alors que le général Zia Ul-Haq proposait un nouveau cadre institutionnel

Le bilan des affrontements entre opposants au régime militaire et forces de l'ordre s'élevait, vendredi matin 19 août, à au moins douze morts et plusieurs dizaines de blessés, selon l'A.F.P. A Karachi, M. Fazlul Karim, chef du parti ouvrier et paysan, l'un des derniers responsables politiques de l'opposition encore en liberté, s'est fait, à son tour, volontairement arrêté, jeudi 18 août, en compagnie du responsable d'un parti religieux qui s'était joint à la campagne de désobéissance civile lancée par le Mouvement pour la restauration de la démocratie.

Le colonel Kadhar, à la tête d'un parti de l'opposition, a été arrêté le 18 août. Le mouvement de désobéissance civile lancé par le Mouvement pour la restauration de la démocratie, a été arrêté le 18 août. Le mouvement de désobéissance civile lancé par le Mouvement pour la restauration de la démocratie, a été arrêté le 18 août.

Des Pakistais bravent actuellement avec un courage certain la loi martiale en vigueur dans leur pays depuis la prise du pouvoir par les militaires, en juillet 1977. L'opposition, principalement laïque, qui se contentait jusqu'à maintenant d'agiter des coups de boutoir au régime militaire, a lancé une vaste opération de désobéissance civile pour réclamer « la restauration de la démocratie ».

L'objectif est ambitieux, car si le Pakistan a eu droit à quelques années de régime électif, il n'a guère connu de démocratie, au sens occidental du terme. De surcroît, deux « hommes forts », qui avaient acquis la légitimité populaire, sont tombés : le maréchal Ayub Khan (1960) et Ali Bhutto (1977) — à la suite de manifestations populaires animées par des forces différentes.

Cette fois, la contestation est sérieuse, bien qu'elle ne semble pas menacer directement le gouvernement du général Zia Ul-Haq : les troubles affectent surtout les grandes villes, mais ébranlent le Pendjab, cœur économique et politique du pays.

Après avoir entrepris, dès son arrivée au pouvoir, l'espérance d'élections générales et reporté pendant longtemps les élections, le général Zia Ul-Haq a annoncé pour cette année des élections locales, qui auront lieu sans la participation des partis. Dans une seconde phase, il sera procédé aux élections des Assemblées provinciales, nationales et du Sénat. La Constitution instituant un régime présidentiel depuis 1973 — l'un des points marquant de l'œuvre d'Ali Bhutto, — amendée par les militaires, demeure en vigueur, sans reconnaissance, comme certains

d'entre eux l'auraient souhaité, le droit d'intervenir dans les affaires publiques. Sans doute cela va-t-il mieux sans se dire ; cette question soulèverait néanmoins controverse. L'ensemble du processus électoral devra arriver à son terme le 23 mars 1985, a encore indiqué le général Zia Ul-Haq. Ce n'est qu'après la formation des gouvernements provinciaux et central que la loi martiale sera levée.

Il se fait guère de doute qu'à travers ce schéma les militaires et le général Zia entendent se maintenir au pouvoir. Après des débuts hésitants, ce dernier s'est révélé relativement habile. Il a pris goût à l'exercice du pouvoir, et il se croit aujourd'hui indispensable. Mais il ne se maintient à la tête de l'État que par la grâce des forces armées et n'entend pas, en tout cas, s'appuyer pour cela sur les forces politiques. Les militaires d'Islamabad ont la haute main sur les élections nationales et provinciales, tant le mythe d'Ali Bhutto — et de la famille — est grand (c'est dans son fief — la province du Sind — que les troubles sont les plus vifs) ; le P.F.P. ne peut qu'être animé à leur avis, d'un esprit de revanche. Aussi le « rétablissement de la démocratie » n'est-il pas pour demain.

C'est donc parce qu'elles sont exclues de ce processus que les principales formations, regroupées au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie, ont lancé un défi au régime. Le soutien, fût-il assorti de réserves, que celui-ci a reçu des intégristes du Jamaat-i - islami — qui ne se satisfait pas de l'assurance de renforcement de l'islamisation et de la Ligue musulmane représentant une partie de la bourgeoisie conservatrice, est, comme toute, conforme à l'attitude observée par ces groupes à l'égard du régime militaire, auquel d'ailleurs ils ont participé à l'origine.

En revanche, l'opposition n'est pas dépourvue d'arguments pour défendre sa propre cause. Amnesty International a dénoncé la violation des droits de l'homme et attiré l'attention sur les nombreuses arrestations pour motifs d'opinion, le recours à la flagellation publique et la mort de détenus sous la torture (le Monde du 16 janvier 1982). Le Pakistan ne saurait cependant se comparer au Chili. La répression y est intermittente — elle s'exerce surtout lorsque les adversaires du régime font preuve de trop de velléités.

Chine

Le gouvernement réaffirme qu'il souhaite développer ses relations avec Washington

Pékin (A.F.P.). — Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a réaffirmé que la Chine souhaitait développer ses relations avec les États-Unis, jeudi 18 août, au cours d'un entretien avec le sénateur démocrate américain Henry Jackson, en visite à Pékin, à l'occasion de la diplomatie chinoise réaffirmée, pour l'essentiel, la position de son pays selon laquelle il existe des perspectives d'amélioration des relations sino-américaines, en particulier depuis la décision de Washington, en juin dernier, d'élargir les possibilités d'accès de la Chine à la technologie américaine.

Le bimensuel *Shijie Zhishi* (Connaissance du monde) a publié, par ailleurs, dans son dernier numéro, la première partie des Mémoires du général Wu Xueqian, ancien chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, qui donnent quelques pré-

visions intéressantes sur la période de « l'unité éternelle » entre Pékin et Moscou dans les années 50. Le général Wu, qui dirigeait à l'époque le département des affaires d'Union soviétique et d'Europe de l'Est du ministère des affaires étrangères, raconte notamment comment il se rendit à Moscou avec Mao Zedong, lors de la visite officielle de ce dernier à Moscou en 1949-1950. Il évoque les divergences qui apparurent dès le début des années 50 entre les « grands frères soviétiques » et leurs alliés chinois, à propos de l'exploitation du pétrole du Xinjiang et de la question des taux de change entre le rouble et le renminbi. M. Wu conclut que, dès cette époque, les Soviétiques avaient une attitude « égoïste et chauviniste ». Le général Wu est actuellement président de l'Institut chinois d'études stratégiques.

PROCHE-ORIENT

SELON UNE ESTIMATION DE WASHINGTON

La guerre irano-irakienne aurait fait de 175 000 à 500 000 tués et 600 000 blessés

Los Angeles (A.F.P.). — Au moins 175 000 personnes ont peut-être été tuées depuis le début, il y a trois ans, de la guerre opposant l'Iran à l'Irak, selon une évaluation fournie le jeudi 18 août par le département d'État américain. « Par sa consommation extravagante en hommes, cette guerre ressemble au premier conflit mondial », a relevé un haut fonctionnaire du département d'État, qui a requis l'anonymat.

Les pertes les plus lourdes ont été subies par les Iraniens. Selon des estimations, elles oscillent entre 125 000 et 500 000 soldats morts. Du côté irakien, le conflit aurait fait 50 000 morts environ. Pour les deux camps, le nombre des blessés graves est estimé à 600 000 par les ser-

vices de renseignements américains cités par le département d'État.

Des diplomates et militaires américains ont expliqué qu'en dépit de ces pertes énormes et des appels irakiens à une médiation, le conflit ne devrait pas s'achever avant des mois, voire des années, aucun des deux adversaires n'étant assez fort pour remporter une victoire militaire décisive.

« Personne ne sait comment mettra un terme à ce conflit », a estimé le même haut fonctionnaire du département d'État, qui a ajouté : « La seule solution que l'on puisse prédire passe par la disparition de Khomeiny (le guide de la révolution iranienne) ou de Saddam Hussein (le chef de l'État irakien). »

« n'a rien à faire au Tchad »

Le général Kadhar

De notre correspondant... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Autocritique

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Avant de prendre le pouvoir, les militaires et les forces armées ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays. Ils ont été accusés de ne pas être capables de gouverner le pays.

Nicaragua

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DEUX RESPONSABILITÉS... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

Pérou

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

LE PRÉSIDENT... Le général Kadhar a répliqué à plusieurs reprises que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad. Il a déclaré que le Tchad n'est pas son pays et qu'il n'a rien à faire au Tchad.

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Le Monde

politique

CINQUIÈME TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les démons de Rocamadour

Pour la première fois depuis mars dernier, les habitants de Rocamadour (Lot) sont appelés, par arrêté préfectoral, à se rendre aux urnes les 21 et 28 août pour élire leur conseil municipal. Se déplacent-ils ? En effet, si les Amadoriens n'ont plus d'élites depuis les élections du printemps, ce n'est pas parce que le scrutin a été invalidé, mais parce que le conseil sortant et la population ont boudé les urnes. Pour tenter d'obtenir gain de cause dans un conflit avec l'administration, conflit qui porte, depuis des années, sur un projet de déviation routière.

Rocamadour. — Mont-Saint-Michel échoué en plein Quercy. Gouffre de Padirac qui aurait été extirpé des entrailles du causse, superbe et désolé, voilà près d'un millénaire que Rocamadour s'offre au soleil, aux pèlerins et, depuis peu, aux touristes.

Faut-il encore présenter ce que sont, parcellaires, affiches et dépliants vantant, dans une stupide hiérarchie touristique, comme le « deuxième site de France » ? « Deuxième site », ou pas, le lieu est admirable. Athée ou croyant, d'où que vous veniez, du plateau au nord ou de Couzou au sud, il vous saute à la gorge, vous étreint. Rocamadour : près d'un millénaire d'histoire niché dans une falaise abrupte — une cité sangsue collée à la pierre, née de la foi et du commerce rénaissant. Rocamadour : ses saints, ses grottes et son sanctuaire, sa Vierge noire et ses foules immenses venues au Moyen Âge s'acharner pour le grand pardon.

Mais que reste-t-il de tout cela ? En rajoute-t-il, ce jeune hôtelier « trois étoiles » quand il confie : « Notre sanctuaire ? Bof ! Il y en a de semblables dans toute la France. Notre château ? Les remparts ne sont pas mal c'est vrai, mais ce qui compte aujourd'hui, c'est le site, c'est lui qui donne le « flash », c'est pour lui qu'on vient ! ». De fait, on vient en nombre ici où l'on contemple, assure-t-on, plus d'un million de visiteurs chaque année. Un million de Français et d'étrangers, bordes motorisées dévalant du plateau et avalant le site entre Padirac et Sarlat, entre un vin de Cahors et un gâteau aux noix. Même les quelques pèlerins encore en mouvement se sont mis au diapason, transformant le lent cheminement de jadis en un chemin de croix moderne et collectif, qui inscrit Rocamadour après Lisieux et avant Lourdes.

Dans la cité marchande, on dit supporter de plus en plus mal ces assauts de curieux qui ne se recueillent que pour le cliché photographique. Plus précisément, on ne supporte plus le va-et-vient continu de leurs voitures automobiles dans la minuscule arête, unique et pittoresque lieu de passage entre le nord et le sud. Comment « décongestionner » le « périmètre sacré » de Rocamadour, comment éloigner les voitures sans effrayer leurs occupants, comment retrouver le silence méditerranéen sans que se taisent les trois-crois-crois ? Véritable casse-tête vieux de trente ans. On ne compte plus sur ce thème les projets, les procédures, les commissions et les groupes de réflexion. Pour les Amadoriens qui réfléchissent à cette question depuis 1951, le problème n'est pas insurmontable et nombre d'entre eux ont même trouvé la solution. « Ce que nous réclamons ? dit M. André Jallet, radical de gauche et maire sortant. Une vote de déviation en

Ce mode de contestation, employé aussi à Germent (Ardennes) pour une toute autre affaire (le Monde du 30 juillet), pose d'épineux problèmes administratifs et juridiques. Les délégations spéciales, qui remplacent provisoirement les conseils municipaux (voir notre encadré), ont des pouvoirs de gestion très limités. Elles ne peuvent, en particulier, voter le budget communal. Ces situations ne sauraient donc s'éterniser. Mais, dans le même temps, les pouvoirs publics n'ont plus, faute d'élus, d'interlocuteurs valables », ne serait-ce que pour débattre des questions qui ont provoqué ces « graves des urnes ».

De notre envoyé spécial

dehors du site, des parkings paysagers dans la vallée, une liaison verticale par ascenseur pour desservir les quatre étages du site, et la réparation des erreurs contemporaines ».

« Petite » ou « grande » rocade ?

Un programme qui ne semble guère convenir à l'autorité départementale ou nationale. Car la capitale ne craint pas de se pencher sur le cas de cette bourgade mondiale connue de huit cents habitants. En 1976, déjà, on parlait d'une solution immédiate. Mme Françoise Giroud, alors secrétaire d'État à la culture, faisait savoir au premier ministre qu'elle s'en tenait à l'avis de la commission supérieure des sites, qui avait retenu un projet de « grande rocade » contre le souhait des commerçants d'une « petite rocade ». M. Jallet et son conseil municipal avaient alors démissionné.

Sept ans plus tard, même scénario. Début 1982, M. François Mitterrand écrit à M. Martin Malvy, député (P.S.) du Lot et maire de Figeac. « J'ai fait donner les instructions nécessaires, indique le président de la République, tant au ministre de l'environnement qu'au préfet du Lot, pour que, sur le plan national comme sur le plan local, l'un des projets soit retenu dans les plus brefs délais de manière à permettre une réalisation rapide de cette déviation. J'espère que ces diverses démarches devraient conduire à une solution d'ici au début du mois d'août ».

La préfecture demande alors un nouveau projet à un bureau d'études bordelais, le Centre d'études techniques de l'équipement (C.E.T.E.). Pour M. Jallet, les conclusions sont telles que le désenclavement de la cité n'y est plus qu'un accessoire de manière différente et moyenné dans un projet grandiose et fort onéreux. Nouvelle colère des élus locaux, qui décident, à l'unanimité, de ne pas se représenter aux municipales de mars. « A mon grand étonnement, dit M. Jallet, toute la commune a suivi ». Pas de candidats donc, et pas d'élections.

Un troisième puis un quatrième tour sont organisés en mai, sans plus de succès. Alors que l'ex-conseil municipal alerte M. Robert Fabre, le médiateur, à Cahors on s'énervait. Une première commission préfectorale est nommée pour gérer les affaires de la commune. Puis, M. Jean Thiébaud, commissaire de la République, en l'absence d'élus locaux, met en place un dispositif provisoire : circulation alternée dans la rue principale, navettes des

minicars entre le plateau et la cité, signalisation routière et détachement d'une trentaine de gendarmes. « Un dispositif, estime M. Jallet, qui aura coûté un million de francs sans aucun résultat. » « Un succès », dit-on à la préfecture.

« J'ai décidé », explique M. Thiébaud dans une plaquette éditée « à l'attention des visiteurs et des pèlerins », « de mettre en œuvre, dès cet été, des moyens provisoires afin de vous permettre de visiter, dans le calme et la sérénité, la cité prestigieuse de Rocamadour ». Mais les Amadoriens, eux, ont mal pris la chose. Indignation, colère, on parle ici de « défi à la démocratie locale », de négation des volontés exprimées en haut lieu en matière de décentralisation. Pour sa part, M. Jallet, ancien Parisien, aujourd'hui directeur de la Mutualité sociale agricole du Lot, va jusqu'à évoquer des « enquêtes menées sur sa vie personnelle », des « méthodes antidémocratiques », qui lui rappellent le « fascisme de l'époque nazie ». De nuit, une « action-commando » est menée pour faire disparaître la nouvelle signalisation routière.

La température, pourtant, commence à redescendre, et l'équipe sortante a décidé de se représenter au cinquième tour organisé le 21 août prochain. « Il fallait qu'on fasse ce qu'on a fait, dit-on, mais la situation ne pouvait pas non plus s'éterniser ». Rien, pourtant, n'est acquis, et le conflit reste entier. Certes, le front des Amadoriens n'est pas véritablement uni — les commerçants du plateau n'ayant pas les mêmes craintes que ceux d'en bas —, mais on sent pourtant ici une vraie détermination. Angoisse, chez certains commerçants, d'une baisse possible de revenus, confortables sans nuire, mais aussi angosse de voir le XX^e siècle découvrir ce qui reste d'habitudes moyenâgeuses. Déjà, « parce qu'il y a des touristes », on trouve sur le plateau un zoo de singes et d'aigles. Beaucoup craignent, par exemple, avec l'inversion envisagée du flux touristique, la création sur le plateau d'un véritable « Luna-Park ». Mais tout cela justifie-t-il autant de passion ? « On nous a expliqué », dit M. Jallet, au sein de l'association culturelle des Amis de Rocamadour, que notre site était un épiphore de forces telluriques. « Ce fait serait notamment à l'origine des grands rassemblements humains sur une si petite surface. Peut-être pourrait-il aussi expliquer l'énergie dépensée par ceux qui vivent ici pour que le relief ne soit pas modifié à outrance. En finira-t-on un jour de révéler les démons et les saints prisonniers de la roche de Rocamadour ?

JEAN-YVES NAU.

« M. Henry-Jean Manière, préfet en congé spécial, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 15 octobre 1983, par décret du président de la République en date du 16 août 1983.

ABONNEMENTS VACANCES

France	15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
	3 semaines	99 F	2 mois	241 F
	1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.) Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens — 75427 PARIS CEDEX 09

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour
du au Versement joint

LES NOUVELLES MUNICIPALITÉS A L'HEURE DE LA REVANCHE

CHAMBÉRY : effacer un « accident de parcours »

Chambéry. — « Il faudrait des circonstances quasi historiques comme en 1958 pour que je me représente aux législatives », proclame le nouveau maire R.P.R. de Chambéry, M. Pierre Dumas. Écarté de la vie parlementaire en 1973 par le socialiste Jean-Pierre Cot, puis, après dix-huit mois de rège, de la mairie de Chambéry en 1977 par un autre socialiste fraîchement installé en Savoie, M. Francis Ampe, M. Pierre Dumas effectue depuis le mois de mars 1982 un retour marqué sur le devant de la scène politique savoyarde.

Son succès aux élections cantonales, où il fut réélu conseiller général de Chambéry dès le premier tour avec 68 % des suffrages, l'a convaincu de repartir à l'assaut de « sa » mairie pour « la délivrance de l'empire socialo-communiste » et pour éviter que ne se perpétue le « happening politique permanent » qui s'y déroulait, selon lui, depuis six ans. Mission accomplie l'année suivante.

M. Pierre Dumas, élu par les Chambériens avec 54,22 % des voix au second tour, même aujourd'hui une seconde bataille, même s'il s'en défend publiquement, contre les « projets » qu'il juge « aventuristes » de l'équipe précédente. « Des gens qui se sentaient, prétend-il, peu légitimés par les contingences financières de la ville » et qui « méconnaissaient volontairement la prudence ».

Abandon

Depuis les élections municipales, les élus de la majorité ne cessent de répéter que « les coisses de la ville sont vides » et que la gauche a laissé la cité exsangue. Une interprétation que conteste avec vigueur l'ancienne équipe, qui rappelle notamment que la gauche a laissé un compte administratif positif de 4 millions de francs et qu'elle dispose actuellement d'une capacité d'emprunt de plus de 300 millions. Mais derrière cette querelle de chiffres se dissimule en fait la volonté du nouveau conseil municipal de « démolir le plus grand nombre possible de choses ».

« C'est là le premier objectif de « M. Dumas », affirme l'ancien maire socialiste de Chambéry, qui voit disparaître un à un les projets patiemment préparés pendant six années de mandat.

« Pour M. Dumas, la municipalité Ampe a été un accident de par-

De notre correspondant

cours qu'il faut à tout prix faire oublier », note M. Maurice Meunier, conseiller municipal P.S.U., qui fut de 1977 à 1983 chargé des travaux et de la circulation.

Aussitôt parvenues à la mairie, la nouvelle équipe stoppait les projets en cours de réalisation. Ainsi le chantier Barbot, où devaient être réalisés, au cœur de la ville, cent soixante-trois logements sociaux et dont les travaux avaient commencé un mois avant les élections municipales, est abandonné. Prétendu invoqué par les élus : « Nous ne voulons pas constituer un ghetto dans le centre de la ville ». Pour l'adjoint au logement, M. Michel Bonvard, R.P.R., « ce n'est pas une renonciation au logement social dans le centre ville, c'est l'abandon d'un mauvais projet conçu par des architectes étrangers à notre région, qui, parce qu'ils étaient dans l'ignorance du contexte, ont conçu un projet inadaptable ».

La maison de la culture de Chambéry, attendue depuis dix-sept ans, allait enfin voir le jour. Le projet de l'architecte suisse, M. Mario Botta, avait été définitivement accepté par la ville et le ministère de la culture. Le bâtiment, accolé à l'ancienne caserne Curial, libérée par les militaires en 1980, et racheté par la ville, est en cours de restauration. La maison de la culture de Chambéry et de la Savoie aurait, grâce à ce projet, largement contribué à revitaliser un quartier de la cité savoyarde jusqu'alors délaissé. Là aussi, M. Pierre Dumas a sorti sa gomme. « Il faut que la culture se répartisse dans plusieurs lieux de la ville afin de pouvoir mieux accueillir la diversité », dit-il, et il ajoute, reprenant là une phrase de l'ancien ministre de la culture, aujourd'hui disparu, Jacques Duhamel : « Je suis favorable plus à une ville de culture qu'à une maison de la culture ».

Autre abandon, celui du « centre de vie » que l'ancienne équipe projetait de réaliser à la ZUP de Chambéry-le-Haut, où résident plus de dix mille personnes. Un quartier édifié en son temps par M. Pierre Dumas. La gauche y aurait installé une crèche collective, une salle festive, un centre de santé, un cinéma et des bureaux de la direction départementale de l'action sanitaire et so-

ciale. Mais, surtout, elle voulait y créer une antenne décentralisée de la maison de la culture où aurait notamment travaillé une troupe de théâtre. « Une ville de cinquante-quatre mille habitants n'a pas les moyens de porter une troupe de création dans le contexte actuel », note le maire de Chambéry.

Le noyau dur

Exit donc la troupe, mais aussi l'antenne de la maison de la culture. Quant au reste du projet de « centre de vie », dénommé désormais « forum », il sera reconstruit pour accueillir deux salles de cinéma, des bureaux, des services techniques de la ville ainsi que des logements.

Les élus de gauche s'étonnent que des décisions aussi importantes aient été prises sans concertation, et quasi instantanément, alors que l'élaboration de ces projets, qui sont un enjeu considérable pour la ville, avait été précédée par des mois de réflexion et de discussions avec les associations, les usagers, les architectes... Ce sont en fait les méthodes de la droite, mais surtout celles du « noyau dur du R.P.R. » qui gouvernent Chambéry que dénonce avec vigueur l'opposition. Écartée de toutes les décisions, reléguée dans un minuscule bureau situé à l'entrée de la mairie, ses dix membres (4 P.S.U. et 1 M.R.G.) sont, affirment-ils, privés de toutes sources d'information sur la vie municipale et de moyens pour travailler utilement.

Sous un aspect affable et agréable, M. Pierre Dumas n'y va pas par quatre chemins pour expliquer son attitude à l'égard de ses adversaires communistes et socialistes : « Nous n'avons pas à organiser une sorte de contre-pouvoir dans la mairie... La mairie n'est pas la permanence des partis politiques ni leur soutien financier... Effectivement, j'ai supprimé des dizaines d'abonnements à des revues communistes. Ils ne servaient qu'à soutenir financièrement ces organes... Les mairies annexes installées dans les quartiers servaient de bureaux et de permanences aux élus, notamment communistes. Seuls les membres de l'exécutif municipal ont désormais le droit de recevoir leurs concitoyens. Vous le voyez, le changement n'est ici ni vide ni vague ».

CLAUDE FRANÇILLON.

Le Monde

Mme le ministre, les femmes et l'informatique

« Mme le ministre, les femmes et l'informatique » : tel est le titre d'un ouvrage paru chez Grasset, sous la direction de M. Pierre Dumas, maire de Chambéry. L'ouvrage est consacré à la situation des femmes dans la vie politique et sociale.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à la situation des femmes dans la vie politique. La deuxième partie est consacrée à la situation des femmes dans la vie sociale.

Le livre est écrit par une équipe de femmes, sous la direction de M. Pierre Dumas. Il est destiné à être lu par les femmes elles-mêmes.

Le livre est paru chez Grasset, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris. Le prix est de 15 F.

Le livre est disponible chez tous les libraires.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le livre est un ouvrage de référence pour toutes les femmes.

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Rendez-vous d'été

VACANCES RÉPUBLICAINES

La politique en maillot de bain

UNE vraie flottille suit, depuis le port d'Arcachon, la vedette amirale, où a pris place François Léotard, secrétaire général du parti républicain (P.R.). Volontiers et hors-bord ont été agrémentés de banderoles signalant l'origine des giscardiens embarqués : « Orléans », « Paris-20 », « Union nationale des élus libéraux, indépendants et républicains », « Fréjus ».

L'île aux Oiseaux et les parcs à huîtres sont laissés à tribord. La dune du Pila s'annonce. Sur le sable, une kyrielle de baigneurs sacrifiant au dieu Soleil. Le bassin s'est mis en Méditerranée de poche. L'été bat son plein.

François Léotard - Léo pour les amis - décide de piquer une tête pour changer de bateau par la seule voie qui s'impose : la mer. Il y est rejoint par plusieurs militants. La fête d'Arcachon du parti républicain commence. Les giscardiens vont essayer, ce samedi, de parler aux vacanciers.

Mais comment parler politique aux Français en vacances sans les exaspérer ? Les responsables de tous les partis aimeraient trouver une réponse à cette lancinante question. Impossible, n'est-ce pas, pour un parti et pour ses troupes de fermer boutique au mois d'août comme la régie Renault. Il y a quelque chose à dire aux millions de « congés payés » qui estiment en deux, trois ou quatre semaines, de changer de peau, de souffler, d'horizon ou d'habitudes.

Le parti républicain tente cette année sa chance, en organisant un « été républicain » jalonné d'une vingtaine de fêtes semées à travers la France.

Il est important que les gens ne soient pas, pendant leurs vacances, en état d'apathie politique, commente François Léotard. Ils ne peuvent pas oublier les drames de la France et du monde. Mais le meeting politique traditionnel est un genre sinistre. Notables en rang d'oignons, costumes trois-pièces, discours interminables : faut-il s'étonner si les jeunes de la génération du walkman et du patin à roulettes s'y ennuièrent ? J'essaie de trouver une démarche qui s'inspire du marketing, c'est-à-dire qu'il s'agit, pour nous, de répondre à une demande et de parler le langage du moment.

Le rêve de ce grand garçon sympathique, qui rassure le troisième âge, plaît aux femmes et parle la langue des jeunes, c'est la fête. « Je suis fasciné par l'audiovisuel. Ah, si nous, les hommes politiques, nous étions précédés par un mur d'images ou par une fête ! Notre parti pense, d'ailleurs, à créer une société qui vendrait aux élus locaux des festivités « clé en main » : merguez, cracheurs de feu, diaporama, championnat de planche à voile... Le discours politique passe tellement mieux ! Ecoutez Gérard Lenormand chanter ses Blues de l'Ouest sur Budapest, cela vaut toutes les diatribes anticomunistes ! »

Pour « l'été républicain 1983 », Géraldine Marciano, responsable de l'opération, a mis au point un cahier des charges que le parti propose aux élus et aux militants, avec le coût de chaque manifestation en regard. Une fête champêtre avec un stand sur l'Afghanistan, un pique-nique avec un stand sur l'école libre, une régate ou le tour de chant de Lenormand, c'est tant de francs.

Bar-le-Duc, Cavalaire et Nevers, entre autres, ont accepté l'idée. A Aigre, Gérard Lenormand était en vedette. A Argelès, François Léotard en a profité pour s'accompagner le maire serrer des mains sur la plage. A Ajaccio, on a organisé un méchoui. Selon les endroits, l'assistance varie de trois cents à trois mille personnes.

« L'opposition, ça marche ! »

« Ici, à Arcachon, nous fonctionnons selon le système Léo », explique Jean-Pierre Bédier, secrétaire fédéral de la Gironde et adjoint au maire de Bordeaux. Tous les électeurs qui ont cru au miroir aux alouettes socialiste et qui nous ont abandonnés sont aujourd'hui extrêmement déçus. Les plus fragiles ont rejoint le R.P.R. Les autres hésitent encore. Il faut que nous leur montrions que la politique n'est pas obligatoirement ennuyeuse, qu'un type comme Léo et un parti comme le parti républicain ont quelque chose à leur proposer. Le P.R. de Gironde a donc choisi Arcachon. 72 % des électeurs y ont voté, lors des dernières élections municipales, en faveur de la liste conduite par Robert Fleury, maire giscardien sortant. Il reste, bien sûr, quelques séquelles électorales à réparer au sein de l'opposition, mais la station balnéaire est un excellent terrain de chasse pour « l'été républicain », une clientèle variée : quatorze mille habitants pendant l'hiver, deux cent mille pendant l'été ; une architecture de front de mer médiocre, mais pas d'opérations immobilières monstrueuses.

Voici François Léotard et le maire arrêtés devant l'estrade où donnent l'embûche les giscardiens qui concourent pour le festival d'Arcachon. Bossas-novos, sambas. Une blonde prend un bain de soleil sur un banc. Le haut-parleur annonce : « François Léotard, secrétaire général du parti républicain, et monsieur le maire sont parmi nous. » Un jeune distribue des tracts annonçant que « l'opposition, ça marche ! ».

La blonde n'a pas bronché. Quelques regards se tournent vers le groupe qui entoure Léo. « Qui est-ce ? Saïa pas... » Un giscardien de Bayonne s'approche pour serrer la main du secrétaire général qu'il a reconnu. Le maire commente, à l'intention de celui-ci, la santé du touriste local : « On sent que les touristes comptent leurs sous. Même le propriétaire de la crêperie me l'a dit. Comme je m'étonnais que, lui aussi, perçoive les effets de la crise, il m'a répondu : je vends moins de crêpes à la chandelle... »

Dans le parc Perrière, la « fête républicaine » proprement dite est à l'affiche. Dans ce lieu interdit aux voitures où les aménageurs ont marié le gazon et le sable, une troupe folklorique portugaise danse les airs nostalgiques de la province du Minho en costumes sombres. Les baigneurs viennent en badauds. « Vous savez que ce spectacle est organisé par le parti républicain ? Ah, bon ! Vous pensez quelque chose de François Léotard ? Rien du tout. Un militant qu'agace l'absence de communication entre la foule et Léo demande au maire : « On ne pourrait pas leur annoncer la présence de François ? » Pas possible : « Ici, je ne dispose pas de micro ».

Les vacanciers ne sauront donc pas qu'ils doivent ce folklore portugais au zèle des giscardiens. Curieux, tout de même ! L'idée de départ semble bonne : la mairie s'avoue complice ; une cinquantaine de militants peuvent témoigner leur enthousiasme et puis... rien. Comme si ces républicains-là étaient inhibés par leur propre audace. On se prend à imaginer le parti qu'aurait tiré d'une manifestation de plage les gaullistes du R.P.R. ou les communistes. Tracis, banderoles, T-shirts et mégaphones aidant, toute la plage aurait su à quelle divinité politique il lui fallait attribuer merguez et folklor.

Le déficit budgétaire fait un bide

De bonne grâce, Léo se livre à une autocritique : « Je n'aime pas violer les gens. Si on leur annonce sans ménagement que je suis Léotard, ils nous feront un bras d'honneur. Allons-y doucement. Je le sens bien lorsque je monte sur scène derrière Lenormand qui tient sa salle en superprofessionnel qu'il est. Dire, après son tour de chant, que le déficit budgétaire sera catastrophique en 1983, c'est le bide ! »

C'est vrai, nous n'exploitons pas à fond l'événement. Mais nous



(Dessin de NICOLAS VIAL.)

ne pouvons pas envahir les plages avec des mégaphones, car nous pénétrons alors dans le domaine des vacances que l'individu considère comme sacré. Le risque d'une démarche trop militante, c'est le viol des foules. Nous vivons une autre contradiction : le discours politique implique la tension et l'agressivité alors que les vacances les excluent. C'est notre vocation, à nous, libéraux, de trouver le moyen de concilier ces extrêmes. Nous tâtonnons.

En attendant de trouver la recette, c'est quand même, dans le dîner-débat que le P.R. réussit le mieux. Dans l'atmosphère caniculaire du salon des ambassadeurs du Casino de la plage, la rencontre se réalise, enfin, entre une assistance de trois cent cinquante personnes et un Léotard en pleine forme qui se retrouve sans complexe dans un domaine qu'il connaît à merveille, le discours politique.

Ce soir, il passe toute la politique de la majorité à la moulinette. Un discours exhaustif. On a vu succéder à une gauche porteuse de valeurs, une gauche cynique. Des ministres de la République mettent en cause des jugements rendus au nom du peuple français. Au pouvoir se trouve un front populaire qui refuse le verdict populaire.

La crise économique maintenant : « Ce n'est pas le dollar ou le mark qui nous valent les difficultés actuelles, mais bien le socialisme. Le premier tiers provisionnel, soit 65 milliards, a servi à payer le déficit des entreprises nationalisées. Les deux tiers des entreprises se trou-

vent au-dessous de leur ligne de flottaison. »

Sur la paix, très caustique : « J'aime la paix financée à titre de transitoire par le parti communiste français. »

Sur le président de la République, moqueur : « Est-ce que vous savez où M. Mitterrand veut nous mener en matière de politique familiale, de politique sociale ou de défense ? Non, les voies du Seigneur sont impénétrables. »

Et pour conclure, une harangue pour les troupes : « Depuis les élections municipales, il y a une place pour une attitude nouvelle qui ne soit ni impatience ni découragement. Ne vous laissez plus. Vous avez subi, pendant un quart de siècle, les défilés de la Bastille à la Nation et de la Nation à la République. Vous avez supporté les pancartes et les collets. A vous, maintenant ! Entrez dans les associations de parents d'élèves et dans les comités de quartier et parlez ! »

Aux armes, citoyens ! L'appel est entendu. La salle rit, applaudit, participe. Elle croit, elle sait qu'elle gagnera demain. Les fautes de l'adversaire ont effacé 1981.

A Arcachon, Léo n'aura pas vraiment rencontré les Français en villégiature, mais des giscardiens en congé. Des giscardiens bronzés, détendus, optimistes et qui se préparent à monter au feu dans l'enthousiasme.

Vivent les vacances de la politique !

ALAIN FAUJAS.

HÔTELS

- Côte d'Azur**
- 06500 MENTON
HOTEL CÉLINE-ROSE ***NN
57, av. de Sospel, 06500 MENTON
Tél. (93) 28-28-38.
Chambre, conf., calme et ensoleillée.
Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin.
Pens. compl. dès 83, 150 à 175 F T.T.C.
- Provence**
- ROUSSILLON - 84220 GORDES
Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, cuisine, piscine de 10 m. Week-end ou séjour.
Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.
MAS DE GARRIGON***
Roussillon 84220 Gordes.
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.
- Campagne**
- ARDECHE
LA LOUVESCA (Altitude 1050 m)
HOTEL LE MONARQUE**
Tél. : (75) 67-80-44
PENSION 165/200 F T.T.C.
- Montagne**
- 05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08
Chambres et duplex avec cuisine. 2 à 6 pers. Tarif hiver spécial septembre.
- Suisse**
- LEYSIN (Alpes vaudoises)
Ligne Paris-Milan. A quelques km du Léman l'été sur l'Alpe. Climat unique, promenades, lacs alpins, pisc. nat. tennis, mini-golf : GRATUIT. La Suisse pas plus chère : pens. compl. dès FF. 155.
Offre Dér. par Office tourisme CH-1854 LEYSIN
Téléphone : 19-41/25/34-22-44
HOTEL LA PAIX
Vraies vacances dans chalet suisse authentique. Atout n°1 : cuisine et ambiance familiale. Pens. compl. dès FF 145. Tél. 19-41/25/34-13-75, CH-1854 Leysin.
- Italie**
- VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 411150 FENICE 1
Directeur Dante Apollonio.

RÉSIDENCES

Campagne · Mer · Montagne

- LE CANNET (Alpes-Maritimes)**
2 pers. entrée, ref. à neuf, 48 m² + balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F.
Tél. (93) 88-82-42.
- PONT-DE-BEAUVOISIN (38)**
(limite AIN, ISÈRE, SAVOIE, proximité autoroute, lacs, stations).
VILLA sur terrain plat, avec combles aménageables.
Intérieur à rénover.
Sur terrain entièrement viabilisé de 1088 m².
Prix TTC : 530 000 F.
Tél. (76) 32-91-06.
Autres terrains viabilisés de 900 à 1800 m², 110 F le m² TTC. Belle expos., vue except. sur les chaînes de montagne.
- HAUTE-PROVENCE**
Pour amoureux de la nature.
Bergerie entièrement restaurée. 276 m² habitables sur 12 ha, plein sud. Belle vue.
Tél. : 850 000 F.
- RÉGION GORDES**
Tr. belle villa 210 habitables. Séjour, 3 ch., cuis., + studio 45 m² + cave. Tl. conf. Piscine. Sur 6500 m² de beau terr.
GORDES IMMOBILIER
84220 GORDES. (90) 72-00-70.
- JUAN-LES-PINS**
A 100 m de la mer.
très belle villa, 4 grandes pièces grande cuisine, grandes salles de bain. Garage 2 voitures. 250 m² de jardin.
1 600 000 F. Tél. : (93) 88-82-42.
- MAISON DE MAÎTRE**
BONNY-SUR-LOIRE (Loiret)
Sur un étage + grenier.
Surface = + 600 m². Très bon état.
Toiture et crépi refaits 2 ans.
22 ha de terrain dont 11 ha de bois clos d'un seul tenant.
PRIX SOUHAITÉ : 1 900 000 F.
Tél. : (93) 88-82-42.
- Vends Villa standing 210 m²**
Grande terrasse sur mer - Villa 200 mètres étendue Moulis Guedeloupe - 3 chambres - 1 salle de bain - 2 w.c. - 2 dressing-rooms - Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au sous-sol - Buanderie - Cave - Débarras - Jardin tout autour bien entretenu
Prix : 1 250 000,00 Meubles appropriés : 100 000,00
S'adresser : M. Henry, appartement n° 2 Résid. les Manguiers
97110 Abymes Dugazon. Téléphone : (16) 590-84-53-42

VACANCES-VOYAGES

- Soleil + Sports + Animation
St-Raphaël - St-Tropez
OASIS VILLAGES (94) 40-04-22.
- GABICCE MARE
Adriatique - Italie
HOTEL EXCELSIOR
Tél. 19 39541/961789
Vue sur la mer - Chambres et cft., sal., balcon - Accueil excellent
Hors saison, LIT. 22 000 - Juillet LIT. 28 000 - Août LIT. 32 000 et compris. Enfants jusqu'à 13 ans réduction de 50 %.
- MOLINES (Alpes du Sud) 1750 m - 2450 m.
Station village au cœur du parc naturel du Queyras. Un lieu privilégié (300 jours de soleil par an). Promenades sans limites dans un pays qui a su préserver sites et traditions. Tous types d'accueil. Avant vos prochaines vacances d'été, demandez une documentation au Bureau du Tourisme. 05390 Molines en Queyras. Tél. : (16.92) 45.83.22.
- AOUT DANS LES CÉVENNES
CAMP SPORTIF et de LOISIRS, enfants - adolescents (mixte)
TENNIS, ÉQUITATION (initiation, perfectionnement)
LA PELOUZE, 1 km. Pédale, 9129 MONTGERON. Tél. (6) 903-50-80

Spécial 1983

ET DU TOURISME

Services de la table

La table et les livres

A Amiens : César en ses champs

Le visiteur pourra ensuite se rendre dans trois maisons : la première paléolithique (époque de la chasse et de la cueillette), la deuxième néolithique (les débuts de l'agriculture), la troisième de l'âge du bronze (la métallurgie existe).

Un bâtiment caméléon

Une construction contemporaine, dite « bâtiment caméléon » parce qu'avec ses colonnes elle s'intègre parfaitement au paysage vallonné, est conçue par le sculpteur Bruno Labél, qui travaille en équipe avec un architecte, un économiste et un ingénieur technicien. Cet édifice de 57 mètres de long sur 33 mètres de large comprendra une salle d'exposition, un auditorium, une salle de réunions, une cafétéria, une salle de vente. Les laboratoires de biologie et de géologie y constitueront un centre de recherche de l'université de Picardie. La faune et la flore des marais, dont certains spécimens uniques, seront étudiés sur place.

[illegible]

Côté marais, on trouvera, également dessinés par Bruno Label, un arboretum et un jardin botanique-labyrinthe où seront visibles deux mille plantes. En plus, des sentiers de randonnée permettront la découverte d'une vie plus proche de nous dans le temps — une tourbière sera reconstituée — ou même carrément actuelle : une hutte de chasse aux oiseaux migrateurs.

SAMARA a toutes les qualités pour réussir : à la fois ambitieux et proche de l'homme, il devrait être un excellent pôle d'attraction dans cette verdoyante vallée de la Somme que l'on traverse souvent trop vite entre la cathédrale d'Amiens et la côte d'Ovale.

MICHEL CURIE.

PA 2000-01

ADALBERT VITALYUS.

Le Monde
 Directeur: Louis Germain
 Rédacteur en chef: Louis Germain
 Avec le supplément du dimanche
 Abonnements: 12 francs par an
 Vente au numéro: 1 franc

INDEX

[illegible]

Plaisirs de la table

La table et les livres

LES vacances sont occasion de lectures. Histoire, Mémoires, romans, selon son goût, sont occasion de rêver, méditer, se passionner ou s'instruire. Mais à l'usage des auberges espagnoles, on trouve aussi, dans les livres, ce qu'on y apporte. Je vous propose de lire ce qu'on y apporte de soi-même.

Moi, à travers l'anecdote ou l'aventure, je cherche souvent (souvent) la table. Le Molière de l'école, c'était : « Je vis de bonne soupe et non de bon langage », et plus tard j'ai trempé, avec Proust, ma moustache dans le thé et partagé le repas de nos d'Emma Bovary. Avant de rencontrer Balzac à table, de pendre la crémalière de Nana avec Zola et d'inviter mon ami Simon à la table de M^{me} Maigret.

Mes dernières lectures ? *Palme*, de Frédéric Grondel, quelque peu ennuyeux, se passe au Sicile. Et le héros se régale de paste avec le sard. Un plat sicilien typique qu'à l'exception de *La Main à la Pâte* (35, rue Saint-Honoré, téléphone : 506-85-73) aucun restaurant italien de Paris ne nous propose, hélas ! Il s'agit de petits macarons, revenus, gratinés, avec fenouil, pignons, raisins secs, anchois, oignons et sardines fraîches. Une merveille !

Las, dans le *Piège suisse* d'Edouard Chambost, imbroglie financier-policière qui laisse sceptique, on est d'autant plus que l'auteur donne une recette fausse du faisan Souvarov. Mais où commander un faisan Souvarov aujourd'hui ? Tel du moins qu'il doit être préparé et comme Alex Humbert, avant sa

retraite, savait chez Maxim's en préparer ?

Ce plat biden est déguisé à Genève. C'est à Genève aussi que fut assassiné « Sissi », dont Jean des Cars nous raconte, merveilleusement, la curieuse existence. Mais aussi il a retrouvé le menu du dîner qu'elle fit, chez la baronne de Rothschild, la veille de son assassinat. Et il nous donne ce document inédit : petites timbales à l'impériale, truffes, filets de bœuf jardinière, mousses de volaille Périgourdine, chaud-froid de perdreaux au Bellevue, crème glacée à la hongroise, sponges au citron, marquée au chocolat. J'ai recherché ce que pouvait bien être cette « sponged », « Favre », en son dictionnaire, l'écrit « sponged », et estime qu'il s'agit du nom italien du sorbet (qui se dit sorbetto). En fait, il devait s'agir d'un sorbet au citron à l'italienne, c'est-à-dire enrichi de meringue.

Heureux les grands reporters, s'ils sont gourmands : les voyages forment leur palais. Il en est ainsi des artistes. Le bon Fred Adison nous donne ses souvenirs : *Dans ma vie j'ai d'été musique*. Avec son orchestre célèbre (et avec les pompiers, avec les pompiers !), il a couru la France... des restaurants. Il aime la cuisine lyonnaise. Il fut l'ami de Fernand Point, qui faisait servir le café aux clients qui fumaient entre deux

plats : « Vous fumez, je croyais que vous aviez terminé ! ». Il a tenu des années, rue de Penthèvre, un aimable restaurant, le Cap Horn, où déjà, je crois bien, le saucisson (cervelas) lyonnais venait de chez Bobosse (M. Besson, à Saint-Jean-d'Ar-dèche). On se régala.

Voilà un livre roboratif et « nutritif » (comme eût dit Grimod). On n'en saurait dire autant de celui, de recettes pourtant, du « cuisinier breton » M. Paineau (de Questembert), qui entend : « élaborer un bilan de contrôle en cours de carrière (...), un auto-sondage relevant du meilleur institut de la région sur soi-même ». Cela le conduit à découvrir que la volaille « est un produit intéressant, très ouvert à la réflexion du praticien ». Cela de par son « côté négatif d'impersonnalité », laquelle doit être considérée comme « une ouverture de créativité ». De même, le poisson, pour lui, a « des facultés incommensurables dont les limites ne seront jamais atteintes ».

Nouvelle cuisine, que de crimes en son nom ! Pour nous en remettre, lisons *Juliette et l'instinct*, petit roman de Charles Trenet. Il y a là une vieille cuisinière, Josephine, qui avait « le secret de faire du bruit avec des oignons ».

Hé ! Ne serait-ce pas, tout simplement, celui de la bonne cuisine ?

LA REYNIERE.

Célébration du calmar

POUR la quatrième fois consécutive, la ville de Santa-Cruz (Californie) dédicace pendant un très long week-end l'art pour la gastronomie et fête son IV^e Festival international du calmar (1). Son créateur, Tom Brezzy, invite tous les admirateurs friands de cet étrange animal à le retrouver à l'Indie Joze (2), du 15 au 28 août.

Calmar ? Vous avez dit « calmar » ? Beurk ! Calmar-cauchemar. Des souvenirs de bestioles moelles en forme de tentacules monstrueux à 20 000 litres sous les mers vous hantent assés et la nausée vous guette... Foin de tout cela !

Au dire de T. Brezzy, l'ère du mollusque serait venue. C'est la gastronomie de l'avenir. Et d'ailleurs, des pays qui ne passent pas pour être spécialement incultes s'en régalaient depuis belle lurette : le Maroc, le Japon, en passant par l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Inde, le Vietnam, les Philippines. Entre autres.

Cette gastronomie vagabonde est piégée dans le livre de Joseph Schultz, *Calamari Cookbook* (3), joliment illustré par Beth Regard. La presse américaine, *Washington Post* en tête, a saisi l'importance du phénomène et parle de la « naissance d'une culture secondaire

[subculture] à Santa-Cruz », et des mamequins n'hésitent pas à poser avec des calmars autour du cou.

Pendant toute la durée du Festival, des démonstrations gratuites de recettes auront lieu, et le public sera invité à consommer 1 tonne de calmars sous toutes leurs formes : frite, hachée, mure, farcie. Et comme chaque événement aux Etats-Unis se transforme aussitôt en signes, des badges et des T-shirts célébreront aussi, à leur façon, cette nouvelle ère du calmar.

CHRISTIANE TRICOT.

Voici l'une de ces recettes :

La salade du pêcheur

Faire chauffer une tasse d'huile d'olive, y faire blondir des oignons coupés en rondelles avec de l'ail, du thym et du laurier. Ajouter une tasse de vinaigre de vin blanc, ainsi qu'une demi-tasse de vin blanc sec et une demi-tasse d'eau. Porter à ébullition et laisser mijoter pendant vingt minutes.

Verser les morceaux de calmars (environ 1 kilo) dans cette marinade avec une cuillerée à soupe de jus de citron. Couvrir et garder au réfrigérateur pendant vingt-quatre heures. Assaisonner selon le goût au moment de servir.

MAGAZINE PHILATÉLIQUE

recherche

JOURNALISTE

PHILATÉLISTE

pour poste à responsabilité.

Bonne expérience exigée.

Connaissance

de l'anglais indispensable,

autres langues souhaitées.

Ecrire au Journal, avec C.V.

et photo qui transmet au n° 9979.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUÉWIHR , 12, r. du Fg-Montmartre (9 ^e), 770-62-39. Fermé en août. ANTILLAISES PRINCE DES ILES , 9, r. des Boulangers (9 ^e). Colombo de requin. F/d-marché midi. Dîners d'été. 633-17-79. Fermé en août. LA BARBACANE , 13, rue Cal-Lemoine, 326-37-01. Matou du homard. Vend., sam. soir. Amb. folle. Fermé en août. AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL , 13, r. d'Artois, 8, 225-01-10. F/sam-dim. F/14 juillet au 11 sept. inclus. BEAUJOLAISES LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS , 14, rue de Castellane, 9, 265-41-56. F/dim. BOURGIGNONNES CHEZ PIERROT , 18, rue E-Marcel, 388-48-17-64. F/sam-dim. Cuisine bourgeoise. BRETONNES TY COX , 35, r. St-Georges, 878-42-95. F/dim/lu. Uniquement poissons, coquillages, crustacés. Ouvert tout l'été.	CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE JARDIN DU LOUVRE , 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. VOUTURIER. Déj. Din. Soupers jusqu'à 0 h 30. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE. Ouvert tout l'été. FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN , 37, r. François-I ^{er} , 723-54-62. Jusk. 22 h. Cadre élég. F/30 juillet au 29 août inclus. LAPEROUSE , 51, qu. Gds-Augustins, 326-68-04. Cadre anc. authent. Ouvert tout l'été. LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. Ouvert tout l'été. NORMANDES MANOIR NORMAND , 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dim. Langueurs, poissons au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale. PÉRIGOURDINES LE FRIANT , 40, r. Friant, 539-59-98. F/dim. Spéc. Périgord et poissons. F/août.	SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet 60 F. Confit 60 F. SUD-OUEST AU VIEUX PARIS , 2, pl. Panthéon (9 ^e). 354-79-22. PARKING. Sa cave. P.M.R. 100 F. Ouvert tout l'été. LE REPAIR DE CARTOUCHE , 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 ^e). F/22 juillet au 21 août. TOURANGELLES L'ESCAPADE EN TOURAINE , 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim. Fermé en août. FRUITS DE MER ET POISSONS DESSIRIER , spécialiste de l'histoire, 9, place Percier, 227-82-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour. Fermé en août. TOUR D'ARGENT , 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusk. 3 h 15 du matin. Fermé en août. Réouv. 5 sept. TOUR DE LYON , 1, rue de Lyon (12 ^e). P. 3 h à la gare. 344-88-30. Poissons, grillades. Jusk. 3 h 15 du matin. VÉGÉTARIENNES LE JARDIN au naturel, 100, r. Bac, 222-81-56. F/dim. Déj. din. Cadre de verdure. Ouvert tout l'été.	ARMÉNIENNES LA CAPPADOCE , 67 bis, quai A-Blaqui, Allortville, 575-05-30. Dîner d'été avec orch. et duo grec. BRÉSILIENNES GUY , 6, rue Mabillon, 6, 354-87-61. Prix de la spécialité étrangère de Paris pour 1978. F/7 août au 1 ^{er} sept. CHINOISES-THAILANDAISES CHEZ DIEP , 22, rue de Ponthieu (8 ^e). 256-23-96, t.l.j. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées, et gastronomie chinoise-vietnamienne. DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. F/août. FLORA DANICA, au agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, tél. ÉLY. 20-41. Ouvert tout l'été. ESPAGNOLES EL PICADOR , 80, boulevard des Capucines, 387-28-87. F/lu-di-mardi. Jusk. 100 couverts. Fermé en août. INDIENNES VISHNOU , ang. r. Volney, r. Daumou, 297-36-54, 297-36-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche.	INDRA , 10, r. Cdt-Rivière, F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI. ASHOKA , 5, rue Dr-Jacquemart-Clémenceau (15 ^e). T.l.j. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJA , 15, r. J.-Chaplain (6 ^e). CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M ^{re} Vavin. Ouvert tout l'été. MAROCAINES AISSA FILS , 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h à 0 h 30. F. d-lé. Tr. fin Couscous. Pastilla. Ré. à part. 17 h. Fermé en août. VIETNAMIENNES NEM , 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. Fermé en août.
---	--	---	---	---

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LAPEROUSE 51, quai des Grands-Augustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts. Ouvert tout l'été.

Ouvert après Minuit

TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille-12, 344-32-19. Grillades, poissons. F/août. Réouverture 5 sept.
ALSACE A PARIS - 326-89-36. 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e. T.l.j. Grillades. Choucroutes. Poissons. SALONS TERRASSE ENTOURÉE DE VERDURE. Ouvert tout l'été.
WEPLER, 14, pl. Clichy, 522-53-29. Son banc d'huitres, ses poissons.
LA CLOSURE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. Tr. les jours. Terrasse au plein air.

PROMOTIONS
Des prix sur des prix
"SPÉCIAL AOÛT"
Magasin distribution
FORUM DES HALLES, niveau 1, Paris 3^e
37, Bd MALESHERBES, Paris 8^e
GALAXIE, 40, av. d'Orléans, Paris 13^e
niveau 2
LA DÉFENSE, Centre les 4 Temps
Puteaux, niveau 1, r. du miroir

les gourmets
font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils
59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.7017
Mo. DAUMESNIL (PRIX ÉLEVÉS)

ALSACIENNES
AUBERGE DE RIQUÉWIHR, 12, r. du Fg-Montmartre (9^e), 770-62-39. Fermé en août.
ANTILLAISES
PRINCE DES ILES, 9, r. des Boulangers (9^e). Colombo de requin. F/d-marché midi. Dîners d'été. 633-17-79. Fermé en août.
LA BARBACANE, 13, rue Cal-Lemoine, 326-37-01. Matou du homard. Vend., sam. soir. Amb. folle. Fermé en août.
AUVERGNATES
ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 8, 225-01-10. F/sam-dim. F/14 juillet au 11 sept. inclus.
BEAUJOLAISES
LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS, 14, rue de Castellane, 9, 265-41-56. F/dim.
BOURGIGNONNES
CHEZ PIERROT, 18, rue E-Marcel, 388-48-17-64. F/sam-dim. Cuisine bourgeoise.
BRETONNES
TY COX, 35, r. St-Georges, 878-42-95. F/dim/lu. Uniquement poissons, coquillages, crustacés. Ouvert tout l'été.

CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE
JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. VOUTURIER. Déj. Din. Soupers jusqu'à 0 h 30. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE. Ouvert tout l'été.
FRANÇAISES TRADITIONNELLES
RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I^{er}, 723-54-62. Jusk. 22 h. Cadre élég. F/30 juillet au 29 août inclus.
LAPEROUSE, 51, qu. Gds-Augustins, 326-68-04. Cadre anc. authent. Ouvert tout l'été.
LYONNAISES
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. Ouvert tout l'été.
NORMANDES
MANOIR NORMAND, 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dim. Langueurs, poissons au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale.
PÉRIGOURDINES
LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-59-98. F/dim. Spéc. Périgord et poissons. F/août.

SARLADAISES
LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet 60 F. Confit 60 F.
SUD-OUEST
AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (9^e). 354-79-22. PARKING. Sa cave. P.M.R. 100 F. Ouvert tout l'été.
LE REPAIR DE CARTOUCHE, 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11^e). F/22 juillet au 21 août.
TOURANGELLES
L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim. Fermé en août.
FRUITS DE MER ET POISSONS
DESSIRIER, spécialiste de l'histoire, 9, place Percier, 227-82-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour. Fermé en août.
TOUR D'ARGENT, 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusk. 3 h 15 du matin. Fermé en août. Réouv. 5 sept.
TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12^e). P. 3 h à la gare. 344-88-30. Poissons, grillades. Jusk. 3 h 15 du matin.
VÉGÉTARIENNES
LE JARDIN au naturel, 100, r. Bac, 222-81-56. F/dim. Déj. din. Cadre de verdure. Ouvert tout l'été.

ARMÉNIENNES
LA CAPPADOCE, 67 bis, quai A-Blaqui, Allortville, 575-05-30. Dîner d'été avec orch. et duo grec.
BRÉSILIENNES
GUY, 6, rue Mabillon, 6, 354-87-61. Prix de la spécialité étrangère de Paris pour 1978. F/7 août au 1^{er} sept.
CHINOISES-THAILANDAISES
CHEZ DIEP, 22, rue de Ponthieu (8^e). 256-23-96, t.l.j. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées, et gastronomie chinoise-vietnamienne.
DANOISES ET SCANDINAVES
COPENHAGUE, 1^{er} étage. F/août. FLORA DANICA, au agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, tél. ÉLY. 20-41. Ouvert tout l'été.
ESPAGNOLES
EL PICADOR, 80, boulevard des Capucines, 387-28-87. F/lu-di-mardi. Jusk. 100 couverts. Fermé en août.
INDIENNES
VISHNOU, ang. r. Volney, r. Daumou, 297-36-54, 297-36-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche.

INDRA, 10, r. Cdt-Rivière, F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI.
ASHOKA, 5, rue Dr-Jacquemart-Clémenceau (15^e). T.l.j. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI.
INDIENNES-PAKISTANAISES
MAHARAJA, 15, r. J.-Chaplain (6^e). CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M^{re} Vavin. Ouvert tout l'été.
MAROCAINES
AISSA FILS, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h à 0 h 30. F. d-lé. Tr. fin Couscous. Pastilla. Ré. à part. 17 h. Fermé en août.
VIETNAMIENNES
NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e). 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. Fermé en août.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets
LAPEROUSE 51, quai des Grands-Augustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts. Ouvert tout l'été.
Ouvert après Minuit
TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille-12, 344-32-19. Grillades, poissons. F/août. Réouverture 5 sept.
ALSACE A PARIS - 326-89-36. 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e. T.l.j. Grillades. Choucroutes. Poissons. SALONS TERRASSE ENTOURÉE DE VERDURE. Ouvert tout l'été.
WEPLER, 14, pl. Clichy, 522-53-29. Son banc d'huitres, ses poissons.
LA CLOSURE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. Tr. les jours. Terrasse au plein air.

ADAMANT VITALE

J.P. 101.50

Jeux

échecs N° 1034

DANS UN TOURBILLON TACTIQUE

1. C3 g6 15. Dd8+ Rg7
2. d4 Fg7 16. Cc4 Fxh2 (1)
3. d5 Cxh2 (1) 17. Cxh2 (1) 18. d6
4. Fd2 Cx6 (1)
5. Cc3 18. Dd7+ Rb6
6. a4 19. g4 (n) Fh6 (n)
7. h3 (b) 20. Td1 Cx6 (n)
8. a4 21. Td6 (n) Fxh6
9. Fd3 (n) 22. Dxc6 Cc5 (n)
10. Fxh4 (n) Td8 23. g5+ Rb5
11. Td1 Cxh4 (n) 24. Fd2 Td8 (n)
12. Fd4 (n) Cb5 (n) 25. Cxh4+ Rb4
13. Fd4 (n) Td1+ 26. Cc5+ gxf5 (n)
14. Dd1 Fxh2 27. Dd6 mat.

NOTES

a) Une autre idée consiste en 6... Fg4 : par exemple, 7. h3, Fx3 : 8. Fx3, Cc6 ; 9. Fg5, h6 ; 10. Fd3, e5 ; 11. dx6, dx6 ; 12. Cc2 (Vassiloukov-Tchoukova, U.R.S.S., 1982) ou 7. Fd3, Cb-d7 ; 8. h3, Fx3 : 9. Fx3, e5 ; 10. g5, e6 ; 11. Cc5 ; 12. Dd2 (Karpov - Nunn, Tilburg, 1982) ou encore 7. Fd3, Cc6 ; 8. Dd2, Td8 ; 9. Tf-d1, a6 ; 10. Tf-d1, Fx3 : 11. Fx3, e5 ; 12. dx6, dx6 ; 13. Cc4, Dd7 ; 14. g5 (Karpov - Spassky, Hambourg, 1982). A noter l'événement du 50^e Championnat de l'U.R.S.S., la perte de Karpov avec les Blancs contre le joueur peu connu de Tbilissi, âgé de vingt-trois ans, Durbat Azmalparashvili, sa seule partie perdue après 7. Fd3, Cc6 ; 8. Dd2, e5 ;

9. d5, Cc7 ; 10. Tf-d1, b5 ! une nouveauté surprise : 11. a3 (si 11. Fxh5, Fx3 : 12. gxf3, Cx5) ; 12. b4, axb4 ; 13. axb4, Ta3 ; 14. Fg5, Txc3 ; 15. Fxh6, Fx3 : 16. Fx3, Ta3 ; 17. Fxg7, Rxc7 ; 18. Ta1, Dd8 ; 19. Ta2, Dxc3 ; 20. Fd2, Dd2 ; 21. Ta1, f3 ; 22. exf3, Cx5 ; 23. e3, Dxc2 ; 24. Txd2, Ta8 ; 25. Fxh6, Ta1 ; 26. Tc2, Cc7 ; 27. Dc, Fxh4 ; 28. Fg6, Cc5 ; 29. Rf2, Cc3 ; 30. Tg1, Rf6 ; 31. g5, Rf5 ; et les Blancs l'emportent au quarantième coup.

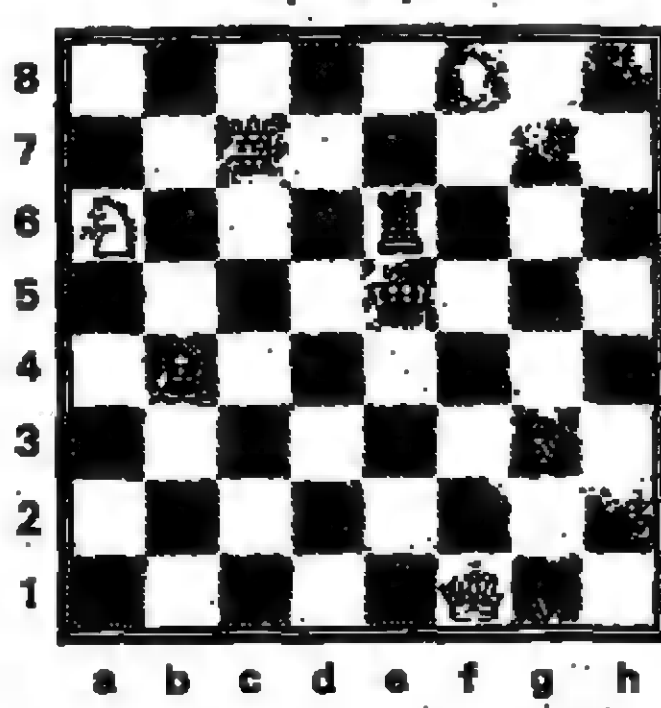
b) Ou 7. a4, Dg7 ; 8. Fd3, e5 ; 9. dx6, dx6 ; 10. Cc2 avec un léger avantage aux Blancs.
c) Ou 9. Td1, Cb-d7 ; 10. Fd3, dx6 ; 11. Fd4, Td8 ; 12. Cc2, b6 ; 13. Cc4, Td6 ; 14. f3 (Short - Van Wijk, Amsterdam, 1982), qui semble supérieur à l'échange 9. dx6, dx6 ; 10. Fd3, Cc5 ; 11. a5, Cc4 ; 12. Cc2 ; Fd6 ; 13. Cc4, Td8 ; 14. Dd1, Cx7, suite qui donne aux Blancs un jeu actif.
d) 10. Cc4 était attendu.
e) L'occupation du sacrifice de pion va entraîner les Blancs dans un dangereux tourbillon tactique ; la sagesse recommandait d'entrer dans la variante 11... Cb-d7 ; 12. Ff1.
f) Brusquement, l'énorme avantage de développement des Blancs apparaît au grand jour.

h) Une défense peu agréable, mais 12... d5 n'est pas meilleur : 13. Cx6, dx6 ; 14. Cc5, Td7 ; 15. Cx7, Txf7 ; 16. Txd1, Dd8 ; 17. Fc5, Dxd1+ ; 18. Txd1 avec un gain rapide. Sur 12... d5, la suite 15. Fxh4, gxf5 ; 14. Cx6, Dd8 ; 15. Fxg7 est également suffisante.
i) Et maintenant surgit l'engagement dans lequel le R noir est irrémédiablement happé.
j) Que faire ? Si 16... Dd7 ; 17. Cxh6, Rxf6 ; 18. Dd8+ ; si 16... Dd8 ; 17. Dxc7+ ; si 16... d5 ; 17. Cxh6, Rxf6 ; 18. Td1, Fd6 ; 19. Dd8+ ; 20. Cg5 avec une attaque insupportable (selon le vainqueur, 20... Df8 ; 21. Cxh6, Fxh6 ; 22. Fd3, Df7 ; 23. Td3).
k) Une pluie de sacrifices.
l) Si 17... Fxal ; 18. Cx7, g5 ; 19. Dd8+ ; 20. Fd3+ ; 21. Cg5+ ; 22. Dxc7+ ; 23. Dg8+ ; 24. Df7+ ; 25. Df8+ ; 26. Ff5 mat. ou bien 17... Dd7 ; 18. Td1 ; 19. Cxh6+ ; 20. Cg7 ou 18... Cc6 ; 19. Cxh6, Dd8 ; 20. Txc6, Cg7 ; 21. Td7, Txc6 ; 22. Txf7+.
m) Menace mat en deux coups.
n) 19... Fxg4 ne survient rien comme l'indique Normant : 20. h3, Fx1 ; 21. g5+ ; 22. Dxc7+ ; 23. Rg4 ; 24. Dd3+ ; 25. Rf4 ; 26. Dd3+ ; 27. Dd6.

ÉTUDE

F. RICHTER

(1954)



BLANCS (4) : Rf1, Tg7, Ff8, Cc6.
NOIRS (3) : Rf5, Td6, Fb4.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1033 (A. Tchoukova, 1983. Memorial Planov) (Blancs : Rf2, Fc1, Ph2, a2, h2. Noirs : Rd4, Dd5, Fd6, b5, f5.)
1. Ff6+ ; Rf4 ; (1. Rf4 ; 2. b3+ ; Rg5 ; 3. b4+ ; Rxb4 ; 4. Fc3+ ; Rf4 ; 5. a3 ; 6. a4 ; 7. Ff6+ ; 8. Cc3+ ; Rf4 ; 9. a3 ; 10. a4 ; 11. Ff6+ ; 12. Rf2 ; 13. Rf3 ; 14. Dd3+ ; 15. Rf4 ; 16. Dd3 ; 17. Rf3 ; 18. Dd3+ ; 19. Rf4 ; 20. Dd3 ; 21. Rf3 ; 22. Dd3+ ; 23. Rf4 ; 24. Dd3 ; 25. Rf3 ; 26. Dd3+ ; 27. Rf4 ; 28. Dd3 ; 29. Rf3 ; 30. Dd3+ ; 31. Rf4 ; 32. Dd3 ; 33. Rf3 ; 34. Dd3+ ; 35. Rf4 ; 36. Dd3 ; 37. Rf3 ; 38. Dd3+ ; 39. Rf4 ; 40. Dd3 ; 41. Rf3 ; 42. Dd3+ ; 43. Rf4 ; 44. Dd3 ; 45. Rf3 ; 46. Dd3+ ; 47. Rf4 ; 48. Dd3 ; 49. Rf3 ; 50. Dd3+ ; 51. Rf4 ; 52. Dd3 ; 53. Rf3 ; 54. Dd3+ ; 55. Rf4 ; 56. Dd3 ; 57. Rf3 ; 58. Dd3+ ; 59. Rf4 ; 60. Dd3 ; 61. Rf3 ; 62. Dd3+ ; 63. Rf4 ; 64. Dd3 ; 65. Rf3 ; 66. Dd3+ ; 67. Rf4 ; 68. Dd3 ; 69. Rf3 ; 70. Dd3+ ; 71. Rf4 ; 72. Dd3 ; 73. Rf3 ; 74. Dd3+ ; 75. Rf4 ; 76. Dd3 ; 77. Rf3 ; 78. Dd3+ ; 79. Rf4 ; 80. Dd3 ; 81. Rf3 ; 82. Dd3+ ; 83. Rf4 ; 84. Dd3 ; 85. Rf3 ; 86. Dd3+ ; 87. Rf4 ; 88. Dd3 ; 89. Rf3 ; 90. Dd3+ ; 91. Rf4 ; 92. Dd3 ; 93. Rf3 ; 94. Dd3+ ; 95. Rf4 ; 96. Dd3 ; 97. Rf3 ; 98. Dd3+ ; 99. Rf4 ; 100. Dd3 ; 101. Rf3 ; 102. Dd3+ ; 103. Rf4 ; 104. Dd3 ; 105. Rf3 ; 106. Dd3+ ; 107. Rf4 ; 108. Dd3 ; 109. Rf3 ; 110. Dd3+ ; 111. Rf4 ; 112. Dd3 ; 113. Rf3 ; 114. Dd3+ ; 115. Rf4 ; 116. Dd3 ; 117. Rf3 ; 118. Dd3+ ; 119. Rf4 ; 120. Dd3 ; 121. Rf3 ; 122. Dd3+ ; 123. Rf4 ; 124. Dd3 ; 125. Rf3 ; 126. Dd3+ ; 127. Rf4 ; 128. Dd3 ; 129. Rf3 ; 130. Dd3+ ; 131. Rf4 ; 132. Dd3 ; 133. Rf3 ; 134. Dd3+ ; 135. Rf4 ; 136. Dd3 ; 137. Rf3 ; 138. Dd3+ ; 139. Rf4 ; 140. Dd3 ; 141. Rf3 ; 142. Dd3+ ; 143. Rf4 ; 144. Dd3 ; 145. Rf3 ; 146. Dd3+ ; 147. Rf4 ; 148. Dd3 ; 149. Rf3 ; 150. Dd3+ ; 151. Rf4 ; 152. Dd3 ; 153. Rf3 ; 154. Dd3+ ; 155. Rf4 ; 156. Dd3 ; 157. Rf3 ; 158. Dd3+ ; 159. Rf4 ; 160. Dd3 ; 161. Rf3 ; 162. Dd3+ ; 163. Rf4 ; 164. Dd3 ; 165. Rf3 ; 166. Dd3+ ; 167. Rf4 ; 168. Dd3 ; 169. Rf3 ; 170. Dd3+ ; 171. Rf4 ; 172. Dd3 ; 173. Rf3 ; 174. Dd3+ ; 175. Rf4 ; 176. Dd3 ; 177. Rf3 ; 178. Dd3+ ; 179. Rf4 ; 180. Dd3 ; 181. Rf3 ; 182. Dd3+ ; 183. Rf4 ; 184. Dd3 ; 185. Rf3 ; 186. Dd3+ ; 187. Rf4 ; 188. Dd3 ; 189. Rf3 ; 190. Dd3+ ; 191. Rf4 ; 192. Dd3 ; 193. Rf3 ; 194. Dd3+ ; 195. Rf4 ; 196. Dd3 ; 197. Rf3 ; 198. Dd3+ ; 199. Rf4 ; 200. Dd3 ; 201. Rf3 ; 202. Dd3+ ; 203. Rf4 ; 204. Dd3 ; 205. Rf3 ; 206. Dd3+ ; 207. Rf4 ; 208. Dd3 ; 209. Rf3 ; 210. Dd3+ ; 211. Rf4 ; 212. Dd3 ; 213. Rf3 ; 214. Dd3+ ; 215. Rf4 ; 216. Dd3 ; 217. Rf3 ; 218. Dd3+ ; 219. Rf4 ; 220. Dd3 ; 221. Rf3 ; 222. Dd3+ ; 223. Rf4 ; 224. Dd3 ; 225. Rf3 ; 226. Dd3+ ; 227. Rf4 ; 228. Dd3 ; 229. Rf3 ; 230. Dd3+ ; 231. Rf4 ; 232. Dd3 ; 233. Rf3 ; 234. Dd3+ ; 235. Rf4 ; 236. Dd3 ; 237. Rf3 ; 238. Dd3+ ; 239. Rf4 ; 240. Dd3 ; 241. Rf3 ; 242. Dd3+ ; 243. Rf4 ; 244. Dd3 ; 245. Rf3 ; 246. Dd3+ ; 247. Rf4 ; 248. Dd3 ; 249. Rf3 ; 250. Dd3+ ; 251. Rf4 ; 252. Dd3 ; 253. Rf3 ; 254. Dd3+ ; 255. Rf4 ; 256. Dd3 ; 257. Rf3 ; 258. Dd3+ ; 259. Rf4 ; 260. Dd3 ; 261. Rf3 ; 262. Dd3+ ; 263. Rf4 ; 264. Dd3 ; 265. Rf3 ; 266. Dd3+ ; 267. Rf4 ; 268. Dd3 ; 269. Rf3 ; 270. Dd3+ ; 271. Rf4 ; 272. Dd3 ; 273. Rf3 ; 274. Dd3+ ; 275. Rf4 ; 276. Dd3 ; 277. Rf3 ; 278. Dd3+ ; 279. Rf4 ; 280. Dd3 ; 281. Rf3 ; 282. Dd3+ ; 283. Rf4 ; 284. Dd3 ; 285. Rf3 ; 286. Dd3+ ; 287. Rf4 ; 288. Dd3 ; 289. Rf3 ; 290. Dd3+ ; 291. Rf4 ; 292. Dd3 ; 293. Rf3 ; 294. Dd3+ ; 295. Rf4 ; 296. Dd3 ; 297. Rf3 ; 298. Dd3+ ; 299. Rf4 ; 300. Dd3 ; 301. Rf3 ; 302. Dd3+ ; 303. Rf4 ; 304. Dd3 ; 305. Rf3 ; 306. Dd3+ ; 307. Rf4 ; 308. Dd3 ; 309. Rf3 ; 310. Dd3+ ; 311. Rf4 ; 312. Dd3 ; 313. Rf3 ; 314. Dd3+ ; 315. Rf4 ; 316. Dd3 ; 317. Rf3 ; 318. Dd3+ ; 319. Rf4 ; 320. Dd3 ; 321. Rf3 ; 322. Dd3+ ; 323. Rf4 ; 324. Dd3 ; 325. Rf3 ; 326. Dd3+ ; 327. Rf4 ; 328. Dd3 ; 329. Rf3 ; 330. Dd3+ ; 331. Rf4 ; 332. Dd3 ; 333. Rf3 ; 334. Dd3+ ; 335. Rf4 ; 336. Dd3 ; 337. Rf3 ; 338. Dd3+ ; 339. Rf4 ; 340. Dd3 ; 341. Rf3 ; 342. Dd3+ ; 343. Rf4 ; 344. Dd3 ; 345. Rf3 ; 346. Dd3+ ; 347. Rf4 ; 348. Dd3 ; 349. Rf3 ; 350. Dd3+ ; 351. Rf4 ; 352. Dd3 ; 353. Rf3 ; 354. Dd3+ ; 355. Rf4 ; 356. Dd3 ; 357. Rf3 ; 358. Dd3+ ; 359. Rf4 ; 360. Dd3 ; 361. Rf3 ; 362. Dd3+ ; 363. Rf4 ; 364. Dd3 ; 365. Rf3 ; 366. Dd3+ ; 367. Rf4 ; 368. Dd3 ; 369. Rf3 ; 370. Dd3+ ; 371. Rf4 ; 372. Dd3 ; 373. Rf3 ; 374. Dd3+ ; 375. Rf4 ; 376. Dd3 ; 377. Rf3 ; 378. Dd3+ ; 379. Rf4 ; 380. Dd3 ; 381. Rf3 ; 382. Dd3+ ; 383. Rf4 ; 384. Dd3 ; 385. Rf3 ; 386. Dd3+ ; 387. Rf4 ; 388. Dd3 ; 389. Rf3 ; 390. Dd3+ ; 391. Rf4 ; 392. Dd3 ; 393. Rf3 ; 394. Dd3+ ; 395. Rf4 ; 396. Dd3 ; 397. Rf3 ; 398. Dd3+ ; 399. Rf4 ; 400. Dd3 ; 401. Rf3 ; 402. Dd3+ ; 403. Rf4 ; 404. Dd3 ; 405. Rf3 ; 406. Dd3+ ; 407. Rf4 ; 408. Dd3 ; 409. Rf3 ; 410. Dd3+ ; 411. Rf4 ; 412. Dd3 ; 413. Rf3 ; 414. Dd3+ ; 415. Rf4 ; 416. Dd3 ; 417. Rf3 ; 418. Dd3+ ; 419. Rf4 ; 420. Dd3 ; 421. Rf3 ; 422. Dd3+ ; 423. Rf4 ; 424. Dd3 ; 425. Rf3 ; 426. Dd3+ ; 427. Rf4 ; 428. Dd3 ; 429. Rf3 ; 430. Dd3+ ; 431. Rf4 ; 432. Dd3 ; 433. Rf3 ; 434. Dd3+ ; 435. Rf4 ; 436. Dd3 ; 437. Rf3 ; 438. Dd3+ ; 439. Rf4 ; 440. Dd3 ; 441. Rf3 ; 442. Dd3+ ; 443. Rf4 ; 444. Dd3 ; 445. Rf3 ; 446. Dd3+ ; 447. Rf4 ; 448. Dd3 ; 449. Rf3 ; 450. Dd3+ ; 451. Rf4 ; 452. Dd3 ; 453. Rf3 ; 454. Dd3+ ; 455. Rf4 ; 456. Dd3 ; 457. Rf3 ; 458. Dd3+ ; 459. Rf4 ; 460. Dd3 ; 461. Rf3 ; 462. Dd3+ ; 463. Rf4 ; 464. Dd3 ; 465. Rf3 ; 466. Dd3+ ; 467. Rf4 ; 468. Dd3 ; 469. Rf3 ; 470. Dd3+ ; 471. Rf4 ; 472. Dd3 ; 473. Rf3 ; 474. Dd3+ ; 475. Rf4 ; 476. Dd3 ; 477. Rf3 ; 478. Dd3+ ; 479. Rf4 ; 480. Dd3 ; 481. Rf3 ; 482. Dd3+ ; 483. Rf4 ; 484. Dd3 ; 485. Rf3 ; 486. Dd3+ ; 487. Rf4 ; 488. Dd3 ; 489. Rf3 ; 490. Dd3+ ; 491. Rf4 ; 492. Dd3 ; 493. Rf3 ; 494. Dd3+ ; 495. Rf4 ; 496. Dd3 ; 497. Rf3 ; 498. Dd3+ ; 499. Rf4 ; 500. Dd3 ; 501. Rf3 ; 502. Dd3+ ; 503. Rf4 ; 504. Dd3 ; 505. Rf3 ; 506. Dd3+ ; 507. Rf4 ; 508. Dd3 ; 509. Rf3 ; 510. Dd3+ ; 511. Rf4 ; 512. Dd3 ; 513. Rf3 ; 514. Dd3+ ; 515. Rf4 ; 516. Dd3 ; 517. Rf3 ; 518. Dd3+ ; 519. Rf4 ; 520. Dd3 ; 521. Rf3 ; 522. Dd3+ ; 523. Rf4 ; 524. Dd3 ; 525. Rf3 ; 526. Dd3+ ; 527. Rf4 ; 528. Dd3 ; 529. Rf3 ; 530. Dd3+ ; 531. Rf4 ; 532. Dd3 ; 533. Rf3 ; 534. Dd3+ ; 535. Rf4 ; 536. Dd3 ; 537. Rf3 ; 538. Dd3+ ; 539. Rf4 ; 540. Dd3 ; 541. Rf3 ; 542. Dd3+ ; 543. Rf4 ; 544. Dd3 ; 545. Rf3 ; 546. Dd3+ ; 547. Rf4 ; 548. Dd3 ; 549. Rf3 ; 550. Dd3+ ; 551. Rf4 ; 552. Dd3 ; 553. Rf3 ; 554. Dd3+ ; 555. Rf4 ; 556. Dd3 ; 557. Rf3 ; 558. Dd3+ ; 559. Rf4 ; 560. Dd3 ; 561. Rf3 ; 562. Dd3+ ; 563. Rf4 ; 564. Dd3 ; 565. Rf3 ; 566. Dd3+ ; 567. Rf4 ; 568. Dd3 ; 569. Rf3 ; 570. Dd3+ ; 571. Rf4 ; 572. Dd3 ; 573. Rf3 ; 574. Dd3+ ; 575. Rf4 ; 576. Dd3 ; 577. Rf3 ; 578. Dd3+ ; 579. Rf4 ; 580. Dd3 ; 581. Rf3 ; 582. Dd3+ ; 583. Rf4 ; 584. Dd3 ; 585. Rf3 ; 586. Dd3+ ; 587. Rf4 ; 588. Dd3 ; 589. Rf3 ; 590. Dd3+ ; 591. Rf4 ; 592. Dd3 ; 593. Rf3 ; 594. Dd3+ ; 595. Rf4 ; 596. Dd3 ; 597. Rf3 ; 598. Dd3+ ; 599. Rf4 ; 600. Dd3 ; 601. Rf3 ; 602. Dd3+ ; 603. Rf4 ; 604. Dd3 ; 605. Rf3 ; 606. Dd3+ ; 607. Rf4 ; 608. Dd3 ; 609. Rf3 ; 610. Dd3+ ; 611. Rf4 ; 612. Dd3 ; 613. Rf3 ; 614. Dd3+ ; 615. Rf4 ; 616. Dd3 ; 617. Rf3 ; 618. Dd3+ ; 619. Rf4 ; 620. Dd3 ; 621. Rf3 ; 622. Dd3+ ; 623. Rf4 ; 624. Dd3 ; 625. Rf3 ; 626. Dd3+ ; 627. Rf4 ; 628. Dd3 ; 629. Rf3 ; 630. Dd3+ ; 631. Rf4 ; 632. Dd3 ; 633. Rf3 ; 634. Dd3+ ; 635. Rf4 ; 636. Dd3 ; 637. Rf3 ; 638. Dd3+ ; 639. Rf4 ; 640. Dd3 ; 641. Rf3 ; 642. Dd3+ ; 643. Rf4 ; 644. Dd3 ; 645. Rf3 ; 646. Dd3+ ; 647. Rf4 ; 648. Dd3 ; 649. Rf3 ; 650. Dd3+ ; 651. Rf4 ; 652. Dd3 ; 653. Rf3 ; 654. Dd3+ ; 655. Rf4 ; 656. Dd3 ; 657. Rf3 ; 658. Dd3+ ; 659. Rf4 ; 660. Dd3 ; 661. Rf3 ; 662. Dd3+ ; 663. Rf4 ; 664. Dd3 ; 665. Rf3 ; 666. Dd3+ ; 667. Rf4 ; 668. Dd3 ; 669. Rf3 ; 670. Dd3+ ; 671. Rf4 ; 672. Dd3 ; 673. Rf3 ; 674. Dd3+ ; 675. Rf4 ; 676. Dd3 ; 677. Rf3 ; 678. Dd3+ ; 679. Rf4 ; 680. Dd3 ; 681. Rf3 ; 682. Dd3+ ; 683. Rf4 ; 684. Dd3 ; 685. Rf3 ; 686. Dd3+ ; 687. Rf4 ; 688. Dd3 ; 689. Rf3 ; 690. Dd3+ ; 691. Rf4 ; 692. Dd3 ; 693. Rf3 ; 694. Dd3+ ; 695. Rf4 ; 696. Dd3 ; 697. Rf3 ; 698. Dd3+ ; 699. Rf4 ; 700. Dd3 ; 701. Rf3 ; 702. Dd3+ ; 703. Rf4 ; 704. Dd3 ; 705. Rf3 ; 706. Dd3+ ; 707. Rf4 ; 708. Dd3 ; 709. Rf3 ; 710. Dd3+ ; 711. Rf4 ; 712. Dd3 ; 713. Rf3 ; 714. Dd3+ ; 715. Rf4 ; 716. Dd3 ; 717. Rf3 ; 718. Dd3+ ; 719. Rf4 ; 720. Dd3 ; 721. Rf3 ; 722. Dd3+ ; 723. Rf4 ; 724. Dd3 ; 725. Rf3 ; 726. Dd3+ ; 727. Rf4 ; 728. Dd3 ; 729. Rf3 ; 730. Dd3+ ; 731. Rf4 ; 732. Dd3 ; 733. Rf3 ; 734. Dd3+ ; 735. Rf4 ; 736. Dd3 ; 737. Rf3 ; 738. Dd3+ ; 739. Rf4 ; 740. Dd3 ; 741. Rf3 ; 742. Dd3+ ; 743. Rf4 ; 744. Dd3 ; 745. Rf3 ; 746. Dd3+ ; 747. Rf4 ; 748. Dd3 ; 749. Rf3 ; 750. Dd3+ ; 751. Rf4 ; 752. Dd3 ; 753. Rf3 ; 754. Dd3+ ; 755. Rf4 ; 756. Dd3 ; 757. Rf3 ; 758. Dd3+ ; 759. Rf4 ; 760. Dd3 ; 761. Rf3 ; 762. Dd3+ ; 763. Rf4 ; 764. Dd3 ; 765. Rf3 ; 766. Dd3+ ; 767. Rf4 ; 768. Dd3 ; 769. Rf3 ; 770. Dd3+ ; 771. Rf4 ; 772. Dd3 ; 773. Rf3 ; 774. Dd3+ ; 775. Rf4 ; 776. Dd3 ; 777. Rf3 ; 778. Dd3+ ; 779. Rf4 ; 780. Dd3 ; 781. Rf3 ; 782. Dd3+ ; 783. Rf4 ; 784. Dd3 ; 785. Rf3 ; 786. Dd3+ ; 787. Rf4 ; 788. Dd3 ; 789. Rf3 ; 790. Dd3+ ; 791. Rf4 ; 792. Dd3 ; 793. Rf3 ; 794. Dd3+ ; 795. Rf4 ; 796. Dd3 ; 797. Rf3 ; 798. Dd3+ ; 799. Rf4 ; 800. Dd3 ; 801. Rf3 ; 802. Dd3+ ; 803. Rf4 ; 804. Dd3 ; 805. Rf3 ; 806. Dd3+ ; 807. Rf4 ; 808. Dd3 ; 809. Rf3 ; 810. Dd3+ ; 811. Rf4 ; 812. Dd3 ; 813. Rf3 ; 814. Dd3+ ; 815. Rf4 ; 816. Dd3 ; 817. Rf3 ; 818. Dd3+ ; 819. Rf4 ; 820. Dd3 ; 821. Rf3 ; 822. Dd3+ ; 823. Rf4 ; 824. Dd3 ; 825. Rf3 ; 826. Dd3+ ; 827. Rf4 ; 828. Dd3 ; 829. Rf3 ; 830. Dd3+ ; 831. Rf4 ; 832. Dd3 ; 833. Rf3 ; 834. Dd3+ ; 835. Rf4 ; 836. Dd3 ; 837. Rf3 ; 838. Dd3+ ; 839. Rf4 ; 840. Dd3 ; 841. Rf3 ; 842. Dd3+ ; 843. Rf4 ; 844. Dd3 ; 845. Rf3 ; 846. Dd3+ ; 847. Rf4 ; 848. Dd3 ; 849. Rf3 ; 850. Dd3+ ; 851. Rf4 ; 852. Dd3 ; 853. Rf3 ; 854. Dd3+ ; 855. Rf4 ; 856. Dd3 ; 857. Rf3 ; 858. Dd3+ ; 859. Rf4 ; 860. Dd3 ; 861. Rf3 ; 862. Dd3+ ; 863. Rf4 ; 864. Dd3 ; 865. Rf3 ; 866. Dd3+ ; 867. Rf4 ; 868. Dd3 ; 869. Rf3 ; 870. Dd3+ ; 871. Rf4 ; 872. Dd3 ; 873. Rf3 ; 874. Dd3+ ; 875. Rf4 ; 876. Dd3 ; 877. Rf3 ; 878. Dd3+ ; 879. Rf4 ; 880. Dd3 ; 881. Rf3 ; 882. Dd3+ ; 883. Rf4 ; 884. Dd3 ; 885. Rf3 ; 886. Dd3+ ; 887. Rf4 ; 888. Dd3 ; 889. Rf3 ; 890. Dd3+ ; 891. Rf4 ; 892. Dd3 ; 893. Rf3 ; 894. Dd3+ ; 895. Rf4 ; 896. Dd3 ; 897. Rf3 ; 898. Dd3+ ; 899. Rf4 ; 900. Dd3 ; 901. Rf3 ; 902. Dd3+ ; 903. Rf4 ; 904. Dd3 ; 905. Rf3 ; 906. Dd3+ ; 907. Rf4 ; 908. Dd3 ; 909. Rf3 ; 910. Dd3+ ; 911. Rf4 ; 912. Dd3 ; 913. Rf3 ; 914. Dd3+ ; 915. Rf4 ; 916. Dd3 ; 917. Rf3 ; 918. Dd3+ ; 919. Rf4 ; 920. Dd3 ; 921. Rf3 ; 922. Dd3+ ; 923. Rf4 ; 924. Dd3 ; 925. Rf3 ; 926. Dd3+ ; 927. Rf4 ; 928. Dd3 ; 929. Rf3 ; 930. Dd3+ ; 931. Rf4 ; 932. Dd3 ; 933. Rf3 ; 934. Dd3+ ; 935. Rf4 ; 936. Dd3 ; 937. Rf3 ; 938. Dd3+ ; 939. Rf4 ; 940. Dd3 ; 941. Rf3 ; 942. Dd3+ ; 943. Rf4 ; 944. Dd3 ; 945. Rf3 ; 946. Dd3+ ; 947. Rf4 ; 948. Dd3 ; 949. Rf3 ; 950. Dd3+ ; 951. Rf4 ; 952. Dd3 ; 953. Rf3 ; 954. Dd3+ ; 955. Rf4 ; 956. Dd3 ; 957. Rf3 ; 958. Dd3+ ; 959. Rf4 ; 960. Dd3 ; 961. Rf3 ; 962. Dd3+ ; 963. Rf4 ; 964. Dd3 ; 965. Rf3 ; 966. Dd3+ ; 967. Rf4 ; 968. Dd3 ; 969. Rf3 ; 970. Dd3+ ; 971. Rf4 ; 972. Dd3 ; 973. Rf3 ; 974. Dd3+ ; 975. Rf4 ; 976. Dd3 ; 977. Rf3 ; 978. Dd3+ ; 979. Rf4 ; 980. Dd3 ; 981. Rf3 ; 982. Dd3+ ; 983. Rf4 ; 984. Dd3 ; 985. Rf3 ; 986. Dd3+ ; 987. Rf4 ; 988. Dd3 ; 989. Rf3 ; 990. Dd3+ ; 991. Rf4 ; 992. Dd3 ; 993. Rf3 ; 994. Dd3+ ; 995. Rf4 ; 996. Dd3 ; 997. Rf3 ; 998. Dd3+ ; 999. Rf4 ; 1000. Dd3 ; 1001. Rf3 ; 1002. Dd3+ ; 1003. Rf4 ; 1004. Dd3 ; 1005. Rf3 ; 1006. Dd3+ ; 1007. Rf4 ; 1008. Dd3 ; 1009. Rf3 ; 1010. Dd3+ ; 1011. Rf4 ; 1012. Dd3 ; 1013. Rf3 ; 1014. Dd3+ ; 1015. Rf4 ; 1016. Dd3 ; 1017. Rf3 ; 1018. Dd3+ ; 1019. Rf4 ; 1020. Dd3 ; 1021. Rf3 ; 1022. Dd3+ ; 1023. Rf4 ; 1024. Dd3 ; 1025. Rf3 ; 1026. Dd3+ ; 1027. Rf4 ; 1028. Dd3 ; 1029. Rf3 ; 1030. Dd3+ ; 1031. Rf4 ; 1032. Dd3 ; 1033. Rf3 ; 1034. Dd3+ ; 1035. Rf4 ; 1036. Dd3 ; 1037. Rf3 ; 1038. Dd3+ ; 1039. Rf4 ; 1040. Dd3 ; 1041. Rf3 ; 1042. Dd3+ ; 1043. Rf4 ; 1

Le Monde

culture

CINÉMA

« ÉQUATEUR », de Serge Gainsbourg

Les Blancs malades de l'Afrique noire

On s'était battu, au Festival de Cannes, pour assister à l'unique projection d'*Équateur*, présenté, hors concours, dans la sélection officielle. La personnalité de Gainsbourg attirait l'attention, un peu scandaleuse (les scènes érotiques entre Francis Huster et Barbara Sukowa) comme l'aimant attirait le fer. Les avis furent très partagés. D'autant que les festivaliers n'avaient pas tous, sous la main, le *Coup de foudre* roman de Simonon dont le film est l'adaptation.

Or, justement, le choix de ce roman par Gainsbourg est très important. On va pouvoir, à présent, s'en rendre compte. Le cinéaste y a trouvé « l'histoire d'ailleurs », mais qui l'avait entendue, à Cannes ? — un thème déjà traité par lui dans *Je t'aime moi non plus*, sa dernière œuvre cinématographique : les rapports impossibles entre l'homme et la femme.

Ici, la femme, Adèle, ténacière d'un hôtel louche de Libreville, est la plus forte. Elle tient sous son empire sexuelle Timar, jeune homme noir venant au Gabon dans l'intention d'y faire fortune. Elle lui ment, se sert de lui, le détruit moralement parce qu'elle représente l'Afrique noire de l'époque coloniale, dont Timar, l'idéaliste, n'a pas su, pas voulu, jouer le jeu. Et, si l'intrigue de Simonon est dépeçée des années 30 aux années 50 (un portrait du président Aurélien dans un bureau officiel l'indiquera rapidement), Gainsbourg en a gardé le sens : les colons blancs du Gabon, même s'ils appartiennent à divers milieux, sont tous liés par une complicité tacite. La vérité sur l'assassinat d'un noir doit être éconifiée. Aux trafics de l'administration française s'ajoute le ciment du racisme dont tous ces Blancs sont comme naturellement malades.

La passion charnelle de Timar pour Adèle est le piège tendu par le colonialisme. Comme Simonon, Gainsbourg décrit le monde d'une façon critique mais à distance, avec des ellipses et selon le point de vue de Timar, qui ne comprend pas tout ce qui se passe, perd ses illusions et bien davantage. Willy Kurant, directeur de la photographie, donne l'éclairage fantasmagorique de cet univers africain tendu que la caméra porte sur Van Le Masson en train de limer, tourne autour des personnages prisonniers d'un mode de vie pourri.

JACQUES SICLIER

MUSIQUE

UNE MISE AU POINT DE L'ARCHITECTE GUILLAUME GILLET

À la suite de notre article sur « Le Nouveau Siècle à Lille : un auditorium en rodage », M. Guillaume Gillet, architecte, nous a adressé la mise au point suivante :

C'est moi qui suis l'architecte de l'ensemble ainsi dénommé, et donc le constructeur de la salle dont il est question. Les ouvrages réalisés à l'intérieur de son volume par la municipalité de Lille, suivant les plans de M. Touraine, l'ont malheureusement dénaturés, et j'ai protesté auprès de M. le Maire de Lille à propos de ces travaux qui ont traité ma conception.

Au paragraphe des acousticiens, « le professeur Kramer de la Philharmonique de Berlin et M. Lamorel du Palais des Congrès de Paris », il convient d'ajouter le nom des architectes et certaines précisions : Hans Scharoun pour Berlin (concours de 1956 et dix années de réajustements à ma connaissance), Malo, Guibout et... Guillaume Gillet pour le Palais des Congrès à Paris, inauguré en 1974 (avec corrections de M. Melzer à la demande du directeur de l'Orchestre de Paris, Daniel Barenboim, qui a fini par se réfugier dans la Salle Pleyel conçue par l'ingénieur Gustave Lyon en 1926, et récemment revue et corrigée par MM. Melzer et Armanget après un demi-siècle de tâtonnements).

L'acoustique des spécialistes n'a pas fini de faire parler d'elle, à défaut de se faire toujours bien entendre.

Le parolier Ira Gershwin, frère et collaborateur de George Gershwin, est mort, le 17 août, à Beverly Hills (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Il avait écrit les paroles de *Forzy and Ben* et de *Of Thee I Sing*, signé les chansons de nombreuses pièces de films.

LE CERCLE DES PASSIONS
de Claude d'Anna
"Un tourbillon de franchise sexuelle et de mort"
"Un très grand et très beau film"
Au Lucernaire,
33, rue Notre-Dame-des-Champs Paris 6^e

THEATRE DE LA POTINIERE
X. Signor Fagotto
OFFENBACH
Le Succès de l'été - RIRE
"C'est le MIRACLE OFFENBACH. Vous y retrouverez avec vous-même."
"2 H de GAITÉ" QUOT. DE PARIS
"Bonne humeur, gaieté et franchise rigolote."
"Viv, drôle, LE PUBLIC S'AMUSE."
"COUREZ à la Potinière"
"A découvrir et à écouter."
"Il malmène un train d'enter, déboulonnant le salle de gaité et d'humour débridé, voilà un petit bijou : c'est IRRESISTIBLE."
LE FIGARO
Location : 281.44.18

FESTIVALS

Hédé et son théâtre

Rien n'y manque : ni la place de la mairie, avec son monument aux morts, ni la grand-rue, ni l'église, bien sûr, ni même les ruines du château. Un peu loin de Rennes, trop distant des plages. Même la route Rennes-Saint-Malo évite le village : « Alors, qu'est-ce qu'on peut faire d'autre à Hédé, en été, qu'un festival ? »

C'est une évidence pour cette hyéenne transformée en servante de la « cafétéria », c'est-à-dire la place la mairie tout bonnement devenue lieu central de rencontre pour les spectateurs, les artistes et les habitants, par la seule grâce de tables et de bancs, d'un bar-restaurant improvisé et de l'amabilité des serveuses occasionnelles. Pour une bonne partie des Hédéens, qui assurent bénévolement la mise en place, la technique de l'animation et de la création en milieu rural, ils sont pourtant parvenus à mettre sur pied une troupe, le Ballet-théâtre Libault-Estier, dans ce Théâtre de poche de Hédé où ils ont monté de multiples spectacles de danse et de théâtre, de la *Belle et la Bête* aux *Entretiens avec le bourgeois*, en passant par le *Médicament malgré lui*.

Cette année, ils proposent une comédie musicale pour enfants, *l'Histoire des trois loutres*, une version très Walt Disney de la coexistence pacifique d'un canard, d'une oie, d'un cochon et d'un loup qui a le vertige. Les travaux réalisés à partir de ce spectacle par les élèves des écoles de la région et les réactions du jeune public montrent qu'ils ont trouvé le ton juste.

Ce dixième festival n'a pu se permettre ni une grande création théâtrale ni un ballet nouveau. Un projet sur le thème de l'Odyssee ne s'est pas réalisé faute de subvention du ministère. C'est le cercle vicieux bien connu : un déficit qui entraîne un plan de redressement, qui empêche la création d'un ballet l'année précédente et donc... pas de subvention à la création l'année d'après.

Alors, Bernard Libault a repris, dans le cadre des ruines du château

THIERRY BUANIC.

ERRATUM. — Dans l'article d'André Chastel intitulé « Des trésors sur les routes », il aurait fallu lire : « Des historiens universitaires ont cru bien faire en *ironisant* sur les douze têtes de saint Jean-Baptiste (et non « en inscrivant sur les douze têtes »). Enfin, le nom de M^{me} Marie-Madeleine Gauthier a été indûment transformé en « Michel Gauthier ».

U.G.C. NORMANDIE V.O. - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES V.O. - U.G.C. DANTON V.O. - PUBLICIS ST-GERMAIN V.O. - U.G.C. MONT-PARNASSE V.O. - PARAMOUNT MONT-PARNASSE V.F. - CINÉMAURBOURG LES HALLES V.F. - LE GRAND REX V.F. - PARAMOUNT OPÉRA V.F. - U.G.C. OPÉRA V.F. - PARAMOUNT ORLÉANS V.F. - U.G.C. GODELINS V.F. - PARAMOUNT GALAXIE V.F. - U.G.C. CONVENTION V.F. - PARAMOUNT MAILLOT V.F. - WELPER V.F. - U.G.C. GARE DE LYON V.F. - 3 SECRETAN V.F. - PASSY V.F. - FLAMADES SARCELLES - ARTEL CRÉTEN - ARTEL NOGENT ARTEL MARNE LA VALLÉE - ARTEL ROSNY - PARNON AULNAY - CARREFOUR PANTIN - MÉLÈS MONTREUIL - 4 PERRAY STE-GENEVIÈVE - BUXI VAL D'YVERIS PARAMOUNT LA VARENNE - GAUMONT EVRY - GAUMONT OUEST-SOULOGNE TRICYCLE ASSNIÈRES - 3 VINCENTES - CYRANO VERSAILLES - REX POISSY ABC SARTROUVILLE - 4 TEMPS LA DÉFENSE V.F. - ULIS-ORSAY CLUB COLOMBES - ALPHA ARGENTEUIL - FRANÇAIS ENGHEN V.F. - ROBESPIERRE VITRY - CALYPSO - VRY-CHATELAIN - ARCEL CORBEIL DOMINO MANTES - MAJESTIC NEAUX - PALACE COMPIÈGNES

* SALLES ÉQUIPÉES EN DOLBY STEREO

"IL" EST LA...
Pilotant l'arme la plus redoutable jamais conçue...

ROY SCHEIDER
TONNERRE DE FEU
"FELIX TRILHARD"
Une production RASTAR-GORDON CARROLL Un film de JOHN BADHAM
ROY SCHEIDER "TONNERRE DE FEU"
WARRIOR GATES-CANDY CLARK DANIEL STEIN
et MALCOLM McDOWELL
Musique de ARTHUR B. RUBINSTEIN Montage de FRANK MORRIS
Directeur de la Photographie JOHN A. ALONZO, A.S.C.
Producteurs Exécutifs PHIL FELDMAN et ANDREW FOGELSON
Réalisateur JOHN BADHAM PARANAVISION Conçoit pour SALLIE TECHNOLOGY
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

SOIRÉES

La folle revue

Les touristes vont au Lido, au Moulin-Rouge. Suivons-les aujourd'hui aux Folies-Bergère où ils cherchent — et trouvent — le gai Paris.

La grande façade art-déco vous laisse avec hauteur dans cette petite rue Bergère où les Folies tirent leur nom. Dans le grand hall, le bar est toujours là, si l'on ne retrouve pas le tableau de Manet et son atmosphère. Le spectacle n'est qu'à 21 heures ; des visiteurs profitent d'une petite étape gastronomique autour d'un buffet vins et fromages bien français. Les visiteurs ? « Jeans » et shorts ont chassé les cocottes du promenoir. Pour 58 francs, il est un moyen économique de s'offrir une soirée typiquement parisienne.

Que le spectacle commence ! Juste le temps d'échanger quelques petits bonjours : les étrangers sont tous plus ou moins du même autocar ! La charge des œuvres et des trompettes de l'orchestre tapit dans la fosse fait lever le rideau rouge.

Folies de Paris : trois lettres comme Folies-Bergère, on est superstitieux au musio-hall. La revue joue sur la profusion, on ne laisse rien. Elle vous entraîne dans une succession de tableaux qui ont nécessité, dit la publicité, autant d'argent que d'efforts pour les faire disparaître aussitôt. A tout instant, il se passe quelque chose sur la scène : c'est ça, le tour. A regarder les visages égarés ailleurs, on sait que la salle est déjà gagnée.

Dans un pot-pourri d'airs archi-connus, c'est un tourbillon déboulonnant de belles gambettes, de ceintures de bananes, de canotiers et de petites femmes nues. Hommages appuyés à la Belle Otero, à Mistinguett, à Daria, à Chevalier, à ceux qui établissent leur renom et le renom de l'établissement. Même le grand Chérot, à ses débuts, est censé sur ces planches. Des kilomètres de rubans, des centaines de kilos de paillettes, et du stress et des plumes et encore et encore... A se demander comment il peut rester des structures.

Tout cela monte et descend dans cent décors de cartes postales parfumées. Deux heures et demie pour loucher sur des formes au-dessus de tout soupçon. La salle s'échauffe, s'étend à chaque grand écart, rythme de chaque figure égrillarde et soupire aux ébats érotiques des pas de deux. Mais ils attendent la descente de l'escalier. Ah ! le descente de l'escalier, le clin d'œil à l'avant-dernière marche : « L'ajie bien descendu ? » Plus qu'une tradition c'est un art. Et peut-être retrouverez-vous le fantôme de Joséphine Baker, la bombe noire, dans le sourire étincelant de la grande Lisette Malidor.

Royauté de la femme éternelle et parisienne, les Folies célèbrent l'amour, toujours l'amour, les choristes le serinent à satiété sur des paroles de Pascal Sevran. Quand le public est composé à ce point, que peut-on dire d'autre que je t'aime, je t'adore ? L'arroseur polyglotte, pope de la soirée, a compris le problème. Il dit bonsoir dans toutes les langues, y compris le russe et le japonais, seul en écho par chaque pays aux quatre coins de l'assemblée. Malheur à lui s'il l'oublie quelque un !

Ceux qui ont réservé ont la chance d'être aux premiers rangs. Ils ont droit aux faveurs de la vedette espagnole. Peut-être même, Monsieur monsieur, il sur scène pour esquiver, au final, un french-canon hésitant sous les encouragements de la foule excitée.

En sortant de ce flot de lumières, de musiques et de couleurs, devant l'enthousiasme ému des spectateurs, on se dit qu'après tout, la France n'a rien à envier aux super shows américains. Cont sans après, la revue tient la rampe. Dans le tableau de Manet, c'est peut-être ce que reflète le sourire furtif de la serveuse du bar des Folies-Bergère.

D. E.

* Folies-Bergère : * Folies de Paris », prix des places 71 F à 215 F. Buffet vins et fromages de France : 90 F.

EXPOSITIONS

La quête de Roger de La Fresnaye

(Suite de la première page)

Il en réitère la structure en 1910 dans *l'Homme nu* et *éléphant*, mais avec une complexité des formes qui lui vient de l'art nouveau que lui ont enseigné Maurice Denis et Séverin à l'Académie Ranson. On décèle dans cette toile comme dans la *Femme aux chrysanthèmes* sa tendance à la précision manifeste et baroque, manifestée tant dans son cubisme d'avant 1914 que dans son réalisme d'après 1918.

Avant de devenir le chantre des valeurs françaises, La Fresnaye montre pourtant une attirance pour les brumes germaniques du côté de Munich où il se rendit en 1908 au moment où y travaillaient les expressionnistes du Blaue Reiter. Une petite excitation du pinocin et des couleurs a marqué ses tableaux de 1910 comme la *Forêt*, *l'Entrée du village*, *les Nus dans le paysage*, dont le dessin simplifié joue en contrepoint d'une couleur soutenue et violente.

L'exemple de Cézanne

En se cherchant, La Fresnaye finit par trouver Cézanne, le peintre dont l'insistance pathétique à vouloir cerner les choses avec justesse le touche. Il adopte ses pommes sur leur compotier, ses nappes sur des coins de table ornée de fleurs, en quête d'une nouvelle manière de peindre des formes, dans une tentative qui se révèle presque contre nature lorsqu'on se rend à l'évidence que tout, chez ce peintre, passe par la couleur, la matière, leur transparence légère.

L'exemple cézannien lui enseigne le travail de la brosse qui structure la couleur, lui donne un aspect architectural solidement bâti (*Nu debout*) qui le conduira par la suite au cubisme. Mais, auparavant, la peinture de La Fresnaye passe par une voie que peu d'autres ont explorée. Les masses silhouettes du *Cuirassier* (inspiré du *Cuirassier blessé* de Géricault) et *Jeune d'Arc* font une soudaine irruption dans la peinture de La Fresnaye en 1911-1912. Il est sur un terrain qui lui est cher : l'héroïsme. Sur le plan formel, ses volumes simplifiés et durcis en quasi-cylindres ont une étonnante parenté avec le traitement en « cubes » du Léger d'après 1914. Mais contrairement

à ce dernier, qui en conduira le genre jusqu'à ses conséquences les plus modernes annonçant un art nouveau, il y a toujours chez La Fresnaye une référence à la tradition classique, même si son classicisme comporte inévitablement une petite distorsion.

Ayant peu vécu, et comme s'il le présentait, La Fresnaye ne croule pas longtemps ses trouvailles. A l'instar, un french-canon hésitant sous les encouragements de la foule excitée.

Les maîtres consultés

Mais regardons la *Conquête de l'air* : des amis discutent autour d'une table en plein air au bord de l'eau du côté de Trier, où Nieupport, le constructeur d'avions, avait ses ateliers. Interrogeant la réalité moderne, La Fresnaye ne manquait jamais de « consulter les maîtres », selon son mot, le maître coché étant, cette fois, le Cézanne des *Joueurs de cartes*... qui avait lui-même regardé un tableau de Le Nain... Son maître le plus évident était le vivant Robert Delaunay, chanteur du modernisme avec ses *Tour Eiffel* et ses *Footballeurs de Cardiff*. Tout se retrouvera par la suite dans les gros empilements des *Footballeurs* de de Staël, qui a mené à son terme l'instinct de La Fresnaye sur la stylisation géométrique de la réalité.

* Roger de La Fresnaye au musée de l'Annuaire de Saint-Tropez, Catalogue par Eric Hildt, Bernard Dorval, Philippe Chabert, Christian Deronet. Jusqu'au 19 septembre.

Après 10 h 30

COMMUNICATION

LA MISE EN PLACE DE LA QUATRIÈME CHAÎNE

L'agence Havas va augmenter son capital pour financer Canal-Plus

L'agence Havas, où l'État détient une majorité de 50,26 % des parts, voudrait procéder à une augmentation de son capital d'environ 180 millions de francs cet automne. Le P.-D.G. du groupe Havas, M. André Rousselet, a obtenu des actionnaires, réunis jeudi 18 août en assemblée générale extraordinaire, l'autorisation de recourir au marché financier, selon une procédure juridique nouvelle créée par la loi du 3 janvier 1983. Ce texte permet, en effet, aux sociétés contrôlées majoritairement par l'État de fractionner une partie de leurs actions en « cer-

tificats de droits de vote » et en « certificats d'investissement », et de céder les seconds sans les premiers.

Une action sur six des deux millions de titres à 720 F, qui composent le capital d'Havas, devrait ainsi être introduite en Bourse. Probablement au mois d'octobre. L'opération, qui pourrait rapporter un peu plus de 80 millions de francs, devrait permettre à l'État de suivre l'augmentation de capital de l'agence, et d'en conserver le contrôle sans peser sur les finances publiques.

L'argent frais que compte ainsi collecter Havas doit constituer la mise de fond initiale du financement de la quatrième chaîne (Canal-Plus) pour laquelle M. Rousselet a été chargé d'une mission exploratoire par le président de la République. Il s'agit notamment de pouvoir garantir la commande de décors aux industriels.

La décision prise par l'Agence Havas est une étape de plus franchie vers la création de la quatrième chaîne, dont les obstacles se lèvent semble-t-il peu à peu. Le problème du décodeur résolu par le choix de Philips (le Monde du 10 août), un accord serait également intervenu entre Havas et Télédiffusion de France (T.D.F.) à propos de la retransmission des émissions sur l'ancien réseau de la première chaîne, dont le prix sera en définitive fixé selon les critères appliqués aux chaînes de service public. La négociation avec les professionnels du cinéma sur les quotas et les délais de diffusion de films, aurait, elle aussi, fait des progrès importants.

Le cahier des charges, que devra respecter la société gérante de Canal-Plus - est d'autre part prêt. Reste à en connaître les actionnaires. Havas serait bien sûr du nombre, avec peut-être la Sofradip pour le secteur public, aux côtés de Hachette et Guyonnet. L'un des points les plus délicats qui reste en suspens, celui de la responsabilité de l'information sur Canal-Plus semble lui aussi, avoir été tranché en faveur d'Europe 1.

E.R.

LA RENTRÉE D'EUROPE 1

Vedettariat et diversification

La station pourrait assurer l'information sur la quatrième chaîne de télévision

Changement de ton et stratégie multimedias : les dirigeants d'Europe 1 autour de M. Jacques Abergel, directeur général, et de M. Philippe Gildas, directeur de l'antenne, ont commenté, au cours d'une conférence de presse, jeudi 18 août, les nouveaux programmes de la station. Ceux-ci s'organisent autour de deux journalistes-animateurs vedettes de l'audiovisuel : Michel Drucker et Ivan Levaï.

« La guerre Europe 1-RTL est complètement dépassée », a notamment déclaré M. Abergel. Ce penseur alors du très mauvais sondage du printemps, qui montre la perte d'audience de plus de deux millions d'auditeurs en un an et la progression de la station concurrente (le Monde daté 19-20 juin) ? « On s'y attendait, cela fait un an qu'on prépare le changement de cette rentrée ». Pour le directeur général d'Europe 1, la gestion du court terme est importante, mais moins que la préparation de l'avenir. « Le paysage de l'audiovisuel a changé. Désormais, nous ne serons plus seulement une station grandes ondes, mais d'abord une entreprise de spectacles et de fabrication de programmes pour les radios, les télévisions, le câble... »

Cette stratégie multimedias est d'ores et déjà en application. Eu-

rope 1 a créé « Fréquence service » pour fournir des programmes clés en main aux radios locales de province (à Paris, elle est puissamment liée à Radio-Fréquence-Montparnasse). Une sorte d'« amicale » d'une cinquantaine de radios « clientes » devrait être créée en septembre. Sur-tout, la station de la rue François-Ier s'élance pour la production télévisuelle. Le nouveau studio mis à la disposition de Michel Drucker (« des moyens exceptionnels qu'un homme de médias ne rencontre qu'une fois dans sa carrière », a-t-il dit), peut produire des images ; ce sera le cas aussi pour l'information.

« Nous sommes candidats à tout », a déclaré M. Abergel. Mais la première « affaire » est de taille : Europe 1, avons nous appris d'autre part, sera, selon toute probabilité, chargée d'assurer l'information sur « Canal Plus », la future quatrième chaîne de télévision préparée par l'agence Havas. Une première réunion de travail doit avoir lieu la semaine prochaine. Europe 1, qui réalise notamment dans ses studios un journal devant le public, paraîtrait mieux placé que concurrents : France-Inter, c'est le service public, alors que la quatrième chaîne veut avoir une image « privée » ; quant à R.T.L., elle est liée à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (C.L.T.), qui est actuellement concernée par le projet de... cinquième chaîne, par satellite.

Y.A.

HYSTÉRIE ET VIGILANCE

Deux képis qui se trompent d'étage - ils cherchaient Fréquence-Gaie (la radio des homosexuels) et sont tombés sur Radio-Solidarité - et c'est l'hystérie. La directrice de la « voix de l'opposition » à Paris, M^{me} Bernadette d'Angoulême, amenée auditeurs et journalistes contre cette tentative de baillonnement ! La Haute Autorité et le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication sont alertés. Le Front National (extrême droite) mobilise ses troupes... Les, un 18 août, la foule des mécontents se réunit à une douzaine de personnes...

L'opposition a ses nerfs. Mais Radio-Solidarité n'est en rien menacée, alors que d'autres le sont. Huit radios, pour la plupart non autorisées, faisant partie du comité Riposte, se réunissaient le même jour après la saisie de Carbone-14 (le Monde du 19 août). Vigilance et solidarité furent les maîtres-mots de la réunion, malgré la difficulté à se mettre d'accord sur la « riposte ». On se reverra la semaine prochaine.

Y.A.

Du « stress » au style « cool »

Mais comment sortir présentement de la mauvaise passe - la perte d'audience, pas la situation financière qui, elle, est florissante - que traverse la station ? Les dirigeants d'Europe 1 ont d'abord commandé à la Sôfres une étude approfondie pour expliquer la déaffection d'une partie de leurs auditeurs. Vendredi : « Vous êtes une station stressante ». En clair : Europe 1, la station de l'information, celle que suivent depuis vingt ans les cadres, les « décideurs », ne « colle » plus aux évolutions des mentalités. La crise aidant, une bonne partie de l'opinion veut être « rassurée » et non inquiétée. « Les Français sont maintenant passifs, ils ne veulent plus qu'on les dirige ; la période de l'expansion et du dynamisme est finie », commente Philippe Gildas.

Un mot d'ordre : « faire cool ». Être « plus chaleureux, plus proche des auditeurs ». Il faut « personnaliser à mort » pour réussir la gérance de « concilier les attentes avec un radio d'information et de distraction ». Et reprendre des points à RTL. La recette ? Vieilles comme l'audiovisuel : les vedettes. Michel Drucker arrive sur un pont d'or (discretion là-dessus...) et Ivan Levaï, à la « voix joyeuse et chaleu-

reuse », est chargé - comme nouveau directeur de l'information - d'une tâche prioritaire : changer de ton, le style de l'information, « démontrer, selon Philippe Gildas, que l'on peut faire passer tous les sujets, même les plus difficiles, auprès de tous les auditeurs ».

L'effort porte bien sûr sur les matinales, là où la radio est reine : 6 h - 8 h 30, l'information « Aujourd'hui », avec une douzaine de disques (dont « La chanson qui vous rend gai pour toute la journée ») ; 8 h 30 - 11 h 30, les variétés avec « Studio 1 », de Michel Drucker. Démarrage le 22 août. Pour la suite, Pierre Bellemare et ses jeux, Jean-Pierre Elkabbach, Christian Morin, Jean-Loup Lafont, « Jacky » (le vidéo-jockey de « Platine 45 » à la télévision) et autres Maneval conduiront les auditeurs d'Europe 1 sur les plages horaires roses de la diffusion radiophonique.

Y.A.

M. FOUAD BENHALLA NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

M. Fouad Benhalla, qui assurait depuis le 15 juillet dernier l'intérim de M. Hervé Bourges à la direction générale de Radio-France Internationale (R.F.I.), a été confirmé, jeudi 18 août, dans cette fonction par M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, dont R.F.I. est la filiale. A partir du 29 août, M. Philippe Sainteny, actuellement rédacteur en chef de TFI, assurera la direction de l'information et des programmes en remplacement de M. Benhalla et M. Gilbert Calafato, chargé de mission à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, la fonction de secrétaire général créée à cette occasion.

Vendredi 19 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : la Maison de l'estuaire.
De M. Dubois, mise en scène de J. Ardouin, avec R. Faure, J. Jehanneau, A. Alane, M. Barboise.
Une maison dans le marais de la Tamise, une mise à la portée facile aux prises avec les amants. Mythes, crimes, intrigues policières à l'anglaise.
22 h 35 Journal (et à 23 h).
22 h 45 Le jeune chômeur français de court métrage.
Remarque, de L. Descloux.
23 h 15 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Verdi.
De R. Castellani. Adapt. C. Tommasei et E. Balati.
10 épisodes. Un climat de contestation crève en Italie contre Verdi. Celui-ci adopte avec sa femme une petite fille, écrit pour l'Opéra de Paris Don Carlos, où il exprime le sens amer de la vie et de l'insécurité de la vie, rencontre Teresa Stoltz... Une nouvelle coproduction.
21 h 50 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : histoires de la médecine, sont invités : J. Bernard (le Sang et l'Histoire), J. Hamburger (le Journal d'Harvey), Y. Kubitshcher et C. Fouquet (la Femme et la Médecine), J. Thuillier (le Paris du Drame).
23 h 10 Journal.
23 h 20 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : l'Humour vagabonde.
Film français d'E. Lantz (1971) avec J. Moreau, M. Bouquet, M. Renaud, E. Perot, M. Franchino, M. Lion, M. Caru.
Un jeune homme quitte sa femme et son enfant pour venir vivre à Paris où il erre, dans divers milieux, sans arriver à se fixer, à sortir de sa tristesse et de sa solitude. Le roman d'Antoine Blondin a été transformé par un réalisme noir et quelque peu fantasmagorique. Ce

n'est pas convaincant mais il y a de bons acteurs dont Michel Bouquet dans plusieurs rôles bizarres.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Descente dans la police Magazine d'information d'A. Campaux.
Jean-Claude Morin et Jean-Charles Deniau ont suivi les policiers de la 9^e division de police judiciaire qui couvrent cinq arrondissements de Paris. Pourchasse de voleurs, observation des truands, interrogatoires de personnes arrêtées, auditions, perquisitions...
21 h 35 Journal.
21 h 50 Série : l'Aventure.
Les années perdues, de Frédéric Rossif.
En 1887, un voyageur russe (Nicolas Notovitch) propose une nouvelle version de la vie du Christ... Ses recherches le mènent aux confins de l'Asie.
22 h 40 Festival international du jazz à Juan-les-Pins.
Avec Sonny Grey.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Sonate pour cordes, de Rossini, par les Solistes de Berlin.

FRANCE-CULTURE

21 h, Les cinéastes du documentaire : des envoyés spéciaux.
22 h, Un rêve de mots : Gaston Bachelard, le poète et les éléments (le feu).
22 h 30, La crise aux confins du monde, Haïti, avec Mimi Barthélémy.
23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 28, Concert : Symphonie n° 44, de Haydn, Danzas de Galante, de Kodaly, Musique pour les soupers du roi Ubu, de Zimmermann, Symphonie n° 6, de Bruckner, par l'Orchestre de la radio-symphonique de Sarrrebrück ; dir. : M.-W. Chung et H. Zender.
22 h 15 Fréquence de nuit : Java, Bali : œuvres de Messiaen, Koutis, Reich.

Samedi 20 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h 10 La route buissonnière.
12 h 45 Série : Chéri Bbi.
(Et à 15 h 45, 16 h 50, 17 h 45)
12 h 55 Face à face.
13 h 30 Journal.
13 h 30 Série : Salvator et les Mohicans de Paris.
14 h 25 Accroché, scénario de J. L. Loubser.
14 h 50 Casaque et bottes de cuir.
Magazine du cheval.
15 h 15 Histoires naturelles : la fauconnerie.
16 h Aventures inattendues : Danger, iceberg.
16 h 25 Série : Les irréductibles.
17 h 5 Croque vacances.
18 h Trente millions d'amis.
18 h 15 Magazine auto-moto.
18 h 45 Jack spot.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Super-défi.
19 h 45 Jeu : Merlons-fous.
20 h 10 Journal (et à 23 h 20).
20 h 35 Jeu : L'assassin est dans la ville.
De J. Antoine et J. Bardin. Réal. G. Barrier, A. Alençon.
Une candidate est chargée de résoudre une énigme policière dont les protagonistes sont des comédiens amateurs.
21 h 50 Série : Shogun.
D'après J. Clavel, réal. J. Loubser.
La guerre civile menace le Japon et Toranaga demande à Anjin d'entraîner les samouraïs. Une série d'aventure et de suspense, typiquement américaine.
22 h 55 22, c'est le truc.
Tubes : au sommet, Asia, Steve Miller Band, The Shadows, Simon et Garfunkel, les Beatles...
23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 15 ANTOIPE.
11 h 55 Journal des sourds et des malentendants.
12 h 15 Souvenirs-souvenirs.
Time Turner.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Shérif, fais-moi peur.
14 h 25 Les aventures de Tom Sawyer.
14 h 50 Les jeux du stade.
Athlétisme, à Londres (finale de la Coupe d'Europe des nations).
15 h Les carnets de l'aventure.
Terre de brouillard et de feu, de L. Dickinson.
16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h 35 Variétés : Antibes 83.
Festival de la chanson française.
Avec Claude Nougaro, Nicole Croisille, les Forbans...

21 h 55 Jeu : La chasse aux trésors, en Jordanie.
22 h 55 Sport : catch à quatre.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Pour les jeunes.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cycle Shakespeare : les Joyeuses Comédiennes de Windsor.
Réal. D. Jones, avec R. Griffiths, S. Chandler, A. Bennett, R. O'Callaghan... (en version originale sous-titrée).
Une comédie truculente de la même veine que « la Mégère apprivoisée », qui a gardé de son origine italienne le goût des imbrications et des rebondissements. Une excellente série de la B.B.C.
22 h 50 Journal.
23 h 10 Musiclub.
Grâce à la musique : Beethoven.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : U.L.M., vers un nouvel espace aérien.
8 h, L'envers de la lettre.
9 h 7, L'Inde : le sommet de New-Delhi.
11 h, Musique : la littérature par rapport à la musique dans l'histoire : Haendel.
12 h, Le pont des arts.
13 h, La Coréenne et le secret, de Coomans à Séville (redif.).
15 h 30, Culture savante et culture populaire du Moyen Age au XIX^e siècle (redif.).
17 h, Marcel Proust, une suite d'archives : « A la recherche des lois » ; à 19 h 20, R. Barthes, J. Montalbet, un homme, une ville : à la recherche des faubourgs ; à 20 h 20, la jeunesse de Proust ; à 20 h 50, E. Berlioz, J. d'Ormesson : dérive ; à 21 h 40, la Lapon de Proust ; à 22 h 30, J. Pfeiffer : Proust et les revues ; à 23 h 20, C. Prey : ACR, le grand théâtre phonique.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Samedi matin : œuvres de Boccherini, Bach, Caplet, Mendelssohn, Weber.
8 h 5, Avis de recherche : J.-C. Bach, Roger, Ciry.
11 h 5, La tribune des critiques de disques : Quintette, de Brahms.
13 h 30, Concert-lecture : œuvres de Schumann, Wolf, Fauré, Saint-Saëns, Mendelssohn, par l'Ensemble vocal Michel Piquemal.
15 h, L'art à chansons.
16 h 30, Présentation du concert.
17 h, Concert (donné le 28 juillet 1983 à Bayreuth) : Siegfried, de Wagner, par l'Orchestre du festival de Bayreuth, dir. G. Solti ; sol. : R. Golberg, P. Haage, H. Bocht, H. Behrens.
23 h, Le club des archives : Arturo Toscanini et l'Orchestre philharmonique de New-York : œuvres de Rossini, Mozart, Haydn.

A 35 KM DE PARIS

Venez vivre en famille

le monde merveilleux de Saint-Vrain

• LE MONDE DES ANIMAUX • LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE • LE MONDE DE LA FÊTE

AUTOROUTE A6 - SORTIE VRY-CHÂTELLON - TEL. : 456.10.80

SAINT-VRAIN

le rendez-vous de l'aventure et de la fête

ELIMINEZ

sans produits chimiques

MOUSTIQUES

et insectes volants indésirables

Attirez les moustiques à la fois avec une source lumineuse pour attirer les moustiques et une source chimique pour les détruire. Aucun produit chimique pour votre santé. Garantie totale 2 ans.

Fabrication française

Paris et région : 75008 Paris, tél. (1) 742.29.03

30, pl. de la Madeleine, 75008 Paris, tél. (1) 40.49.42.64

Province : Désinsecteur B.R.C.

89-92-44026 Nantes Codes tél. (40) 49 42 64

495 F TTC - Franco 525 F

Documentation INSECTRAP sur demande

ELIMINEZ

sans produits chimiques

MOUSTIQUES

et insectes volants indésirables

Attirez les moustiques à la fois avec une source lumineuse pour attirer les moustiques et une source chimique pour les détruire. Aucun produit chimique pour votre santé. Garantie totale 2 ans.

Fabrication française

Paris et région : 75008 Paris, tél. (1) 742.29.03

30, pl. de la Madeleine, 75008 Paris, tél. (1) 40.49.42.64

Province : Désinsecteur B.R.C.

89-92-44026 Nantes Codes tél. (40) 49 42 64

495 F TTC - Franco 525 F

Documentation INSECTRAP sur demande

un cocktail pour un moment de charme

Le Cardinal.

1/3 Campari.

1/3 Gordon's Gin.

1/3 Noilly Prat Dry.

Presser un zeste de citron.

Servi glacé.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

La Suisse, un pays où les prix baissent

De notre correspondant

Lausanne. — Confirmant la nette tendance au ralentissement du coût de la vie enregistrée depuis une année, l'indice suisse des prix à la consommation a reculé de 0,2 % en juillet. Le taux d'inflation aura ainsi été ramené à 2,2 % pour les douze derniers mois contre 5,6 % en 1982. Avec les signes d'une amorce de reprise actuellement perceptibles, la hausse des prix pourrait légèrement dépasser 3 % d'ici à la fin de l'année; mais un taux annuel aussi bas ne s'était plus vu depuis 1979.

Dans un pays où stabilité politique rime souvent avec stabilité des prix, la nouvelle est presque passée inaperçue. Ce qui ailleurs relèverait de la performance est considéré en Suisse comme un phénomène quasi normal. « Ce qui est insupportable pour nous, déclare-t-on à la Banque nationale suisse (B.N.S.), c'est un taux d'inflation s'élevant à 6 ou 7 % comme nous l'avons connu en 1981 ».

Divers facteurs ont contribué à renverser les tendances inflationnistes apparues au début de la décennie. D'abord, la recession qui s'est traduite notamment par un recul de 0,8 % du produit intérieur brut en 1982. Ensuite, la relative fermeté du franc suisse par rapport aux autres monnaies et la baisse des cours du pétrole ont permis de réduire le coût des importations. La modération des salaires et le plafonnement des salaires ont également joué; mais ce résultat est avant tout le fruit de la politique monétaire restrictive menée par la Banque centrale.

En Suisse, l'institut d'émission reste la cheville ouvrière de la lutte contre l'inflation. Dans un système de démocratie semi-directe où la population dispose des moyens de contester certaines décisions gouvernementales, ce n'est pas par des mesures fiscales ou budgétaires que les autorités peuvent prétendre favoriser la stabilité des prix. La lutte contre le renchérissement se fonde essentiellement sur la politique monétaire, et demeure par conséquent l'une des tâches principales assignées à la B.N.S.

Les mesures prises par l'institut d'émission dénotent généralement un effet à moyen terme. Ainsi les poussées inflationnistes observées vers 1980 avaient-elles été enrégistrées par des interventions massives effectuées sur le marché des changes, au moment de la crise du dollar en 1978, pour freiner la hausse du franc suisse. Aujourd'hui, avec un décalage analogue, se dessinent les retombées de la politique monétaire restrictive suivie depuis lors. En 1981 et 1982, la B.N.S. n'a pratiquement pas créé de francs suisses supplémentaires.

Ayant réussi à ramener l'inflation à un taux raisonnable, l'institut d'émission s'occupe maintenant de quelque peu de politique monétaire. Depuis le 4 août, la B.N.S. est régulièrement intervenue pour soutenir le mark allemand dont le valeur s'effritait par rapport au franc suisse, causant du même coup de sérieux soucis aux exportateurs helvétiques en concurrence avec les firmes d'outre-Rhin.

Les responsables de la Banque semblent moins préoccupés par la flambée du dollar que par les dévaluations du mark. « Nous préférons un dollar un peu trop fort plutôt qu'une monnaie américaine un peu trop faible », affirment-ils. Il est vrai que le franc suisse demeure encore suffisamment ferme par rapport à la plupart des monnaies européennes pour que la Suisse n'ait pas trop à craindre les contre-coups d'une inflation importée sous l'effet de la hausse du dollar.

JEAN-CLAUDE BURRIER.

Le Conseil fédéral suisse a décidé, le 17 août, d'augmenter de deux mois le délai pendant lequel les chômeurs sont indemnisés: le nombre maximum des indemnités journalières de chômage passe ainsi de 150 à 210. Ce délai peut être porté à 240 dans certains cas: pour les personnes ayant plus de cinquante-cinq ans, les invalides, et dans les régions les plus touchées par la crise (cantons horlogers notamment). — (A.F.P.)

En Grande-Bretagne

La hausse des salaires a été la plus faible depuis seize ans

Londres (A.F.P.). — La hausse des salaires britanniques est actuellement la plus faible depuis seize ans: selon le ministère de l'emploi, elle n'a été que de 7 % au cours de l'année achevée à la fin du mois de juin dernier, soit le taux le plus faible depuis 1967. Cette hausse avait dépassé 20 % en 1979-1980, et de juin 1981 à juin 1982, les salaires avaient encore augmenté de près de 10 %.

Les statistiques montrent que la désaccélération s'est poursuivie régulièrement depuis le début de cette année et le ministère prévoit qu'elle continuera au cours des prochains mois. Avec l'amélioration de la productivité, qui accompagne ce ralentissement, l'une des principales causes des difficultés économiques de la Grande-Bretagne serait ainsi en voie de disparition. L'augmentation des coûts salariaux unitaires

n'atteint plus maintenant, dans l'industrie britannique, que 2,4 %, ne dépassant plus que légèrement celle des Etats-Unis et de la R.F.A. (2 %).

La hausse salariale n'en demeure pas moins supérieure aux prévisions du gouvernement, qui souhaitait qu'elle ne dépasse pas 3 % à 4 % pendant l'année terminée fin juillet. Son objectif, pour les deux prochains mois, est maintenant la croissance zéro des salaires; mais, selon les observateurs, la reprise de l'activité économique pourrait encourager les revendications syndicales.

Pour leur part, les chefs d'entreprise font remarquer que c'est dans le secteur privé que la désaccélération a été la plus prononcée, et réclament un effort supplémentaire du secteur public. Dans l'industrie manufacturière seule, l'augmentation des revenus n'a ainsi été que de 5,8 % pendant l'année terminée en juin. Ce ralentissement salarial n'a pas empêché une nette amélioration du pouvoir d'achat réel des travailleurs puisque la hausse des prix à la consommation n'a atteint pendant l'année en question que 3,7 %.

Au Japon

LES SYNDICATS DE L'AUTO-MOBILE SONT HOSTILES A L'IMPLANTATION D'UNE USINE NISSAN EN GRANDE-BRETAGNE.

Les syndicats japonais de l'automobile ont pressé la direction de Nissan, deuxième constructeur japonais, d'abandonner le projet d'installation d'une usine de production en Grande-Bretagne, arguant qu'une telle initiative pourrait menacer l'emploi dans ce secteur.

Nissan, qui avait annoncé, en 1981, son intention de produire deux cent mille Datsum par an en Grande-Bretagne, a confirmé, la semaine passée, qu'une décision définitive sur ce projet — initialement prévu pour un montant de 412 millions de dollars — serait prise dans les semaines qui viennent.

Une proposition demandant l'abandon du projet a obtenu deux cent trente mille signatures de salariés de l'automobile. — (A.F.P.)

En R.F.A.

LA CROISSANCE SERAIT DE 0,5 % EN 1983

Bonn (A.F.P.). — La croissance de l'économie ouest-allemande devrait être de 0,5 % en 1983, a estimé le 17 août le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, en présentant à la presse un bilan préliminaire du budget fédéral 1983 qu'il a jugé « largement satisfaisant ». Selon le ministre, les objectifs du budget 1983, qui étaient d'arrêter la baisse du produit national brut (-1,1 % en 1982 et -0,2 % en 1981), de freiner la hausse de l'endettement public et de maintenir le système d'assurances sociales, « ont de grandes chances d'être atteints ».

Le déficit budgétaire devrait, a indiqué M. Stoltenberg, être cette année inférieur à 40 milliards de DM, ce qui est en-dessous de la limite de 40,9 milliards de DM fixée par la loi de finances.

Les recettes fiscales ont augmenté de 2,7 % cette année par rapport à 1982, sur la base d'estimations réalisées en juin, ce qui correspond pour l'Etat à un revenu de 1,5 milliard de DM supplémentaires. De leur côté, les dépenses publiques ont progressé de 2,1 %, les charges supplémentaires entraînées par la hausse du chômage ayant été chiffrées à 1 milliard de DM. Le gouvernement prévoit 2,35 millions de demandeurs d'emploi en moyenne pour 1983.

Le gouvernement garde comme objectif, a poursuivi M. Stoltenberg, l'assainissement des finances publiques en réduisant le déficit public, qui devrait être de 37 milliards de DM en 1984, avant d'être ramené à 22,5 milliards de DM en 1987. Les dépenses de l'Etat ne pourront pas augmenter de plus de 3 % par an de 1985 à 1987 et devront rester inférieures au taux de croissance de l'économie allemande. La politique financière dans les prochaines années, a ajouté le ministre, aura pour priorité la réorientation des dépenses publiques en faveur de l'investissement, du soutien à l'économie, ainsi que de l'amélioration du marché de l'emploi et de la formation professionnelle.

En Italie

LA SIDERURGIE ET LA CHIMIE VONT RECEVOIR 10 MILLIARDS DE FRANCS D'AIDE

Tout le secteur public en Italie souffre d'un manque de fonds propres, ce qui a pour effet de surcharger les entreprises nationalisées de considérables frais financiers. Malade endémique contre laquelle les gouvernements successifs ont tenté de lutter sans avoir pour eux ni la durée ni souvent les moyens financiers. Depuis quelques mois, toutefois, une prise de conscience s'est opérée dans les milieux politiques, et la loi de finance 1983 prévoyait une dotation au capital de 2050 milliards de lire soit 10 milliards de francs.

Le gouvernement vient — seulement — d'en donner la répartition entre les deux principaux groupes à multiples participations: l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI) et l'Office national des hydrocarbures (ENI). L'IRI recevra une enveloppe de 1 000 milliards de lire, soit plus de 5 milliards de francs, dont 1 milliard de francs sont destinés au sidérurgiste FINISIDER, 500 millions de francs à l'entreprise de télécommunications STET et 500 autres millions à ANSALDO, spécialisé dans la thermomécanique.

L'ENI recevra 950 milliards de lire, soit 4,25 milliards de francs, dont 3,45 milliards de francs vont au secteur pétrochimique et 600 millions de francs à la SANIM, spécialisée dans les minerais ferreux et la métallurgie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-IL	79,090	79,740	+ 135	+ 190
DM	4,6355	4,6418	+ 152	+ 209
Yen (100)	3,2655	3,2695	+ 155	+ 187
DM	3,0072	3,0114	+ 175	+ 200
Paris	2,6852	2,6890	+ 132	+ 165
F.R. (100)	15,0900	15,0149	+ 401	+ 529
F.S.	3,6991	3,7037	+ 244	+ 278
F.L. (100)	5,9454	5,9495	+ 246	+ 171
F. franc	12,1040	12,12	+ 256	+ 356

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	9 7/8	10 1/4	10 7/16	10 13/16
SE-IL	4 5/8	4 3/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 3/4	4 5/8	4 7/8
DM	5 5/8	5 1/4	5 3/4	5 1/8	5 7/8	5 1/4	5 1/2	5 7/8
Yen	1 5/8	1 3/4	1 3/8	1 1/4	1 3/8	1 3/4	1 5/8	1 7/8
F.S.	15 5/8	15 3/4	15 1/2	15 1/4	15 7/8	15 1/4	15 1/2	15 7/8
F.L. (100)	15 5/8	15 3/4	15 1/2	15 1/4	15 7/8	15 1/4	15 1/2	15 7/8
F. franc	12 5/8	12 7/8	12 3/4	12 1/4	12 3/4	12 1/2	12 1/4	12 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de main par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

Une étude de l'INSEE souligne le bas niveau du salaire ouvrier en France et la tendance à l'accroissement des charges

Depuis longtemps, le débat sur les charges supportées par les entreprises françaises est une question de définition. La dernière livraison d'Economie et statistique, la revue de l'INSEE, arrive donc à point nommé, puisqu'il a été jugé « largement satisfaisant ».

Il en ressort que si l'heure de travail salarié coûte à un employeur français moins qu'à un employeur allemand ou belge mais plus qu'à un patron anglais ou italien, c'est en France, en revanche, que le coût des charges sociales est la plus forte. Globalement, pour les coûts salariaux, la France se trouve donc dans une position médiane. Toutefois, de 1978 à 1981, « tout en conservant une position centrale, la France s'est alors rapprochée davantage des pays européens à coûts élevés, cela en dépit de la dépréciation de sa monnaie par rapport à celles de ces pays ».

L'employeur paye certes des revenus bruts, c'est-à-dire des salaires bruts, des congés payés, des primes occasionnelles, des indemnités de licenciement et de préavis non effectués, voire des indemnités d'intérimaires. Mais il paye aussi des charges sociales importantes: cotisations aux U.R.S.A.F.F. pour les assurances maladie, maternité, invalidité, décès, l'assurance vieillesse, les allocations familiales, les accidents du travail, la taxe sur les transports, voire des charges conventionnelles versées aux salariés (suppléments familiaux, indemnisation du chômage partiel, préretraites) ou à des caisses (ASSEDIC, APEC, etc.), enfin d'autres dépenses à caractère social (notamment celles gérées par le comité d'entreprise ou d'établissement).

Le poids des charges doit prendre en compte l'ensemble de ces facteurs qui constituent donc le « coût salarial ».

En 1978, dernière date d'enquête approfondie, le coût salarial horaire moyen dépassait en République fédérale de 43 % le coût français pour les ouvriers et de 10 % pour les autres salariés. En Italie, le coût ouvrier est inférieur de 11 % à celui de la France, celui des autres salariés de 28 %. La France est donc plus proche des pays à coût faible pour les ouvriers (Italie, Royaume-Uni, Irlande) et plus proche des pays à coûts élevés pour les autres salariés (Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas, Danemark).

Faits et chiffres

Energie

La production de Charbonnages de France a augmenté de 20 % au cours du premier semestre 1983 par rapport à l'année passée, atteignant 10,2 millions de tonnes de houille et de lignite. Cette amélioration s'explique notamment par un redressement de la productivité dans les bassins. Le rendement fond de l'entreprise a atteint 2 330 kilos par homme et par jour, contre 2 182 kilos en 1982 et 2 320 kilos en 1981. En revanche, les ventes de C.A.F. ont au cours de la même période diminué de 7 %, passant de 7,4 millions de tonnes l'an dernier à 6,5 millions au premier semestre 1983, seules les livraisons à E.D.F. ayant légèrement progressé.

Second forage positif pour Elf Aquitaine en Angola. — Elf Aquitaine a annoncé le 17 août, dans un communiqué, qu'après la découverte d'huile de PACASSA, un second forage d'appréciation, PACASSA 2, a retrouvé les niveaux d'huile du Pinda inférieur dans la partie nord de la structure, au nord-ouest de LUANDA. Un autre forage offshore au sud-est de PACASSA a rencontré des grès imprégnés d'huile.

Social

Accord à l'usine Servisport. — Le conflit qui opposait depuis une semaine des travailleurs turs, grévistes, à des travailleurs français non grévistes, dans l'usine Servisport de Teting-sur-Nied (Moselle), a pris fin le 18 août, après une réunion de conciliation avec l'inspection du travail. Seule une prime de huit de 17 francs a été obtenue, parmi les nombreuses revendications déposées. Les ouvriers français n'avaient pas voulu s'associer au mouvement qui s'était développé chez les ouvriers turs, soutenus par l'union locale C.G.T. de Saint-Avold. Le ton avait rapidement monté entre grévistes et non-grévistes.

En coût annuel, l'écart se réduit avec la plupart des pays. Car, en 1978, le nombre annuel d'heures travaillées est supérieur en France de 3,1 % à celui de la République fédérale, de 7,9 % à celui de l'Italie, de 12,4 % à celui de la Belgique et inférieur de 10 % à celui du Royaume-Uni et de l'Irlande. L'écart ne s'accroît donc qu'avec l'Italie.

La France ne se distingue pas seulement par ses bas salaires ouvriers — ce qui a, à n'en pas douter, des répercussions sur l'automatisation de la production, qui est de ce fait ralentie — mais aussi par la part des non-ouvriers dans les établissements d'au moins dix salariés de l'industrie manufacturière.

Pour 100 ouvriers, on trouve en France 48 non-ouvriers (9 cadres, 11 agents de maîtrise administrative, 19 employés d'exécution et 9 agents de maîtrise ouvrière), soit plus qu'en Allemagne fédérale (45 %) qu'en Royaume-Uni (42 %) qu'en Belgique (34 %) et qu'en Italie (26 %). Les non-ouvriers plus nombreux relativement en France sont aussi plus coûteux.

Le rapport du coût horaire des non-ouvriers à celui des ouvriers est plus élevé dans l'Hexagone (1,64 %) qu'en Allemagne (1,41 %) ou qu'en Royaume-Uni et en Italie (1,32 %). Il faut noter enfin une grande disparité suivant les branches, le coût horaire variant en 1978 de 23 F dans l'habillement à 90 F dans l'extraction pétrolière.

C'est donc « par rapport à un niveau moyen de rémunération comparativement modéré qu'il convient d'apprécier le poids de l'autre composante du coût salarial » les charges sociales. C'est en France qu'elles sont les plus élevées (30 % du coût mensuel des salariés contre 22 % en Allemagne fédérale, 18 % au Royaume-Uni et 6 % au Danemark. Non que la protection sociale prenne en France une place plus grande dans le produit intérieur brut, mais parce que le financement y repose davantage qu'ailleurs sur les cotisations sociales et moins sur les impôts. Le prélèvement obligatoire (impôts plus cotisations sociales) n'y est donc pas plus élevé en 1978 que dans la plupart des autres pays européens, mais l'étude souligne que « les entreprises françaises paraissent particulièrement mises à contribution: elles supportent 39 % du prélèvement obligatoire contre 31 % en Italie, 25 % en Allemagne fédérale et 22 % au Royaume-Uni ».

L'actualisation en 1981 des coûts salariaux marque une détérioration de la position française.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes affectés à variation (en millions de francs)

ACTIF	11-08-1983
1) OR ET CREANCES SUR L'ÉTRANGER	377 210
2) CREANCES SUR LE TRÉSOR	280 740
3) CREANCES SUR LE TRÉSOR	28 297
4) CREANCES SUR LE TRÉSOR	74 286
5) CREANCES SUR LE TRÉSOR	13 087
6) CREANCES SUR LE TRÉSOR	11 911
7) CREANCES SUR LE TRÉSOR	5 700
8) CREANCES SUR LE TRÉSOR	204 130
9) CREANCES SUR LE TRÉSOR	84 088
10) CREANCES SUR LE TRÉSOR	74 286
11) CREANCES SUR LE TRÉSOR	5 222
12) CREANCES SUR LE TRÉSOR	574 468

PASSIF	11-08-1983
1) BILLETTS EN CIRCULATION	188 900
2) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	11 491
3) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	19 828
4) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	88 486
5) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	11 831
6) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	73 984
7) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	308 114
8) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	2 562
9) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	12 270
10) COMPTES CRÉDITÉS À L'ÉTRANGER	574 468

La progression des coûts s'est maintenue en effet à un rythme élevé en France (+ 14 % entre 1980 et 1981) et en Italie (+ 21 %), alors qu'elle était limitée à 5 % en Allemagne et à 3,5 % aux Pays-Bas. Dans ce mouvement, la France s'est rapprochée des pays à coûts salariaux élevés. En 1981, les coûts allemands ne sont plus supérieurs que de 13 % aux coûts français, ceux de la Belgique et des Pays-Bas de 25 % et de 15 %.

Des finités évidentes

Pour apporter un vif éclairage sur un débat en cours, cette étude n'en a pas moins d'évidentes limites. La première, c'est de donner les effets monétaires. Exprimés en monnaies nationales, les évolutions seraient très différentes de l'estimation effectuée ici en ECU (monnaie de compte européenne). La hausse du coût horaire de 1969 à 1978 en France est, en valeur courante, plus rapide qu'en Allemagne fédérale, qu'aux Pays-Bas et qu'en Belgique. La progression moins rapide — Italie exceptée — en unités de compte marque donc principalement l'effet de la dépréciation du franc.

Ce n'est en outre qu'un indicateur relatif de la compétitivité. Les résultats ne prennent en effet en compte ni l'intensité du travail, ni sa productivité, ni le degré de dépendance des branches d'activité par rapport aux échanges extérieurs.

Enfin, la lenteur dans la collecte des informations — les résultats de 1981 ne sont pas encore disponibles pour tous les pays — et un mode de calcul d'actualisation qui tend à sous-estimer les hausses effectives laissent quelque insatisfaction. Le débat engagé sur les charges en France porte sur leur accroissement éventuel depuis 1981, ce à quoi cette étude ne permet pas de répondre. Même si, selon des estimations communautaires, en 1982 et 1983 les coûts allemands se seraient de nouveau relevés par rapport aux coûts français du fait principalement de manœuvres monétaires.

Mais, sur une longue période, cette étude montre des tendances certaines. C'est là son intérêt majeur.

B. D.

L'EXCÉDENT DES CAISSES D'ÉPARGNE ATTEIGNAIT 13,3 MILLIARDS DE FRANCS A LA FIN JUILLET

L'excédent net des dépôts sur les retraits effectués dans l'ensemble du réseau des caisses d'épargne représentait 13,3 milliards de francs à la fin du mois de juillet dernier contre 15 milliards pour les sept premiers mois de 1982.

Pour M. Jacques Delors, ce résultat — bien que marquant un léger recul d'une année sur l'autre — doit être considéré, comme « encourageant » compte tenu de l'attrait exercé pendant la même période par les marchés financiers où les souscriptions en obligations ont atteint 101,5 milliards de francs (hors l'emprunt d'Etat de 14 milliards) durant les sept premiers mois de 1983 (contre 84,2 milliards durant la même période de l'année dernière), tandis que le montant des augmentations de capital passait de 2,5 à 6,5 milliards de francs.

Cette constatation vient étayer les dernières prévisions de l'INSEE selon lesquelles « la baisse du taux d'épargne devrait être limitée par l'attrait exceptionnel des placements financiers ». De même, la Caisse des dépôts et consignations constatait récemment, à l'occasion de la publication de son rapport annuel, que les sommes recueillies au cours des cinq premiers mois de 1983, en francs courants, étaient deux fois supérieures à celles collectées pendant la même période de l'année précédente, signe que les ménages n'avaient pas véritablement « tiré » à l'époque, sur leur épargne pour maintenir leur niveau de consommation.

« Il y aura peut-être un léger tour de vis fiscal sur les tranches de revenus les plus élevées », a déclaré M. Pierrat, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, vendredi 19 août, au micro de RTL. Le député socialiste des Vosges a ajouté qu'il y aurait en même temps une volonté nette de stabilisation de la charge fiscale des plus modestes. « Il faut que nous trouvions un certain nombre de milliards pour parvenir à un bon équilibre des comptes de l'Etat et réduire au maximum le déficit budgétaire ».

SAIRES
PROCES-VERBAUX DES CHEZ PEUGEOT TALAND
tion et syndicats se disent prêts
à faciliter la tâche de M. Prada

COMMISSION MIXTE PATRONAL-GOUVERNEMENT
pour la réforme des aides publiques aux entreprises

SOCIAL
LES DEUX PARTIS

Et départ
LE MONDE

VI HENRI BRASSER

LE MONDE

LE MONDE

AFFAIRES

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ PEUGEOT-TALBOT

Direction et syndicats se disent prêts à faciliter la tâche de M. Prada

M. Ralite avait irrité jusqu'à l'Élysée, dit-on, en prenant position sur un dossier - celui de Peugeot-Talbot, - dont le gouvernement ne sera officiellement saisi qu'en septembre. Le ministre délégué chargé de l'emploi, en s'alignant sur les positions de la C.G.T., avait même quelque peu forcé la main de ses collègues. Pourtant, la nomination d'un expert, M. Prada, pour « procéder à une évaluation approfondie des différents aspects de ce dossier » - une procédure hors du droit commun réclamée par la C.G.T., qui ne désespère pas de l'obtenir dans d'autres dossiers, - a recueilli des avis favorables à peu près partout.

Le communiqué commun du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et de celui de l'industrie et de la recherche demandait à M. Prada de prendre contact « avec la direction et les organisations syndicales de la société ».

La direction de Peugeot s'est déclarée prête à « faciliter la mission de M. Prada » tout comme la C.G.T., qui y voit la confirmation de « caractère structurel de la situation de ce groupe industriel et la volonté du gouvernement d'assurer

pour l'emploi ». La C.S.L., si elle se réjouit de la désignation de M. Prada, regrette que « les pouvoirs publics refusent un large débat sur le sort de l'automobile ». Et Force ouvrière voit dans la nomination de M. Prada « une décision positive ». Seule la C.F.D.T. se tait; elle avait fait savoir à M. Bérégovoy sa crainte que la nomination d'un expert n'entraîne la direction de Peugeot à cesser toute négociation avec les syndicats.

Cette quasi-unanimité et l'extrême flou de la mission de M. Prada n'en soulignent pas moins l'ambiguïté de la décision gouvernementale. La direction de Peugeot se réjouit sans doute de la réputation d'homme modéré de M. Prada et de son absence de connaissance du secteur automobile. La C.G.T. espère toujours un grand inquisiteur, et les autres syndicats y voient la reconnaissance d'une inquiétude majeure pour le secteur. Bref, tous les ingrédients sont réunis pour que cette mission d'expertise déçoive toutes les parties en cause.

B. D.

Une commission mixte patronat-gouvernement va étudier une réforme des aides publiques aux entreprises

Une commission mixte, composée de trois représentants de l'administration et de trois représentants du C.N.P.F., va se pencher sur les procédures des aides de l'Etat aux entreprises. Annonce officielle le 18 août après un entretien entre M. Fabius, ministre de l'industrie, et MM. Gattaz et Brana, président et vice-président du C.N.P.F., cette commission devra remettre dans un délai de six mois ses propositions pour simplifier le système des aides publiques et les transformer en allégement de charges « chaque fois que c'est possible ».

Il n'existe aujourd'hui pas moins de cent cinquante types d'aides publiques. Personne à vrai dire n'en connaît le chiffre exact. Depuis des décennies, chaque gouvernement s'installe des aides spécifiques, venant s'ajouter à celles déjà existantes. D'où une sédimentation progressive des procédures et une complexité croissante. En 1982, le montant des aides publiques à l'industrie aurait été voisin de 55 milliards de francs, dont 25 milliards pour les aides à l'exportation. Régulièrement la question d'une refonte du système des aides revient sur le devant de la scène. Sans qu'on ait jusqu'à présent dépassé le stade des bonnes intentions.

M. Fabius avait évoqué cette question lors d'un entretien avec le président du C.N.P.F. le 28 juillet dernier. Il avait alors proposé à son interlocuteur la création d'une commission mixte, patronat-administration. Outre un bilan d'en-

semble des procédures d'aides publiques, cette commission va s'attacher à formuler des propositions.

L'allégement de charges aurait un double avantage : d'une part, simplifier des procédures longues et coûteuses pour les entreprises comme pour l'Etat; d'autre part, placer la France en meilleure position dans les négociations avec ses principaux partenaires commerciaux. Ceux-ci ne manquent pas une occasion de dénouer les aides publiques françaises, notamment à l'exportation.

SOCIAL

LES DEUX PRÉOCCUPATIONS DE LA C.G.T. : L'EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., invité d'Antenne 2 midi, le 18 août, a donné le ton de ce qui pourra être la prochaine rentrée sociale. « L'emploi, le pouvoir d'achat, sont les deux préoccupations des travailleurs de l'ensemble du pays et donc de la C.G.T. ».

Se prononçant sur les différents dossiers d'actualité, le dirigeant de la C.G.T. a ainsi accusé M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., d'être « l'homme des licenciements ». « Il demande la possibilité de licencier encore plus et sans discussion, en supprimant des droits qui existent », a poursuivi M. Krasucki. Il a en outre reproché au C.N.P.F. d'être « surtout intéressé par ce qui peut entraver toute recherche d'une marche en avant, d'une restructuration de l'industrie française permettant de la revitaliser, de créer des emplois pour sortir de la crise ».

Le secrétaire général de la C.G.T. a d'autre part indiqué, en commentant les récents propos du président de la République, que son organisation « n'est pas opposée au progrès technique, qui n'est pas forcément source de catastrophes, et peut créer d'autres emplois plus qualifiés ».

Évoquant les chiffres du chômage, M. Krasucki a affirmé : « Il y a déjà beaucoup trop de licenciements et trop d'entreprises qui ferment (...) Et ça risque d'être pire... ».

« La plupart de ces entreprises sont viables, et ce n'est pas vrai que ces emplois soient condamnés », a poursuivi M. Krasucki en indiquant que la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat étaient « les grandes préoccupations » de la C.G.T.

« M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., s'est déclaré « profondément choqué », le 18 août à Antenne 2 midi, par les propos tenus par M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., sur le problème de l'immigration (le Monde du 18 et du 19 août). Le dirigeant de la C.G.T. a notamment déploré que l'on veuille ainsi « rendre responsables du chômage » les travailleurs immigrés. « C'est malsain et dangereux », a-t-il ajouté. De son côté, la C.G.C. a publié un communiqué, le 18 août, pour indiquer qu'elle refusait « toute polémique à propos des immigrés ».

L'usine de chaussures Dorina, près de Chollet (Maine-et-Loire), a dû mettre en chômage soixante-dix de ses quatre-vingt-dix salariés, à la suite d'un incendie, qui, le 17 août, a détruit une partie de ses installations.

Nomination...

● M. EDUARDO MALONE, directeur général adjoint chargé des activités industrielles dans le groupe Chargeurs S.A., a été nommé P.-D.G. de la Société d'exploitation de produits pour les industries chimiques (SEPIC). Il succède à M. Jean Martineau, conseiller d'Etat en service extraordinaire, appelé à devenir président des Banques populaires.

La SEPIC est une filiale des Chargeurs S.A. Elle exerce son activité dans la chimie fine et les produits tensio-actifs (310 millions de francs de chiffre d'affaires en 1982). Elle a récemment cédé sa branche agrochimie à Du Pont de Nemours France.

... et départ

● M. LENNOX, président-directeur général du groupe International Harvester, va perdre son siège de président au 1^{er} septembre au profit de M. Rutherford, actuellement responsable des opérations internationales et des composants. M. Lennox garde un titre de directeur général.

● La société Wasskon domiciliée au Liechtenstein et contrôlée par un homme d'affaire turc vient de lancer une opération publique d'achat (O.P.A.) de 1,95 million de livres (environ 24 millions de francs) sur la petite fabrique de bonneterie britannique Harold Ingram. L'offre équivalait à 65 pences par action. Elle a été acceptée par les propriétaires de la firme sous réserve qu'ils conservent une participation de 52,26 % dans la société. La cotation des actions d'Ingram a été suspendue au Stock Exchange pour des raisons de technique boursière. Avant que cette décision n'intervienne, la valeur de ces actions avait été multipliée par cinq. — (A.F.P.)

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Bonne tenue sur des marchés en stagnation

Malgré une conjoncture internationale toujours peu satisfaisante, Siemens a pu durant les neuf premiers mois de l'exercice, c'est-à-dire du 1^{er} octobre 1982 au 30 juin 1983, enregistrer une progression de 13% des commandes nouvelles à l'échelle mondiale et une légère croissance du chiffre d'affaires, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le carnet de commandes, en hausse de 11%, atteint plus de 175 milliards de francs.

Commandes enregistrées. L'évolution des affaires a été très différenciée en Allemagne et à l'étranger, ainsi que d'un secteur à l'autre. Les commandes enregistrées en R.F.A. ont augmenté de 48% pour s'établir à 54,3 milliards de francs, en raison principalement de deux importantes commandes de centrales électriques. Mais même abstraction faite de ce facteur exceptionnel, les ordres pris sur le marché intérieur ont progressé de 7% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Avec un montant de 50,9 milliards de francs, les commandes enregistrées à l'étranger ont marqué un recul de 9% (par rapport à l'an dernier) dû à la stagnation persistante dans la plupart des nations industrialisées, à des problèmes de balance des paiements dans quelques pays clients importants et au ralentissement des travaux d'infrastructure de certains pays pétroliers.

Parmi les Divisions, c'est Energie électrique et Automatisation qui a le plus nettement ressenti le peu d'empressement à investir manifesté dans de nombreux pays, tandis que Communication, l'autre grande division de Siemens, totalisait à l'échelle mondiale un montant de commandes encore un peu plus substantiel que l'an dernier. Les Divisions Informatique et Technique médicale ont connu une croissance supérieure à la moyenne de leur volume de commandes nouvelles; 15 de nos nouveaux scanners par résonance magnétique nucléaire ont déjà été vendus, dont 9 aux Etats-Unis.

Chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires mondial réalisé au cours des neuf premiers mois de l'exercice s'élève à 84,7 milliards de francs, soit 3% de plus que l'an dernier à la même époque.

La progression a été légèrement plus forte sur le marché allemand où les ventes, en hausse de 5%, ont atteint 37,5 milliards de francs tandis que les facturations à l'étranger n'ont augmenté que de 2% par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 47,2 milliards de francs. Les divisions Informatique et Technique médicale ont connu les plus fortes progressions du C.A., avec des taux de croissance à deux chiffres.

Stocks. Avec 56,2 milliards de francs les stocks ont certes enregistré une hausse de 11%, mais celle-ci est uniquement due aux importantes commandes en matière de centrales électriques.

Personnel. Le taux d'utilisation des capacités de production reste, comme par le passé, insuffisant dans la plupart des usines. Aussi les effectifs n'ont-ils pu être intégralement conservés: en baisse de 4% à l'échelle

mondiale, ils sont tombés à 311 000. Leur diminution est de 5% en R.F.A. et de 3% à l'étranger; si l'on ne tient pas compte des salariés d'une usine nouvellement acquise par Siemens-Alis, la baisse hors R.F.A. se chiffre également à près de 5%. Les frais de personnel, 36,9 milliards de francs, ont augmenté de 1%.

Investissements. Avec 3,3 milliards de francs, les investissements ont à nouveau atteint le niveau de l'an dernier.

Bénéfice net. Le bénéfice net s'est établi à 1,6 milliard de francs contre 1,4 précédemment, ce qui correspond à un rapport bénéfice net/C.A. de 1,9% contre 1,7% l'exercice passé.

En milliards de francs	du 1.10.81 au 30.6.82	du 1.10.82 au 30.6.83	Variation
Commandes enregistrées	93,4	105,2	+13%
Marché allemand	37,3	54,3	+46%
Marché étranger	56,1	50,9	-9%
Chiffre d'affaires	81,9	84,7	+3%
Marché allemand	35,6	37,5	+5%
Marché étranger	46,3	47,2	+2%

En milliards de francs	30.9.82	30.6.83	Variation
Commandes en carnet	158,5	176,3	+11%
Stocks	50,4	56,2	+11%

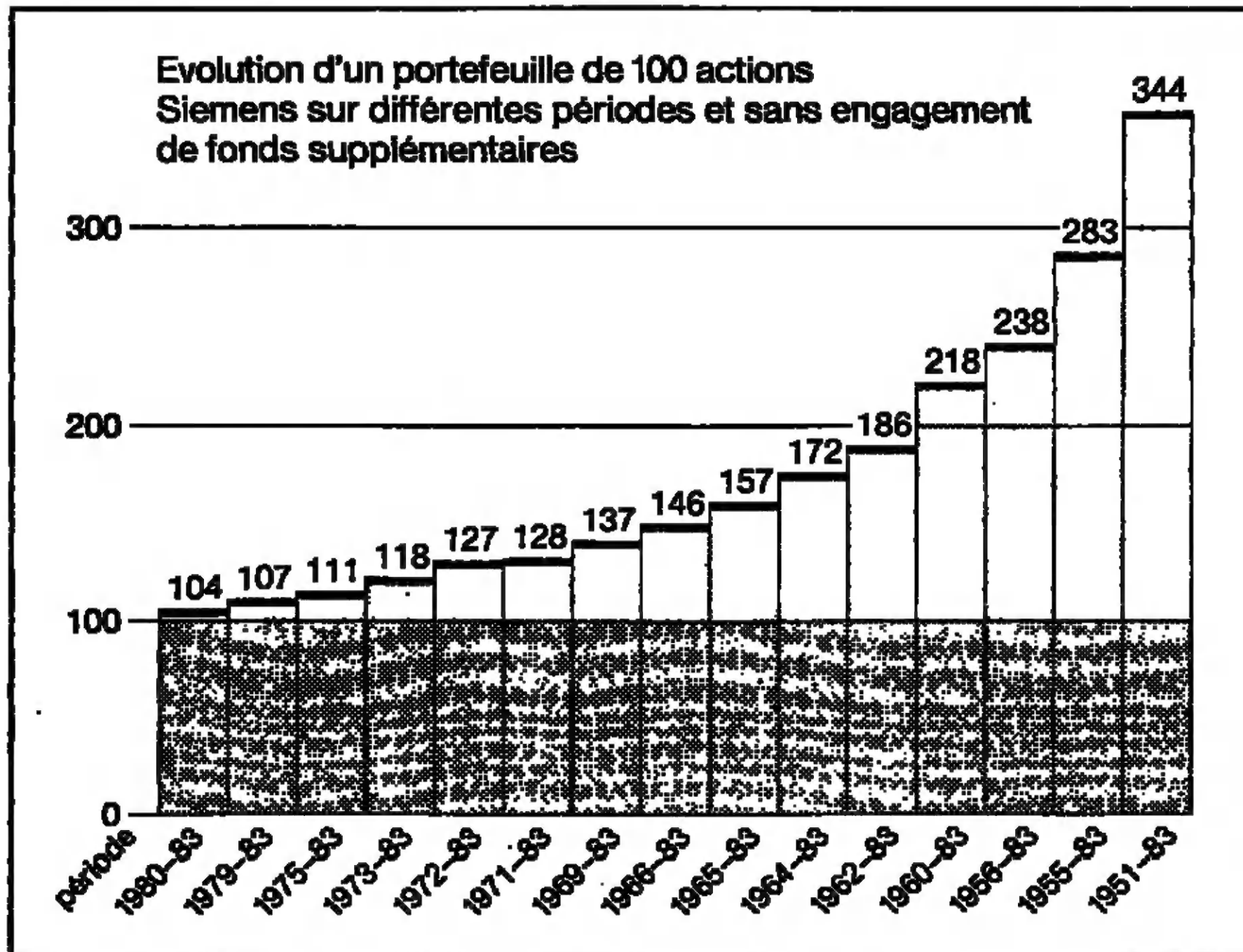
En milliards de francs	30.9.82	30.6.83	Variation
Personnel en milliers	324	311	-4%
Allemagne	220	210	-5%
Etranger	104	101	-3%

	du 1.10.81 au 30.6.82	du 1.10.82 au 30.6.83	Variation
Effectifs moyens en milliers	331	316	-5%
Frais de personnel en milliards de francs	36,6	36,9	+1%

En milliards de francs	du 1.10.81 au 30.6.82	du 1.10.82 au 30.6.83	Variation
Investissements	3,3	3,3	-
Bénéfice net	1,4	1,6	+14%
en % du C.A.	1,7	1,9	+12%

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30 juin 1983: 100 FF = 33,30 DM.

Evolution d'un portefeuille d'actions Siemens



Siemens procède à intervalles rapprochés à des augmentations de capital. De ce fait, ses actionnaires disposent d'un nombre accru de droits de souscription, ce qui leur permet d'acquiescer des actions nouvelles sans même engager de fonds supplémentaires. Le graphique montre l'évolution d'un portefeuille de 100 actions Siemens sur la base de ce principe. On suppose dans le calcul, qu'à chaque augmentation de capital, l'actionnaire finance l'achat d'actions nouvelles par la vente d'autant de droits de souscription que nécessaire, sans débours supplémentaires. Ainsi, 100 actions acquises en 1973 donnent 118 actions en 1983; en 30 ans le nombre des actions fait plus que tripler. Et l'augmentation ne porte pas seulement sur la valeur du portefeuille mais également sur la somme des dividendes versés à l'actionnaire.

Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

4211.101.320

Cheminées fermées

La « cassette de cheminée »
Fondus est un foyer en acier, livré en kit. Une gamme de dix-huit modèles (à partir de 3 700 francs environ) permet de l'insérer dans la plupart des cheminées. Sa porte en verre Vision Corning (1) est encadrée de métal noir ou de laiton. Le foyer en acier « Videofilm » de Selva, R.W.M.L.R., 45, rue Waldeck-Rousseau, 69456 Lyon Cedex. Tél. (7) 22-77-29.
(1) Selva, 10, rue de la Baignade, BP 87, 94402 Vitry-sur-Seine Cedex. Tél. : 670-11-11.
* Fournier, BP 147, 94300 Cavallion. Tél. : (98) 71-42-39.

(1) Matériau résistant à une température de 750 °C.

JANY AUJAME.

- * Supra, 6, rue du Général-Léonard, 67210 Obernai. Tél.: (88) 95-61-36.
- * Deville, BP 209, 68102 Charleville-Mézières Cedex. Tél.: (23) 35-30-65.
- * Franco-beige, 59660 Menerville. Tél.: (28) 48-30-00.
- * Nestor Martin, Z.A.C.E. 43, rue Félix-Lonot, 63034 Senlis. Tél.: (33) 32-30-00.
- * Fonds (Paris et régions parisienne), 2, rue des Ombres, 92330 Sceaux. Tél.: 660-39-40. (province) BP 105, 5, rue des Pétales 69001 Lyon.
- * «Vétistafan» Selva, Ets F.M.B.I.B., 45, rue Waldeck-Roussseau, 69456 Lyon Cedex. Tél.: (7) 852-77-29.
- * «Vétistafan» de la Baiguade, BP 87, 94402 Vitry-sur-Seine Cedex. Tél.: 670-11-11.
- * Fournier, BP 147, 84300 Cavillon. Tél.: (90) 71-02-39.

(1) Matériau résistante à une température de 750 °C.

PRÉVISIONS POUR LE 2000

Ajaccio, 28 et 18 degrés; Biarritz, 33 et 18; Bordeaux, 31 et 18; Bourges, 30 et 14; Strasbourg, 28 et 14; Toulouse, 28 et 28.

29 et 15; Tours, 29 et 16;
2 et 20; Pointe-à-Pitre, 32

Rome, 29 et 19; Stockholm, 22 et 15
Toszeu, 39 et 25; Tunis, 31 et 19.

(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

<p>maisons, luxueux appartements suds, 36-78 m², meublés, cuisine, vaisselle, depuis 128 F par jour/personne, minimum semaine, (93) 44-08-96.</p>	<p>Etude cherche pour CADRES villes, perm. tise banl. Loyer garanti 10.000 F, 283-67-02.</p>	<p>Etude LOEEL, 38, bd Voltaire, PARIS-XI^e. Tél. 355-61-58. Spécialistes voyageurs. Expér., discrétion, conseils.</p>	<p>SOLOGNE ou même région. Faire offre détaillée. Ecrire Havas-Orléans n° 201.431, B.P. 1519 45005 ORLÉANS CEDEX.</p>
---	---	---	--

**Les mots croisés
se trouvent page 12.**

Face au lecteur muni de ces deux tomes du GUIDE PRATIQUE DES
STYLES EN AMEUBLEMENT, antiquaires et brocanteurs n'ont qu'à bien se
tenir! 45F.

Editions Solar

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Nouvelle hausse

Pour la cinquième séance consécutive, les cours ont monté jeudi à la Bourse de Paris. Amorcée dès l'ouverture sous la direction d'Amep, C.F.P., Peugeot et C.S.P., le mouvement de hausse a progressivement gagné tous les secteurs de la cote et, à la clôture, l'indicateur instantané enregistré une avance voisine de 1,3 %.

Le retour de Wall Street au-dessus de la barre des 1 200, les moins mauvais résultats du commerce extérieur en juillet, la hausse modérée de l'indice des prix de la consommation, malgré les nombreuses augmentations, la diminution du nombre des demandeurs d'emploi : autant de facteurs qui ont contribué à raviver l'intérêt pour les valeurs françaises. Pourtant, autour de la corbeille, nul ne se berçait trop d'illusions. « La rentrée sera dure », assurait-on sous les colonnes. « Pour l'instant, les chiffres n'ont pas grande signification ». Sans doute, mais pour l'instant, les investisseurs parisiens tirent d'un autre côté et le pari pris en début de mois d'une septième liquidation gagnante est en voie d'être atteinte. Deux séances seulement séparent le marché de l'échec mensuel et, d'ores et déjà, la hausse moyenne des cours dépasse 7 %. Signaux, les meilleurs indicateurs de la distribution.

Suivant les indications du dollar, la devise-titre a encore perdu du terrain pour s'échanger entre 10,68 francs et 10,70 francs contre 10,78 francs-10,87 francs.

L'or s'est effrité à Londres, revenant de 422,50 dollars l'once à 421 dollars. Avec la baisse du billet vert employé comme unité de référence, le lingot a encore perdu 600 francs à 107 400 francs. A parité, le prix du métal fin ici a légèrement progressé : 422,04 dollars l'once contre 421,74 dollars. Fléchissement du naphte : 700 francs contre 704 francs. Malgré le volume des transactions : 4,94 millions de francs contre 5,14 millions.

NEW-YORK

Brutal renversement de tendance

Trop bon pour durer : Wall Street qui rit à succès, mercredi, Wall Street qui pleure. En début de séance, le marché new-yorkais avait pourtant manifesté de bonnes dispositions, et le « Dow » atteint la cote 1 215,45. Par la suite, d'assez mauvaises ventes bénéficiaires devaient le faire reculer bien en deçà de la barre des 1 200. Le renversement de la veille, en clôture, l'indice des valeurs d'établissements à 1 192,47, soit à 14,03 points en dessous de son niveau précédent, reportant ainsi la presque totalité des gains acquis la veille.

Le bilan de la journée a été mitigé. Sur 1 906 valeurs traitées, 894 ont baissé, 660 ont monté et 352 n'ont pas varié. Le phénomène témoigne de l'ampleur du choc occasionné par les « Blue Chips » en première ligne.

Mais pourquoi ce brutal renversement de tendance ? L'investisseur (si l'on peut dire) de ce coup bas porté au marché est M. Henry Kaufman, le célèbre « gourou » de Wall Street. Au cours d'un dîner en Afrique du Sud, ce dernier déclarait que « l'effacement des bénéfices de l'été » allait mener au cours des prochaines semaines. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. On connaît la suite. Ce depuis plusieurs semaines, M. Kaufman avait mis en fait de continuer à se taire. En brisant son silence, il a provoqué aussi une reprise du dollar.

L'activité a porté sur 82,28 millions de titres contre 87,90 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	17 1/8	16 3/4
Alstom	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2
Amep	38 3/4	38 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PROCTER AND GAMBLE. - Le premier fabricant américain de produits ménagers annonce, pour le dernier trimestre de l'exercice s'achevant le 30 juin, un bénéfice net de 181 millions de dollars (+ 10 %). Pour l'année comptable entière, le résultat net du groupe atteint 866 millions de dollars contre 704 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires accuse de 4 % à 12,5 milliards de dollars. Les bénéfices tirés des ventes aux Etats-Unis s'élèvent à 758 millions de dollars (+ 11 %), et ceux procurés par l'activité à l'étranger à 105 millions de dollars (+ 19 %).

PUC. - Le chiffre d'affaires du groupe pour le premier semestre s'élève à 16,49 milliards de francs (+ 9 % à structure comparable), dont 65 % ont été réalisés à l'étranger.

PHILIPS. - Le groupe néerlandais annonce, pour le deuxième trimestre, un bénéfice net de 137 millions de florins (+ 2,2 %). Pour le semestre, son résultat net atteint ainsi 259 millions de florins (+ 3,6 %), son chiffre d'affaires 20,66 milliards de florins (+ 1 %). Malgré la stagnation des ventes durant la première moitié de l'année, la firme d'Eindhoven totalise, pour l'exercice entier, une augmentation de son chiffre d'affaires de 1,1 % à 105,1 milliards de florins (+ 4 % à structure comparable).

R.A.S.F. - Le capital va être augmenté de 115 millions de DM et porté à 2 171 millions de DM par émission à 135 DM d'une action nouvelle de 50 DM pour 18 anciennes, avec jouissance au 1^{er} janvier 1983. La souscription sera ouverte le 19 septembre prochain. Le produit de cette émission servira à financer les investissements du groupe.

IRM-EUROPE S'INSTALLE A LA DÉFENSE. - Le siège social d'I.R.M. Europe est transféré à la tour Pascal de Paris-La Défense. L'installation effectuée progressivement jusqu'à la fin septembre.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 100, 1^{er} août 1982)
Cote de clôture : 134,9
Cote de clôture : 137,5
Cote de clôture : 138,5
Cote de clôture : 139,5
Cote de clôture : 140,5
Cote de clôture : 141,5
Cote de clôture : 142,5
Cote de clôture : 143,5
Cote de clôture : 144,5
Cote de clôture : 145,5
Cote de clôture : 146,5
Cote de clôture : 147,5
Cote de clôture : 148,5
Cote de clôture : 149,5
Cote de clôture : 150,5
Cote de clôture : 151,5
Cote de clôture : 152,5
Cote de clôture : 153,5
Cote de clôture : 154,5
Cote de clôture : 155,5
Cote de clôture : 156,5
Cote de clôture : 157,5
Cote de clôture : 158,5
Cote de clôture : 159,5
Cote de clôture : 160,5
Cote de clôture : 161,5
Cote de clôture : 162,5
Cote de clôture : 163,5
Cote de clôture : 164,5
Cote de clôture : 165,5
Cote de clôture : 166,5
Cote de clôture : 167,5
Cote de clôture : 168,5
Cote de clôture : 169,5
Cote de clôture : 170,5
Cote de clôture : 171,5
Cote de clôture : 172,5
Cote de clôture : 173,5
Cote de clôture : 174,5
Cote de clôture : 175,5
Cote de clôture : 176,5
Cote de clôture : 177,5
Cote de clôture : 178,5
Cote de clôture : 179,5
Cote de clôture : 180,5
Cote de clôture : 181,5
Cote de clôture : 182,5
Cote de clôture : 183,5
Cote de clôture : 184,5
Cote de clôture : 185,5
Cote de clôture : 186,5
Cote de clôture : 187,5
Cote de clôture : 188,5
Cote de clôture : 189,5
Cote de clôture : 190,5
Cote de clôture : 191,5
Cote de clôture : 192,5
Cote de clôture : 193,5
Cote de clôture : 194,5
Cote de clôture : 195,5
Cote de clôture : 196,5
Cote de clôture : 197,5
Cote de clôture : 198,5
Cote de clôture : 199,5
Cote de clôture : 200,5
Cote de clôture : 201,5
Cote de clôture : 202,5
Cote de clôture : 203,5
Cote de clôture : 204,5
Cote de clôture : 205,5
Cote de clôture : 206,5
Cote de clôture : 207,5
Cote de clôture : 208,5
Cote de clôture : 209,5
Cote de clôture : 210,5
Cote de clôture : 211,5
Cote de clôture : 212,5
Cote de clôture : 213,5
Cote de clôture : 214,5
Cote de clôture : 215,5
Cote de clôture : 216,5
Cote de clôture : 217,5
Cote de clôture : 218,5
Cote de clôture : 219,5
Cote de clôture : 220,5
Cote de clôture : 221,5
Cote de clôture : 222,5
Cote de clôture : 223,5
Cote de clôture : 224,5
Cote de clôture : 225,5
Cote de clôture : 226,5
Cote de clôture : 227,5
Cote de clôture : 228,5
Cote de clôture : 229,5
Cote de clôture : 230,5
Cote de clôture : 231,5
Cote de clôture : 232,5
Cote de clôture : 233,5
Cote de clôture : 234,5
Cote de clôture : 235,5
Cote de clôture : 236,5
Cote de clôture : 237,5
Cote de clôture : 238,5
Cote de clôture : 239,5
Cote de clôture : 240,5
Cote de clôture : 241,5
Cote de clôture : 242,5
Cote de clôture : 243,5
Cote de clôture : 244,5
Cote de clôture : 245,5
Cote de clôture : 246,5
Cote de clôture : 247,5
Cote de clôture : 248,5
Cote de clôture : 249,5
Cote de clôture : 250,5
Cote de clôture : 251,5
Cote de clôture : 252,5
Cote de clôture : 253,5
Cote de clôture : 254,5
Cote de clôture : 255,5
Cote de clôture : 256,5
Cote de clôture : 257,5
Cote de clôture : 258,5
Cote de clôture : 259,5
Cote de clôture : 260,5
Cote de clôture : 261,5
Cote de clôture : 262,5
Cote de clôture : 263,5
Cote de clôture : 264,5
Cote de clôture : 265,5
Cote de clôture : 266,5
Cote de clôture : 267,5
Cote de clôture : 268,5
Cote de clôture : 269,5
Cote de clôture : 270,5
Cote de clôture : 271,5
Cote de clôture : 272,5
Cote de clôture : 273,5
Cote de clôture : 274,5
Cote de clôture : 275,5
Cote de clôture : 276,5
Cote de clôture : 277,5
Cote de clôture : 278,5
Cote de clôture : 279,5
Cote de clôture : 280,5
Cote de clôture : 281,5
Cote de clôture : 282,5
Cote de clôture : 283,5
Cote de clôture : 284,5
Cote de clôture : 285,5
Cote de clôture : 286,5
Cote de clôture : 287,5
Cote de clôture : 288,5
Cote de clôture : 289,5
Cote de clôture : 290,5
Cote de clôture : 291,5
Cote de clôture : 292,5
Cote de clôture : 293,5
Cote de clôture : 294,5
Cote de clôture : 295,5
Cote de clôture : 296,5
Cote de clôture : 297,5
Cote de clôture : 298,5
Cote de clôture : 299,5
Cote de clôture : 300,5
Cote de clôture : 301,5
Cote de clôture : 302,5
Cote de clôture : 303,5
Cote de clôture : 304,5
Cote de clôture : 305,5
Cote de clôture : 306,5
Cote de clôture : 307,5
Cote de clôture : 308,5
Cote de clôture : 309,5
Cote de clôture : 310,5
Cote de clôture : 311,5
Cote de clôture : 312,5
Cote de clôture : 313,5
Cote de clôture : 314,5
Cote de clôture : 315,5
Cote de clôture : 316,5
Cote de clôture : 317,5
Cote de clôture : 318,5
Cote de clôture : 319,5
Cote de clôture : 320,5
Cote de clôture : 321,5
Cote de clôture : 322,5
Cote de clôture : 323,5
Cote de clôture : 324,5
Cote de clôture : 325,5
Cote de clôture : 326,5
Cote de clôture : 327,5
Cote de clôture : 328,5
Cote de clôture : 329,5
Cote de clôture : 330,5
Cote de clôture : 331,5
Cote de clôture : 332,5
Cote de clôture : 333,5
Cote de clôture : 334,5
Cote de clôture : 335,5
Cote de clôture : 336,5
Cote de clôture : 337,5
Cote de clôture : 338,5
Cote de clôture : 339,5
Cote de clôture : 340,5
Cote de clôture : 341,5
Cote de clôture : 342,5
Cote de clôture : 343,5
Cote de clôture : 344,5
Cote de clôture : 345,5
Cote de clôture : 346,5
Cote de clôture : 347,5
Cote de clôture : 348,5
Cote de clôture : 349,5
Cote de clôture : 350,5
Cote de clôture : 351,5
Cote de clôture : 352,5
Cote de clôture : 353,5
Cote de clôture : 354,5
Cote de clôture : 355,5
Cote de clôture : 356,5
Cote de clôture : 357,5
Cote de clôture : 358,5
Cote de clôture : 359,5
Cote de clôture : 360,5
Cote de clôture : 361,5
Cote de clôture : 362,5
Cote de clôture : 363,5
Cote de clôture : 364,5
Cote de clôture : 365,5
Cote de clôture : 366,5
Cote de clôture : 367,5
Cote de clôture : 368,5
Cote de clôture : 369,5
Cote de clôture : 370,5
Cote de clôture : 371,5
Cote de clôture : 372,5
Cote de clôture : 373,5
Cote de clôture : 374,5
Cote de clôture : 375,5
Cote de clôture : 376,5
Cote de clôture : 377,5
Cote de clôture : 378,5
Cote de clôture : 379,5
Cote de clôture : 380,5
Cote de clôture : 381,5
Cote de clôture : 382,5
Cote de clôture : 383,5
Cote de clôture : 384,5
Cote de clôture : 385,5
Cote de clôture : 386,5
Cote de clôture : 387,5
Cote de clôture : 388,5
Cote de clôture : 389,5
Cote de clôture : 390,5
Cote de clôture : 391,5
Cote de clôture : 392,5
Cote de clôture : 393,5
Cote de clôture : 394,5
Cote de clôture : 395,5
Cote de clôture : 396,5
Cote de clôture : 397,5
Cote de clôture : 398,5
Cote de clôture : 399,5
Cote de clôture : 400,5
Cote de clôture : 401,5
Cote de clôture : 402,5
Cote de clôture : 403,5
Cote de clôture : 404,5
Cote de clôture : 405,5
Cote de clôture : 406,5
Cote de clôture : 407,5
Cote de clôture : 408,5
Cote de clôture : 409,5
Cote de clôture : 410,5
Cote de clôture : 411,5
Cote de clôture : 412,5
Cote de clôture : 413,5
Cote de clôture : 414,5
Cote de clôture : 415,5
Cote de clôture : 416,5
Cote de clôture : 417,5
Cote de clôture : 418,5
Cote de clôture : 419,5
Cote de clôture : 420,5
Cote de clôture : 421,5
Cote de clôture : 422,5
Cote de clôture : 423,5
Cote de clôture : 424,5
Cote de clôture : 425,5
Cote de clôture : 426,5
Cote de clôture : 427,5
Cote de clôture : 428,5
Cote de clôture : 429,5
Cote de clôture : 430,5
Cote de clôture : 431,5
Cote de clôture : 432,5
Cote de clôture : 433,5
Cote de clôture : 434,5
Cote de clôture : 435,5
Cote de clôture : 436,5
Cote de clôture : 437,5
Cote de clôture : 438,5
Cote de clôture : 439,5
Cote de clôture : 440,5
Cote de clôture : 441,5
Cote de clôture : 442,5
Cote de clôture : 443,5
Cote de clôture : 444,5
Cote de clôture : 445,5
Cote de clôture : 446,5
Cote de clôture : 447,5
Cote de clôture : 448,5
Cote de clôture : 449,5
Cote de clôture : 450,5
Cote de clôture : 451,5
Cote de clôture : 452,5
Cote de clôture : 453,5
Cote de clôture : 454,5
Cote de clôture : 455,5
Cote de clôture : 456,5
Cote de clôture : 457,5
Cote de clôture : 458,5
Cote de clôture : 459,5
Cote de clôture : 460,5
Cote de clôture : 461,5
Cote de clôture : 462,5
Cote de clôture : 463,5
Cote de clôture : 464,5
Cote de clôture : 465,5
Cote de clôture : 466,5
Cote de clôture : 467,5
Cote de clôture : 468,5
Cote de clôture : 469,5
Cote de clôture : 470,5
Cote de clôture : 471,5
Cote de clôture : 472,5
Cote de clôture : 473,5
Cote de clôture : 474,5
Cote de clôture : 475,5
Cote de clôture : 476,5
Cote de clôture : 477,5
Cote de clôture : 478,5
Cote de clôture : 479,5
Cote de clôture : 480,5
Cote de clôture : 481,5
Cote de clôture : 482,5
Cote de clôture : 483,5
Cote de clôture : 484,5
Cote de clôture : 485,5
Cote de clôture : 486,5
Cote de clôture : 487,5
Cote de clôture : 488,5
Cote de clôture : 489,5
Cote de clôture : 490,5
Cote de clôture : 491,5
Cote de clôture : 492,5
Cote de clôture : 493,5
Cote de clôture : 494,5
Cote de clôture : 495,5
Cote de clôture : 496,5
Cote de clôture : 497,5
Cote de clôture : 498,5
Cote de clôture : 499,5
Cote de clôture : 500,5
Cote de clôture : 501,5
Cote de clôture : 502,5
Cote de clôture : 503,5
Cote de clôture : 504,5
Cote de clôture : 505,5
Cote de clôture : 506,5
Cote de clôture : 507,5
Cote de clôture : 508,5
Cote de clôture : 509,5
Cote de clôture : 510,5
Cote de clôture : 511,5
Cote de clôture : 512,5
Cote de clôture : 513,5
Cote de clôture : 514,5
Cote de clôture : 515,5
Cote de clôture : 516,5
Cote de clôture : 517,5
Cote de clôture : 518,5
Cote de clôture : 519,5
Cote de clôture : 520,5
Cote de clôture : 521,5
Cote de clôture : 522,5
Cote de clôture : 523,5
Cote de clôture : 524,5
Cote de clôture : 525,5
Cote de clôture : 526,5
Cote de clôture : 527,5
Cote de clôture : 528,5
Cote de clôture : 529,5
Cote de clôture : 530,5
Cote de clôture : 531,5
Cote de clôture : 532,5
Cote de clôture : 533,5
Cote de clôture : 534,5
Cote de clôture : 535,5
Cote de clôture : 536,5
Cote de clôture : 537,5
Cote de clôture : 538,5
Cote de clôture : 539,5
Cote de clôture : 540,5
Cote de clôture : 541,5
Cote de clôture : 542,5
Cote de clôture : 543,5
Cote de clôture : 544,5
Cote de clôture : 545,5
Cote de clôture : 546,5
Cote de clôture : 547,5
Cote de clôture : 548,5
Cote de clôture : 549,5
Cote de clôture : 550,5
Cote de clôture : 551,5
Cote de clôture : 552,5
Cote de clôture : 553,5
Cote de clôture : 554,5
Cote de clôture : 555,5
Cote de clôture : 556,5
Cote de clôture : 557,5
Cote de clôture : 558,5
Cote de clôture : 559,5
Cote de clôture : 560,5
Cote de clôture : 561,5
Cote de clôture : 562,5
Cote de clôture : 563,5
Cote de clôture : 564,5
Cote de clôture : 565,5
Cote de clôture : 566,5
Cote de clôture : 567,5
Cote de clôture : 568,5
Cote de clôture : 569,5
Cote de clôture : 570,5
Cote de clôture : 571,5
Cote de clôture : 572,5
Cote de clôture : 573,5
Cote de clôture : 574,5
Cote de clôture : 575,5
Cote de clôture : 576,5
Cote de clôture : 577,5
Cote de clôture : 578,5
Cote de clôture : 579,5
Cote de clôture : 580,5
Cote de clôture : 581,5
Cote de clôture : 582,5
Cote de clôture : 583,5
Cote de clôture : 584,5
Cote de clôture : 585,5
Cote de clôture : 586,5
Cote de clôture : 587,5
Cote de clôture : 588,5
Cote de clôture : 589,5
Cote de clôture : 590,5
Cote de clôture : 591,5
Cote de clôture : 592,5
Cote de clôture : 593,5
Cote de clôture : 594,5
Cote de clôture : 595,5
Cote de clôture : 596,5
Cote de clôture : 597,5
Cote de clôture : 598,5
Cote de clôture : 599,5
Cote de clôture : 600,5
Cote de clôture : 601,5
Cote de clôture : 602,5
Cote de clôture : 603,5
Cote de clôture : 604,5
Cote de clôture : 605,5
Cote de clôture : 606,5
Cote de clôture : 607,5
Cote de clôture : 608,5
Cote de clôture : 609,5
Cote de clôture : 610,5
Cote de clôture : 611,5
Cote de clôture : 612,5
Cote de clôture : 613,5
Cote de clôture : 614,5
Cote de clôture : 615,5
Cote de clôture : 616,5
Cote de clôture : 617,5
Cote de clôture : 618,5
Cote de clôture : 619,5
Cote de clôture : 620,5
Cote de clôture : 621,5
Cote de clôture : 622,5
Cote de clôture : 623,5
Cote de clôture : 624,5
Cote de clôture : 625,5
Cote de clôture : 626,5
Cote de clôture : 627,5
Cote de clôture : 628,5
Cote de clôture : 629,5
Cote de clôture : 630,5
Cote de clôture : 631,5
Cote de clôture : 632,5
Cote de clôture : 633,5
Cote de clôture : 634,5
Cote de clôture : 635,5
Cote de clôture : 636,5
Cote de clôture : 637,5
Cote de clôture : 638,5
Cote de clôture : 639,5
Cote de clôture : 640,5
Cote de clôture : 641,5
Cote de clôture : 642,5
Cote de clôture : 643,5
Cote de clôture : 644,5
Cote de clôture : 645,5
Cote de clôture : 646,5
Cote de clôture : 647,5
Cote de clôture : 648,5
Cote de clôture : 649,5
Cote de clôture : 650,5
Cote de clôture : 651,5
Cote de clôture : 652,5
Cote de clôture : 653,5
Cote de clôture : 654,5
Cote de clôture : 655,5
Cote de clôture : 656,5
Cote de clôture : 657,5
Cote de clôture : 658,5
Cote de clôture : 659,5
Cote de clôture : 660,5
Cote de clôture : 661,5
Cote de clôture : 662,5
Cote de clôture : 663,5
Cote de clôture : 664,5
Cote de clôture : 665,5
Cote de clôture : 666,5
Cote de clôture : 667,5
Cote de clôture : 668,5
Cote de clôture : 669,5
Cote de clôture : 670,5
Cote de clôture : 671,5
Cote de clôture : 672,5
Cote de clôture : 673,5
Cote de clôture : 674,5
Cote de clôture : 675,5
Cote de clôture : 676,5
Cote de clôture : 677,5
Cote de clôture : 678,5
Cote de clôture : 679,5
Cote de clôture : 680,5
Cote de clôture : 681,5
Cote de clôture : 682,5
Cote de clôture : 683,5
Cote de clôture : 684,5
Cote de clôture : 685,5
Cote de clôture : 686,5
Cote de clôture : 687,5
Cote de clôture : 688,5
Cote de clôture : 689,5
Cote de clôture : 690,5
Cote de clôture : 691,5
Cote de clôture : 692,5
Cote de clôture : 693,5
Cote de clôture : 694,5
Cote de clôture : 695,5
Cote de clôture : 696,5
Cote de clôture : 697,5
Cote de clôture : 698,5
Cote de clôture : 699,5
Cote de clôture : 700,5
Cote de clôture : 701,5
Cote de clôture : 702,5
Cote de clôture : 703,5
Cote de clôture : 704,5
Cote de clôture : 705,5
Cote de clôture : 706,5
Cote de clôture : 707,5
Cote de clôture : 708,5
Cote de clôture : 709,5
Cote de clôture : 710,5
Cote de clôture : 711,5
Cote de clôture : 712,5
Cote de clôture : 713,5
Cote de clôture : 714,5
Cote de clôture : 715,5
Cote de clôture : 716,5
Cote de clôture : 717,5
Cote de clôture : 718,5
Cote de clôture : 719,5
Cote de clôture : 720,5
Cote de clôture : 721,5
Cote de clôture : 722,5
Cote de clôture : 723,5
Cote de clôture : 724,5
Cote de clôture : 725,5
Cote de clôture : 726,5
Cote de clôture : 727,5
Cote de clôture : 728,5
Cote de clôture : 729,5
Cote de clôture : 730,5
Cote de clôture : 731,5
Cote de clôture : 732,5
Cote de clôture : 733,5
Cote de clôture : 734,5
Cote de clôture : 735,5
Cote de clôture : 736,5
Cote de clôture : 737,5
Cote de clôture : 738,5
Cote de clôture : 739,5
Cote de clôture : 740,5
Cote de clôture : 741,5
Cote de clôture : 742,5
Cote de clôture : 743,5
Cote de clôture : 744,5
Cote de clôture : 745,5
Cote de clôture : 746,5
Cote de clôture : 747,5
Cote de clôture : 748,5
Cote de clôture : 749,5
Cote de clôture : 750,5
Cote de clôture : 751,5
Cote de clôture : 752,5
Cote de clôture : 753,5
Cote de clôture : 754,5
Cote de clôture : 755,5
Cote de clôture : 756,5
Cote de clôture : 757,5
Cote de clôture : 758,5
Cote de clôture : 759,5
Cote de clôture : 760,5
Cote de clôture : 761,5
Cote de clôture : 762,5
Cote de clôture : 763,5
Cote de clôture : 764,5
Cote de clôture : 765,5
Cote de clôture : 766,5
Cote de clôture : 767,5
Cote de clôture : 768,5
Cote de clôture : 769,5
Cote de clôture : 770,5
Cote de clôture : 771,5
Cote de clôture : 772,5
Cote de clôture : 773,5
Cote de clôture : 774,5
Cote de clôture : 775,5
Cote de clôture : 776,5
Cote de clôture : 777,5
Cote de clôture : 778,5
Cote de clôture : 779,5
Cote de clôture : 780,5
Cote de clôture : 781,5
Cote de clôture : 782,5
Cote de clôture : 783,5
Cote de clôture : 784,5
Cote de clôture : 785,5
Cote de clôture : 786,5
Cote de clôture : 787,5
Cote de clôture : 788,5
Cote de clôture : 789,5
Cote de clôture : 790,5
Cote de clôture : 791,5
Cote de clôture : 792,5
Cote de clôture : 793,5
Cote de clôture : 794,5
Cote de clôture : 795,5
Cote de clôture : 796,5
Cote de clôture : 797,5
Cote de clôture : 798,5
Cote de clôture : 799,5
Cote de clôture : 800,5
Cote de clôture : 801,5
Cote de clôture : 802,5
Cote de clôture : 803,5
Cote de clôture : 804,5
Cote de clôture : 805,5
Cote de clôture : 806,5
Cote de clôture : 807,5
Cote de clôture : 808,5
Cote de clôture : 809,5
Cote de clôture : 810,5
Cote de clôture : 811,5
Cote de clôture : 812,5
Cote de clôture : 813,5
Cote de clôture : 814,5
Cote de clôture : 815,5
Cote de clôture : 816,5
Cote de clôture : 817,5
Cote de clôture : 818,5
Cote de clôture : 819,5
Cote de clôture : 820,5
Cote de clôture : 821,5
Cote de clôture : 822,5
Cote de clôture : 823,5
Cote de clôture : 824,5
Cote de clôture : 825,5
Cote de clôture : 826,5
Cote de clôture : 827,5
Cote de clôture : 828,5
Cote de clôture : 829,5
Cote de clôture : 830,5
Cote de clôture : 831,5
Cote de clôture : 832,5
Cote de clôture : 833,5
Cote de clôture : 834,5
Cote de clôture : 835,5
Cote de clôture : 836,5
Cote de clôture : 837,5
Cote de clôture : 838,5
Cote de clôture : 839,5
Cote de clôture : 840,5
Cote de clôture : 841,5
Cote de clôture : 842,5
Cote de clôture : 843,5
Cote de clôture : 844,5
Cote de clôture : 845,5
Cote de clôture : 846,5
Cote de clôture : 847,5
Cote de clôture : 848,5
Cote de clôture : 849,5
Cote de clôture : 850,5
Cote de clôture : 851,5
Cote de clôture : 852,5
Cote de clôture : 853,5
Cote de clôture : 854,5
Cote de clôture : 855,5
Cote de clôture : 856,5
Cote de clôture : 857,5
Cote de clôture : 858,5
Cote de clôture : 859,5
Cote de clôture : 860,5
Cote de clôture : 861,5
Cote de clôture : 862,5
Cote de clôture : 863,5
Cote de clôture : 864,5
Cote de clôture : 865,5
Cote de clôture : 866,5
Cote de clôture : 867,5
Cote de clôture : 868,5
Cote de clôture : 869,5
Cote de clôture : 870,5
Cote de clôture : 871,5
Cote de clôture : 872,5
Cote de clôture : 873,5
Cote de clôture : 874,5
Cote de clôture : 875,5
Cote de clôture : 876,5
Cote de clôture : 877,5
Cote de clôture : 878,5
Cote de clôture : 879,5
Cote de clôture

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PRAGUE 1988 : « L'indéfinissable capitulation », par Pavel Tigrid ; « Quinze ans après... », par Antonín Liehn.
11. Histoire du présent : 1939-1982.

ÉTRANGER

3. EUROPE
3. AMÉRIQUES
3. DIPLOMATIE
4. LA GUERRE AU TCHAD

- La France veut prouver à ses alliés africains qu'elle peut contribuer efficacement à leur sécurité.

Océan Indien

POLITIQUE

6. Cinquième tour des élections municipales : les démons de Rocamadour.
- Les nouvelles municipalités à l'heure de la revanche : Chambéry, effacer un accident de parcours.

SOCIÉTÉ

7. Le projet d'une nouvelle réglementation sur les armes.
CIRCULATION : les lecteurs du Monde posent des questions au directeur de la sécurité routière.
8. ÉDUCATION.
8. ÉDUCATION.
8. ÉDUCATION.

LOISIRS ET TOURISME

9. RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ : vacances républicaines ou la politique en maillet de bain.
10. HORS DU TEMPS : au Croisic, le retour du Superbe ; à Amiens, César en ses champs.
10 à 12. Philatélie : Plaisirs de la table ; Hippisme ; Jeux.

CULTURE

13. CINÉMA : Équateur, de Serge Gainsbourg.
- FESTIVAL : Héli et son théâtre.
- SOIRÉES : la folle revue des Folies-Bergère.
16. COMMUNICATION : la mise en place de la quatrième chaîne.

ÉCONOMIE

16. CONJONCTURE.
17. AFFAIRES : réactions à la nomination d'un expert chez Peugeot-Talbot.

RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS - SERVICES - (18) :
La maison ; Journal officiel ; Météorologie ; Loto ; Loterie nationale.
Annonces classées (18) ; Carnet (8) ; Mots croisés (12) ; Programmes des spectacles (14) ; Marchés financiers (21).

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST HILL
Journées d'été
STAGES INTENSIFS
2h30 par jour durant l'été
734-36-36
Équipe par DUPONT

meubles
Chapo
en bois massif

Magasin principal
14, bd de l'Industrie, 75005 Paris
Tel. 331-23-15
Forum des Halles
208, rue Leprieux, 75004 Paris Cedex 01
Tel. 237-49-50
en août

A B C D F G H

Au Liban

Le repli de l'armée israélienne sur la rivière Awali ne serait plus qu'une question de semaines

Jérusalem. — Alors que les relations entre les gouvernements israélien et libanais se sont encore détériorées après la visite surprise du ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens, le 16 août, à Beyrouth, et tandis qu'à Washington le département d'État manifeste son inquiétude en réclamant un « maximum de coordination » entre dirigeants israéliens et libanais, à Jérusalem on continue d'indiquer que l'armée israélienne effectuera très prochainement son repli sur la rivière Awali, et donc évacuera le Chouf, quelle que soit la situation dans cette région.

Sur le terrain, les préparatifs du retrait s'accroissent. Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Moshe Levi, vient de déclarer que le « redéploiement » pouvait être accompli « en quelques jours », et que ses troupes n'attendraient plus que la décision finale du gouvernement. Pour sa part, M. Arens a fait savoir, le 17 août, devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la Défense, que le repli sur la rivière Awali n'était plus qu'une question de semaines, au maximum.

Il a surtout précisé que, si Israël cherchait à faciliter un accord de cessez-le-feu entre milices druzes et chrétiennes dans le Chouf, cela ne pouvait constituer une « condition préalable » à l'évacuation de celui-ci. Par ailleurs, il a précisé que le repli sur la rivière Awali n'était plus qu'une question de semaines, au maximum.

Le tracé de la nouvelle « ligne de défense », longue de 50 kilomètres,

De notre correspondant

entre Saïda et le mont Barouk, est pratiquement achevé. Depuis le début du mois d'août, des dizaines d'engins de terrassement ont participé aux travaux de construction de routes et d'édification des points d'appui ou des postes d'observation qui jalonnent la nouvelle ligne. Celle-ci, il faut le préciser, n'est pas continue ; il n'y a pas de clôture tout au long du tracé, car l'armée israélienne ne veut pas donner l'impression de s'installer pour longtemps sur ses nouvelles positions. Le gouvernement de M. Begin entend en effet montrer qu'Israël ne souhaite pas la « partition » du Liban, comme l'en accuse le président Gemayel et tient à signifier qu'il ne s'agit là que d'une étape d'un retrait « total » du territoire libanais. Selon l'état-major israélien, des infrastructures sont maintenant prêtes, et les unités combattantes, actuellement déployées plus au nord, n'ont plus qu'à se replier.

L'envoyé spécial américain au Proche-Orient, M. Robert McFarlane, était de nouveau attendu à Jérusalem le 19 août en provenance de Beyrouth. Les diplomates israéliens s'attendent à ce qu'il oriente la discussion une fois de plus sur une évacuation sans heurts du Chouf, mais aussi qu'il fasse part de l'état des contacts établis dernièrement par son adjoint, M. Richard Fairbanks, à Damas. L'annonce d'une rencontre entre experts juridiques syriens et américains pour examiner les détails de l'accord israélo-libanais conclu en mai — que Damas dénonce — a fait naître quelques espoirs à Washington et à Beyrouth. Mais à Jérusalem on demeure pour le moins sceptique, on continue de ne pas croire à un assoupissement

de la position du gouvernement syrien, et l'on craint par ailleurs que les diplomates américains ne se laissent entraîner par les Syriens à une remise en cause de l'accord israélo-libanais.

Le voyage de M. Shamir à Bucarest

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, est rentré le 18 août d'une visite officielle en Roumanie. Ce voyage a permis à M. Shamir de rencontrer le président Ceausescu pour lui présenter les salutations de son gouvernement et de lui remettre une lettre de M. Begin.

Le Roumanie est le seul pays du bloc communiste qui entretienne encore des relations diplomatiques avec Israël, et, en 1977, le président Ceausescu et son gouvernement (alors que M. Begin venait de faire une visite officielle en Roumanie) ont joué un rôle de médiateur entre Israéliens et Américains, d'une part, et Syriens, d'autre part, au sujet du Liban, notamment par le fait que l'on sache que le président Hafez el Assad est attendu à Bucarest prochainement.

FRANCIS CORNU.

Madrid et Rabat ont signé un accord sur la pêche industrielle

De notre correspondant

Madrid. — Après dix mois de négociations difficiles, l'Espagne et le Maroc ont conclu, le 18 août, un accord de coopération sur la pêche à l'occasion d'une visite du ministre espagnol des affaires étrangères, M. Morán, à Rabat. Celui-ci a été reçu par le roi Hassan II.

Un millier de bateaux de pêche espagnols opèrent dans les eaux territoriales marocaines, soit autant que dans tous les pays de la C.E.E. réunis. L'économie des îles Canaries et de certaines régions côtières d'Andalousie dépend de cette industrie qui s'exerce dans des conditions juridiques précaires. Depuis 1979, en effet, cette activité était régie par un protocole d'accord provisoire sans cesse prorogé mais qui n'avait jamais été formellement ratifié par Rabat. L'insécurité était donc totale, et l'on ne compte plus les bateaux espagnols arraisonnés par les garde-côtes marocains, puis conduits à Casablanca.

L'Espagne se réjouit d'avoir enfin obtenu un accord en bonne et due forme valable quatre ans, mais elle a dû accepter des conditions nettement moins favorables qu'en 1979. Le Maroc entend en effet défendre ses richesses ichtyologiques. Selon des informations officieuses, le Maroc aurait accepté une réduction de 40 % du tonnage de la flotte autorisée à pêcher au large du Maroc et une augmentation de 70 % des redevances versées à Rabat. En outre l'Espagne accordera 550 millions de dollars de crédits à faible intérêt.

Le gouvernement marocain a, de plus, établi une « zone de sécurité » interdite aux bateaux espagnols large de 12 milles le long de la côte, au sud d'El-Aïoun, une région peu sûre en raison des activités du Front Polisario. Cette restriction a soulevé de nombreuses protestations

aux Canaries, notamment à Lanzarote qui tire les deux tiers de ses revenus de la pêche à la sardine dans ce dernier secteur. M. Morán a toutefois obtenu du Maroc qu'il renonce à une seconde « zone de sécurité » aux environs de Tarifa.

L'inquiétude des pêcheurs espagnols est d'autant plus grande que, du côté du Portugal et de la C.E.E. la situation est loin d'être encourageante. L'accord de pêche avec Lisbonne, qui a pris fin le 31 décembre, n'a pas encore été renouvelé, et les bateaux espagnols ne peuvent, depuis cette date, opérer dans les eaux territoriales portugaises. La pêche reste un des thèmes conflictuels des négociations pour l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. en raison des restrictions que la Grande-Bretagne et l'Irlande entendent d'autre part imposer à la flotte espagnole. Celle-ci, qui ne compte pas moins de 17 000 bateaux devra certainement être réduite et la reconversion sera difficile.

THÉRRY MALINAK.

Au Nigéria

LES AFFRONTEMENTS POST-ÉLECTORAUX ONT FAIT 43 MORTS

Les élections sénatoriales se dérouleront, samedi 20 août, au Nigéria, sauf dans deux des dix-neuf États de la fédération, l'Ondo et l'Oyo, où elles seront ajournées en raison des violences qui ont éclaté à la suite d'allégations de fraude après les élections des gouverneurs samedi dernier.

Ces deux États étaient jusqu'ici des fiefs du parti de l'Unité du Nigéria (U.P.N.), du chef Obafemi Awolowo, principale formation de l'opposition. La commission électorale fédérale (Fecodec) a annoncé que les élections de l'Oyo étaient reportées au 10 septembre, celles de l'Ondo, où toutes les archives électorales ont été brûlées, étant ajournées sine die.

Le calme était revenu, jeudi 18 août, dans les principales villes de l'État d'Ondo, dans l'ouest du pays, après les affrontements de ces derniers jours qui ont fait dix morts (dont un policier) à Akure, capitale de l'État, selon le ministre de la Police de cet État. Dans la ville, des dizaines de carcasses de voitures bonisées, des centaines de bâtiments incendiés, témoignaient de la violence des émeutes.

Dans l'État d'Oyo, trente-trois personnes ont été tuées et dix-huit blessées, dont quatre policiers. La police de cet État précise que douze personnes sont mortes alors que la police s'efforçait de rétablir l'ordre et que vingt et une ont été tuées par des « bandits ». Trois cent neuf personnes ont, d'autre part, été arrêtées et vingt-six maisons brûlées, précisément de même source.

Les résultats définitifs des élections des gouverneurs, rendus publics mercredi 17 août, donnent treize des dix-neuf sièges de gouverneur au National Party of Nigeria (N.P.N.) du président Shehu Shagari, trois à l'U.P.N., deux au parti populaire nigérian et un au Parti de la rédemption populaire. — (A.F.P., A.P., Reuter).

CONCORDE CONTINUE

Le supersonique fera-t-il ses frais en 1983 ?

Les Anglais continuent, alors les Français, bon gré mal gré, ne peuvent pas faire moins. Le gouvernement vient d'autoriser Air France à acheter le matériel nécessaire à la poursuite de l'exploitation de Concorde. Il est vrai que le supersonique franco-anglais fait l'objet d'un marché léonin : le premier des deux pays qui cesserait de l'utiliser serait condamné à payer la plus grosse part des lourds frais financiers qui courent encore sur l'appareil.

Le Concorde français continuera donc à voler. M. Pierre Giraudet, président d'Air France, a même dé-

claré, jeudi 18 août, qu'il ne désespérait pas de le rendre rentable. Cela soulagerait l'État, qui finance 90 % du déficit d'exploitation (117 millions de francs), d'une part, et des intérêts et amortissements (182 millions par an) demeurant quand même à sa charge.

L'avion ne dessert plus que New York au départ de Roissy, mais son succès paraît moins assuré. Le rendement moyen, qui était tombé à 54 % ces deux dernières années, devrait remonter à environ 60 % en 1983. On est loin cependant des 71,3 % de 1979. La clientèle étrangère représente 75 % des passagers supersoniques. Mais si l'avion est à peu près plein en ce moment, au départ de Paris, l'affluence est beaucoup plus clairsemée en sens inverse. Et il n'y a plus qu'un vol quotidien vers les États-Unis, ce qui amène à tempérer les propos de M. Giraudet laissant entrevoir la rentabilité de l'avion. Pour ne pas perdre d'argent, chaque Concorde devrait voler au moins sept heures et demie par jour. Or les sept supersoniques de la compagnie nationale ne font guère qu'une heure quotidienne de vol chacun. Et l'avenir ne laisse entrevoir aucune perspective d'extension du réseau.

J. S.

REDRESSEMENT DU DOLLAR

Après quatre séances de hautes intensités, le dollar s'est redressé vendredi 19 août dans la matière sur les places financières. C'est ainsi que le dollar américain s'échangeait à 7,97 F à Paris (contre 7,9175 F la veille), à 2,65 DM à Francfort (contre 2,6275 F) et à 2,1440 francs suisses à Zurich (contre 2,1520).

Après en forme de ces dernières jours, une reprise technique était probable, certains opérateurs ayant pu être tentés de prendre leur bénéfice. Ce redressement a eu outre été favorisé par une légère tension des taux d'intérêt aux États-Unis et par les incertitudes concernant les décisions que pourrait prendre la Réserve fédérale, dont le comité monétaire se réunit mardi prochain.

L'or a légèrement fléchi à Londres, le cours de l'once revenant de 421,50 dollars à 419 dollars environ.

En Iran

ÉCHEC D'UN ATTENTAT CONTRE UN VÉHICULE DE L'AMBASSADE DE FRANCE

Téhéran (A.F.P.). — Les artificiers de la police iranienne ont réussi à désamorcer dans la nuit de jeudi à vendredi, un « gros engin explosif à retardement », placé sous le réservoir de la voiture d'un garde de l'ambassade de France.

« L'engin était destiné à exploser à l'intérieur de l'ambassade, et l'essence du réservoir aurait dû provoquer un incendie », a précisé un représentant de l'ambassade.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

PIANOS D'ÉTÉ CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS

HANLET L'UNIVERS DU PIANO

● Paris 6, 264, rue de St-Hippolyte Tél. : 764.51.94
● Vélizy, 21, rue Georges-Dumènil Tél. : 946.00.52
● Vélizy, Centre Clai "Vélizy 91" Tél. : 946.26.87
● Orsay, Centre Clai "Art de Vivre" Tél. : 975.72.50
● Noisy-le-Grand, Centre Clai "Arcade" Tél. : 385.20.79

EN AOÛT PRIX D'ÉTÉ
CONDITIONS SPÉCIALES DE CREDIT

SUR PIANOS
neuf et occasion

Piano Center
A 5 minutes de La Défense
71, rue de l'Anglo,
92250 La Garenne.
781-93-11

SÉRÉNADÉ RUE DE BIEVRE

Le professeur Choron, du mensuel Charlie, a appris à ses dépens, mercredi 17 août, ce qu'il en coûtait de troubler la tranquillité de la rue de Bièvre, la plus calme sans doute de Paris, puisqu'elle abrite la résidence privée du chef de l'État.

Le professeur Choron, dans un café voisin, vers 19 heures, chantait d'une voix généreuse quelques airs irréguliers pour un parterre de consommateurs. Les policiers de faction ont sans doute jugé que le ton n'était pas approprié à la rue et la dignité de la République. Embarqué, Choron ! Arraché à son cher public pour quelques heures de violon.

L'infortuné directeur de Charlie raconte, dans l'édition de vendredi de France-Soir, que les policiers du cinquième arrondissement sont intervenus à la demande de M^{me} Danielle Mitterrand, qui rentrait chez elle, à l'heure de l'aube, et qui aurait été dérangée par les couplets débilités du récit.

L'Élysée dément formellement et parle d'une « affabulation » du cher professeur. A la préfecture de police, aucune plainte, signale-t-on, aucun appel téléphonique n'a été enregistré. Choron, chanteur des rues, a donc eu la berne. Seule la maréchaussée avait été sensible à sa gouaille. — Ph. Bg.

Le numéro du « Monde » daté 19 août 1983 a été tiré à 446 206 exemplaires

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

AVEC LE SUPPLÉMENT

CHRONIQUE ANNÉE 1983

1100000 exemplaires

La prudence des face à la crise

La prudence des face à la crise

Les Palestiniens

Les Palestiniens

UN JOUR LE JOUR
Silence !

On se sait que de la part de Michel Mitré, directeur de la revue, il y a une volonté de faire un journal qui soit un véritable journal. Tous les jours, on a des nouvelles, des analyses, des commentaires. C'est un journal qui est fait pour être lu, qui est fait pour être lu.

ALAN WOODROW